Sous la direction de Bruno Fuligni

Folle Histoire



Les bourdes militaires

Erreurs stratégiques, putschs ratés, inventions délirantes et autres guerres stupides de l'histoire...

Histoires extraordinaires mais vraies

Sous la direction de Bruno Fuligni

Folle Histoire

n°3

Des guerres ont été déclenchées pour un seau, un cochon, une taxe sur le whisky ou un match de football. Une bombe atomique a rasé Hiroshima à cause d'une mauvaise traduction. La principauté du Liechtenstein fut envahie par erreur. Et si la guerre anglo-zanzibarite n'a duré que trente-huit minutes, celle qui opposa les îles Sorlingues aux Pays-Bas s'étala sur 335 ans : plus personne ne se souvenait du conflit en cours quand des érudits proposèrent de signer le traité de paix qui y mettrait fin, en 1986.

Stratèges fous, tacticiens idiots, putschistes maladroits, assassins en uniforme, inventeurs d'engins délirants : l'art militaire présente une fantastique galerie de modèles à ne pas suivre. Autant d'histoires qui paraîtraient risibles, si elles n'avaient causé des millions de morts !

FOLLE HISTOIRE

REVIENT SUR LES AFFAIRES OUBLIÉES ET LES PERSONNAGES EXTRAORDINAIRES DU PASSÉ.

Textes de : David Alliot, Philippe Charlier, Olivier Chaumelle, Frédéric Chef, Philippe Di Folco, Éric Dumont, Matthieu Frachon, Bruno Fuligni, Bruno Léandri, Stéphane Mahieu, Nicolas Mietton, Guillemette Odicino, Clémentine Portier-Kaltenbach, Claude Quétel, Mohamed Sadoun, Franck Sénateur, Marieke Stein, Pascal Varejka.
Dessins de Daniel Casanave.

ÉDITIONS PRISMA

FOLLE HISTOIRE
n° 3

Sous la direction de Bruno Fuligni

LES BOURDES MILITAIRES



Dessins de Daniel Casanave

ÉDITIONS PRISMA

Une science nouvelle : la cacostratégie

Bruno Fuligni

« Quelle connerie la guerre ! » disait Prévert. Sans doute, mais certaines guerres sont plus stupides que d'autres. La plus anciennement décrite, par un reporter nommé Homère, donne le ton : dix ans de combat autour de Troie pour une histoire de fesses, jusqu'à ce que la victoire provienne d'un cheval de bois, ce n'est pas très sérieux…

Vingt siècles plus tard, au lieu de la belle Hélène, c'est l'enlèvement d'un seau de bois qui va provoquer un conflit armé entre les cités de Bologne et de Modène en 1325, quand la péninsule italienne est ravagée par la rivalité des Guelfes et des Gibelins. Cette « guerre du Seau de bois » aura son Homère, le poète Alessandro Tassoni qui, dans Le Seau enlevé, *consacrera des milliers de vers burlesques aux exploits des belligérants : « Je voudrais chanter ce ressentiment mémorable qu'alluma jadis dans des cœurs intrépides un vil et malheureux seau. Dieu des vers, toi qui retraces à mon esprit une guerre épouvantable, et des événements inouïs, dis pourquoi et comment les Géminiens enlevèrent aux Pétroniens ce funeste trophée ; sois mon guide, et tiens-moi par les manches de ma jaquette », clame-t-il au chant Ier de son « poème héroï-satiro-comique »*

On n'en finirait pas de recenser tous ces conflits picrocholins qui ont suivi les événements déclencheurs les plus hétéroclites. Une guerre de la Vache n'a-t-elle pas opposé le comte de Namur au prince-évêque de Liège, entre 1275 à 1278, à cause d'un ruminant volé ? La guerre du Mât de drapeau n'a-t-elle pas lancé les troupes britanniques à l'assaut de la Nouvelle-Zélande en 1845, contre une tribu qui avait abattu à sept reprises l'Union Jack planté à Kororareka ? La guerre du Guano n'a-t-elle pas agité les côtes du Pacifique, quand les flottes de l'Espagne et celles du Chili et du Pérou se disputèrent des îlots couverts de déjections d'oiseaux de mer, source d'un précieux engrais au XIXe siècle ?

Et quand, en 1859, un colon américain abat un cochon trop gourmand sur l'île litigieuse de San Juan, près de Vancouver et de la frontière canadienne, c'est la rivalité anglo-américaine qui menace de dégénérer en une pitoyable « guerre du Cochon ».

Même les conflits les plus sérieux ne sont pas exempts d'aberrations. L'absurde bureaucratie militaire, l'ego démesuré des généraux, l'orgueil d'un stratège aveuglé par la soif de gloire ont déterminé une série de mémorables désastres, qui seraient risibles s'ils ne s'étaient soldés par des millions de morts inutiles. Sans compter les erreurs de recrutement des armées, enrôlant les pires criminels sous leurs bannières, ni les inventions ineptes, explosant au visage de leur propre concepteur…

Dans l'enseignement de l'art militaire, ces bourdes, bévues, ratages et catastrophes ont souvent tendance à être minorés ; Folle Histoire *a choisi pour sa part de rassembler les rudiments d'une nouvelle discipline : la cacostratégie, ou la mémoire de tout ce qu'il ne faut pas faire sur le champ de bataille.*





CHAPITRE IER

GUERRES STUPIDES

Ces guerres-là n'auraient jamais dû exister. L'éloignement géographique des antagonistes, la minceur dérisoire des enjeux les rendaient impensables. Et pourtant, elles ont eu lieu !



Les Cornes de Hattin
(4 juillet 1187)

La croisade s'amuse

Éric Dumont

Baudouin IV, roi de Jérusalem, meurt en 1185. À la mort prématurée de son successeur l'année suivante, son beau-frère, Guy de Lusignan, habile manœuvrier, monte sur le trône. Aussitôt, le baron Renaud de Châtillon, avide de richesses, proche du nouveau roi, attaque une caravane de Saladin et en massacre les hommes en armes. Sûr du soutien du nouveau souverain, il rompt une trêve de six ans entre musulmans et chrétiens.

Malgré cette provocation, le chef musulman choisit de négocier. Ses émissaires sont éconduits avec mépris. Saladin décide donc de reprendre les armes. Pour lui, l'occasion est trop belle de reconquérir Jérusalem. Dès mars 1187, il procède à de nombreuses razzias, comptant ainsi provoquer les croisés. Ceux-ci veulent en découdre à tout prix.

Saladin réunit 60 000 combattants ; les Francs, 2 000 chevaliers, 13 000 fantassins et 40 000 mercenaires musulmans. Les croisés se mettent en ordre de marche à la rencontre de Saladin. Le chef arabe, habile stratège, veut attirer l'armée franque sur son terrain. Il fait le siège de Tibériade, à moins de 30 kilomètres de Séphorie, où campe l'armée franque avec vivres et eau à volonté. La femme de Raymond de Tripoli, le chef des troupes franques, est à Tibériade. Certain d'un piège, ce dernier propose d'attendre Saladin sur une position de force. Ses deux fils l'exhortent à porter secours à leur mère. Il tient bon. Mais le roi Guy de Lusignan cède face à l'insistance d'Arnaud de Châtillon et du grand maître des Templiers. La victoire est certaine : Saladin n'est pas loin et l'armée franque a emporté avec elle, pour la protéger, un morceau de la Vraie Croix, relique de Jésus. Certains que la marche sera rapide, les Francs ne s'encombrent pas des chars à bœufs contenant les réserves d'eau.

Le 3 juillet, l’armée franque se met en route. La chaleur est insupportable, mais Saladin a fait combler les puits et empoisonner les points d’eau. Les Francs, sans cesse harcelés par des archers à cheval, étouffent sous leur lourde armure. L’armée décide de rejoindre le point d’eau de Hattin. Saladin le sait, il va lui barrer le passage. Les Francs vont devoir bivouaquer dans la fournaise. Les chevaliers passent leur nuit à se battre avec les araignées et les scorpions qui s’insinuent dans leur armure.

Le 4 juillet, après deux jours sans avoir ni bu, ni dormi, les Francs n’ont d’autre choix que celui d’emprunter un plateau aride et rocailleux entre deux collines : les Cornes de Hattin. Saladin leur interdit toute sortie, met le feu aux broussailles des pentes et attaque. C’est un massacre : 30 000 corps jonchent le sol, l’aristocratie franque est décimée. Seuls les grands barons et le roi parviennent à percer pour rejoindre Tibériade. Ils se rendent le lendemain.

Saladin fera exécuter les Templiers, les mercenaires musulmans, réduira en esclavage les soldats francs, échangera les nobles contre rançon. Il décapitera de ses mains Renaud de Châtillon. En moins de trois mois, Saladin va reconquérir Askelon, Beyrouth, Gaza et Jérusalem. C’en est fini du royaume chrétien de Jérusalem. Quant à la relique de la Vraie Croix, elle sera perdue à jamais.



Vent divin
(15 août 1281)

LES MONGOLS EN BATEAU

Éric Dumont

En 1260, Kubilaï Khan, petit-fils de Gengis Khan, devient empereur de Chine et fonde la dynastie Yuan.

Les Japonais refusant de se soumettre à son autorité, il décide, en 1274, d'envoyer une force d'invasion à Kyushu. Avec 25 000 hommes, les Mongols battent les samouraïs à Bun'ei, mais un typhon détruit une grande partie de leur flotte. Ils renoncent alors provisoirement à la conquête de l'archipel nippon.

En 1279, Kubilaï Khan conquiert le Sud de la Chine et se rend maître des moyens militaires de la dynastie Song. Disposant d'une flotte sur tout le littoral chinois, il envisage une nouvelle invasion du Japon.

Pendant deux ans, il prépare cette conquête en deux phases. La première, menée par la flotte coréenne de l'Est, débarquera trois mois avant la flotte chinoise du Sud.

Au printemps 1281, la flotte de l'Est, constituée de 900 navires et de 40 000 hommes, tente de débarquer sur les îles de Tsushima et d'Iki, avant de prendre pied sur l'île de Shikanoshima, plus proche du continent. Les Japonais, conduits par les shoguns Otomo no Yasuyori et Adachi Morimune, résistent. Les Mongols se replient alors sur leurs embarcations pour attendre la flotte du Sud, la deuxième vague forte d'un millier de navires transportant 100 000 soldats et marins.

Harcelée par les Japonais, la flotte de l'Est, mouillée au large de Hakata, se replie au large de l'île de Takashima.



Le kamikaze ou « vent divin » sauve le Japon le 15 août 1281.

Début juillet, la flotte chinoise débarque les troupes qui conquièrent l'île d'Iki au large de Kyushu. Fin juillet, alors que l'armée japonaise est en très nette infériorité numérique, les Mongols débarquent en de nombreux points de la côte de Kyushu pour tester les défenses. Les Japonais ont fortifié la ligne de côte, mais leurs

effectifs sont beaucoup trop modestes. Après avoir repoussé les forces auxiliaires mongoles lors de ces escarmouches, les Japonais savent qu'ils seront submergés par une offensive d'envergure. Conscients de devoir se sacrifier, les chefs nippons baptisent cette succession d'accrochages « la bataille d'Hakata », qu'ils inscrivent dans leur mythologie guerrière. La prochaine fois, ils seront vaincus. Les Japonais se lancent alors désespérément à l'attaque de la flotte mongole. À bord de petites embarcations, ils ne vont cesser de harceler les navires au prix de lourdes pertes. Ce combat inégal ne peut durer, il ne fait que retarder l'invasion finale.

Le 15 août, les attaques japonaises ont pris fin ; les armées mongoles, au large, s'apprêtent à débarquer. Ce soir, ils auront écrasé les Japonais. À Kyushu, les samouraïs, les shoguns, savent qu'ils vont mourir.

Le ciel s'assombrit soudainement alors que les barges mongoles se lancent à l'assaut de l'archipel. Puis le vent se lève, il bouscule les embarcations. Le souffle se mue en tempête, soulève les bateaux à fond plat, les jette les uns contre les autres. La nuit semble recouvrir la mer en plein jour.

Depuis la côte, les samouraïs revêtus de leur armure voient disparaître dans les flots la flotte mongole.

Le *kamikaze* ou « vent divin » a vaincu l'ennemi, le Japon est sauvé. Les événements ont renforcé l'*akitsumikami*, la nature divine de l'empereur.

Celle-ci ne sera pas remise en cause jusqu'à la capitulation du Japon, en 1945. Une fois encore, mais en pure perte, le Japon aura fait appel aux kamikazes pour tenter de contrer l'invasion américaine.

La bataille des Trois Rois
(4 août 1578)

Victoire du quatrième

Mohamed Sadoun

« Celui qui convoite le bien d'autrui verra le sien s'en aller » : Sébastien, roi du Portugal, aurait dû méditer ce proverbe du Maghreb avant de s'engager dans l'aventure marocaine.

Lorsqu'il succède à son grand-père en 1557, il n'a que trois ans et son empire semble devoir s'étendre sans limites. Indes, Brésil, côtes africaines, les explorateurs portugais ont planté leur bannière sous toutes les latitudes. C'est l'âge d'or qui voit le pays se couvrir de magnifiques édifices.

Confié aux bons soins des jésuites, Sébastien ne manifeste aucune prédisposition pour l'administration de son royaume et ne rêve que d'aventures lointaines. Hardi jusqu'à l'inconscience, l'esprit enflammé, se vivant comme un soldat du Christ chargé de défendre la Chrétienté, il n'écoute bientôt plus les conseils de prudence, qu'il prend pour de la pusillanimité, et ne s'entoure que de fidèles qui le vénèrent.

Son obsession ? Le Maroc, où son pays a dû évacuer, sous le règne précédent, de nombreuses *fronteiras*, ces cités fortifiées servant de havres aux navires : autant de glaives plantés dans le dos du pays et le tenant en respect. Situation intolérable pour le jeune roi. Alors lorsqu'il prend les rênes du royaume en sa quatorzième année, il entreprend de réunir les fonds nécessaires à une expédition en terre africaine. Le souverain espagnol, Philippe II, refuse d'y prendre part, peu importe. Il ne manque plus qu'à trouver le prétexte.

Celui-ci lui est fourni par la dynastie saadienne elle-même. Mohamed el-Moutawakil, renversé par son oncle Abdelmalik avec le soutien des Ottomans qui convoitent toujours le Maroc, fait appel aux chrétiens. Le signe divin que Sébastien attendait.

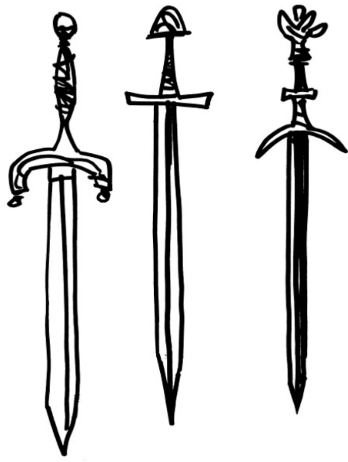
Il débarque à Asilah dont les portes lui sont ouvertes par le gouverneur, fidèle de l'ancien sultan. Point de plan de campagne, ni de stratégie précise, le soldat de la foi n'en a pas besoin. D'autant que l'affaire sera facile. Son ennemi lui a proposé de céder sans combat le port de son choix. Lâcheté évidente, pense-t-il.

Il s'avance à la tête de son armée jusqu'à Ksar-el-Kebir, une armée de 25 000 hommes composée de mercenaires parlant toutes les langues, des troupes de son allié marocain et de la fine fleur de la noblesse portugaise. Il fait face à 40 000 hommes, bien armés, bien entraînés et portés par une grande ferveur populaire. Abdelmalik, agonisant, a tout de même trouvé la force d'imaginer un dispositif en croissant destiné à encercler un adversaire moins nombreux, alourdi par un nombre impressionnant de prélats armés de crucifix et surtout écrasé par la chaleur de ce mois d'août 1578.

Sébastien parade pour rassurer une armée de plus en plus nerveuse, même si on doit, à intervalles réguliers, arroser son armure pour éviter qu'il ne se consume à l'intérieur. Il choisit enfin d'engager le combat, à midi, sous une chaleur de plomb. Dès les premières escarmouches, Abdelmalik, à bout de forces, rend l'âme sous sa tente. Le premier roi est mort, mais la nouvelle est étouffée. Le combat doit continuer. Rapidement, il tourne à l'avantage des Marocains. Un début de panique s'empare du corps expéditionnaire. Prudent, el-Moutawakil décide de quitter la scène. Tentant de traverser l'Oued-el-Makhazin à cheval, il tombe et se noie. Le deuxième roi est mort. Pendant ce temps, Sébastien ploie sous le nombre. Sentant la défaite inéluctable, ses troupes se replient sur Asilah. Lui s'obstine. Bientôt, il est seul ou presque à combattre encore et finit tué à son tour. Le troisième roi est mort.

La bataille des Trois Rois est remportée par… le quatrième : le frère d'Abdelmalik, qui portera désormais le nom d'Ahmed el-Mansour, « le Victorieux ». Ses conquêtes le mèneront jusqu'à Tombouctou. L'or du Soudan apportera une longue période de prospérité au Maroc. Ahmed el-Mansour deviendra el-Dhahabi, « le Doré ».

En revanche, l'absence d'héritier signe la fin de la dynastie Aviz au Portugal. Un vieillard valétudinaire monte sur le trône, mais il apparaît clairement que le pays est à prendre. Ce sera chose faite dès 1580, lorsque Philippe II arrive à Lisbonne et réalise l'Union ibérique tant rêvée par la Castille. Le Portugal disparaît de la carte pour soixante ans.



La révolte du Whisky
(1791-1794)

CHEERS MAN !

Bruno Fuligni

Petites causes, grands effets : c'est en s'insurgeant contre les taxes sur le thé que les colons d'Amérique ont engagé la lutte contre la métropole anglaise, aboutissant à la Déclaration d'indépendance de 1776, puis à la Constitution de 1787.

Les États-Unis forment alors une nation nouvelle, organisée, quand une autre révolte fiscale vient faire trembler l'édifice. Il est vrai que les caisses sont vides ; endettée par la guerre d'Indépendance, la République américaine a besoin de rentrées rapides et le secrétaire au Trésor, Alexander Hamilton, n'y va pas par quatre chemins en instituant une taxe sur les alcools.

Il y a des symboles auxquels on ne touche pas. Des droits sur le whisky ? Les fermiers de Pennsylvanie occidentale ne veulent pas en entendre parler. Ce whisky qu'ils produisent eux-mêmes est leur seul luxe sur la Frontière, ainsi qu'un complément de revenu et un article de troc avec les Indiens. Le fisc n'a pas à s'en mêler, pensent-ils. Les premiers collecteurs d'impôts sont donc sévèrement corrigés, puis, quand les autorités veulent arrêter les coupables, c'est toute la contrée qui se soulève. Pour boire en *duty free*, les rebelles ont pris les armes et semblent prêts à tout, jusqu'à faire sortir la Pennsylvanie de l'Union !

George Washington s'inquiète. Ces fous furieux menacent l'unité même du pays, alors que les Britanniques sont encore présents tout autour, du Canada aux Caraïbes. Il faudrait mater la révolte, mais il n'y a pas à proprement parler d'armée fédérale à l'époque et les maigres forces de l'État de Pennsylvanie sont débordées. Le père de l'indépendance américaine réunit donc une troupe de 14 000 hommes, constituée à partir des milices volontaires voisines. La première guerre régulière des États-Unis sera menée contre sa propre population, pour mater des ruraux insurgés et soiffards !

C’est l’opération *Self-invasion*, sous le commandement d’Hamilton. La « révolte du Whisky » est écrasée sans gloire : son armée ne rencontre pas l’ennemi, qui se disperse dans les territoires indiens, et en décembre 1794, elle ne ramène qu’une vingtaine de prisonniers à Philadelphie. Deux seront condamnés, mais immédiatement graciés par George Washington. Le dernier mot reste à l’Union, jusqu’à la prochaine guerre de Sécession, la vraie, en 1861.

L'annexion de Montbéliard
(10 octobre 1793)

Les Aristochats à la lanterne

Bruno Fuligni

La France d'Ancien Régime enserrait dans son territoire une dizaine de principautés ou seigneuries souveraines, dont le roi respectait les franchises. Outre Monaco, citons le minuscule royaume d'Yvetot, les principautés de Bidache, d'Henrichemont, de Salm, les républiques de Soleure et de Mulhouse, le pays d'Arles, les possessions papales en Avignon… Ces reliquats de féodalité seront tous absorbés par la France révolutionnaire, de 1789 à 1798.

La principauté d'Arches-et-Charleville, dans les Ardennes, prend l'initiative en désignant d'elle-même un envoyé aux États généraux, manifestant ainsi sa volonté d'intégrer la nation française. D'autres enclaves, tenant à leurs particularismes juridiques et fiscaux, se font un peu plus prier, mais toutes sont bientôt « réunies à la France », et pour toujours. Seule la principauté de Monaco renaîtra en 1814.

Parmi ces annexions, celle de Montbéliard est restée dans les annales. Comté souverain, dirigé par un stathouder et un conseil de régence, la ville protestante est une possession autonome des princes de Wurtemberg : petit morceau d'Allemagne coincé en territoire français, Montbéliard n'a pas pour rien le goût des saucisses au cumin.

Vient la Terreur. Le conventionnel et régicide Bernard de Saintes, dit « Pioche-Fer », est à Besançon pour républicaniser la contrée. Quand il apprend l'existence d'une micro-monarchie dans son ressort, il prend la tête d'une colonne de volontaires que le « parti français » de Montbéliard appelle à la rescousse.

Le 7 octobre 1793, il annonce aux membres du Comité de salut public qu'il part le lendemain pour conquérir Montbéliard avec deux bataillons nouvellement levés et une centaine d'hommes à cheval. Coiffé du plumet tricolore des représentants du peuple en mission, il entreprend cette expédition parce que le prince a fourni un

contingent aux ennemis de la République, ses enfants même servant dans l'armée des coalisés. « Il ne m'en a pas fallu davantage, écrit-il, pour me décider à aller soumettre à la France un petit pays qui est un vrai ver rongeur au milieu de nous. »

Le 10 octobre, les armées révolutionnaires entrent sans coup férir dans le comté souverain : de longue date en effet, la famille régnante est passée en Allemagne, avec la noblesse locale, ses bijoux, ses tableaux et ses précieuses collections de tabatières ouvragées. « Pioche-Fer » instaure un impôt, confisque le mobilier du château et fait dresser une guillotine empruntée à Vesoul. Il faut du sang pour sceller une conquête, mais comment faire, en l'absence de toute résistance et sans un seul ci-devant à se mettre sous le couperet ?

Un chat qui a la mauvaise idée de passer par là fera l'affaire. Animal aristocratique, le malheureux félin a tout juste le temps de miauler qu'il est décapité par le « rasoir national ». Rarement une conquête aura fait couler si peu de sang ; rarement une victime de guerre aura été à ce point innocente.

« Pioche-Fer » triomphe : « La citoyenne guillotine aînée, écrit-il, fait ici merveille, avec un petit bout d'avis que j'ai fait imprimer et dans lequel je l'invoque ; les coffres se remplissent ; les effets viennent de toutes parts ; j'ai reçu jusqu'à un costume d'évêque avec sa croix, sa mitre et tous les petits diables. »

Selon la tradition locale, le chat s'appelait Leo : « lion » en latin, il apparaît ainsi comme une réduction du lion héraldique de Franche-Comté, emblème de la province soumise. Le même lion qu'on retrouve sur les automobiles produites par la famille Peugeot, originaire de Montbéliard.

Quant à « Pioche-Fer », il va connaître une triste fin. Craignant pour sa vie en tant que régicide, il quitte la France à la Restauration et part pour l'Amérique, mais son navire fait naufrage près de l'île de Madère. Le conquérant de Montbéliard y passe misérablement les dernières années de sa vie, au milieu d'une population très catholique qui le repousse. Quand il meurt, le 19 octobre 1818, son corps est jeté à la mer : le tueur de chat finit mangé par les poissons.

La république du Connaught
(1796-1798)

L'armée de l'Eire

Pascal Varejka

Attaquer l'Angleterre dans le dos, en passant par l'Irlande, n'est pas absurde. Mais les responsables politiques français du Directoire ignorent tout de la situation irlandaise. L'île dispose alors d'un parlement qui, bien que dominé par les colons protestants anglais et écossais, vote en 1778 et en 1782 des lois émancipatrices, certes modérées, en faveur des catholiques. Et en 1783, il obtient l'autonomie législative.

La Révolution française exerce son influence : en 1791, des protestants et des catholiques fondent la Société des Irlandais unis. Celle-ci aspire à l'indépendance de l'Irlande et à la création d'une république. Un de ses membres, l'avocat protestant Theobald Wolfe Tone, arrive en France en 1796 et incite le Directoire à intervenir. Très optimistes, les Irlandais unis prétendent pouvoir lever une armée de 250 000 volontaires lors du débarquement.

Le 15 décembre 1796, une flotte de 44 navires quitte la rade de Brest avec 13 400 hommes commandés par le général Hoche. Wolfe Tone est du voyage. Malheureusement, pour éviter de rencontrer l'escadre britannique, la flotte se disperse. Une partie de l'expédition atteint tout de même son objectif : la baie de Bantry. Mais elle est privée de son chef, dont le navire est resté en arrière. Malgré une timide tentative de débarquement, la mer démontée interdit toute action sérieuse. Pour un résultat nul, les pertes françaises sont relativement importantes : 11 bateaux perdus ou capturés, 4 000 marins et soldats morts en mer. Les seuls Français à mettre pied en Irlande sont les prisonniers…

En mai-juin 1798, une série de révoltes éclate en Irlande ; la répression est féroce dès le début. Le Directoire, pressé par Wolfe Tone, monte une nouvelle expédition commandée par le général Hardy. Les navires sont répartis en trois

groupes, partant des ports de la mer du Nord, de Brest et de Rochefort. La désorganisation est telle qu'ils n'appareillent pas en même temps. Celui qui quitte Rochefort le 6 août 1798 ne compte que trois frégates. Pourtant, le général Humbert débarque le 22 août avec 1 090 hommes dans le comté de Mayo. Il est rallié par un millier d'insurgés irlandais armés de piques et de faux. Après la prise de Castlebar, on proclame la république du Connaught. L'armée franco-irlandaise s'enfonce dans l'intérieur du pays et réussit un moment à résister aux troupes anglaises, bien supérieures en nombre, avant d'être vaincue le 8 septembre. Les prisonniers français sont échangés contre des Anglais ; les rebelles irlandais sont presque tous massacrés sur place.

L'escadre partie de Brest, avec 3 200 hommes sous les ordres du général Hardy, n'atteint la côte irlandaise que le 12 octobre. Mais la marine anglaise survient, s'empare des navires et capture leurs occupants avant qu'ils ne puissent débarquer. Parmi eux, se trouve Wolfe Tone en uniforme d'adjudant-général de l'armée française. Arrêté et condamné à la pendaison pour trahison, il demande à être fusillé en tant que soldat ; cette faveur lui étant refusée, il se tranche la gorge dans sa cellule.

Les conséquences de ces expéditions mal préparées sont tragiques pour les Irlandais. Une répression brutale s'abat sur l'île. Entre les révoltes réprimées avant l'arrivée de l'expédition française, la participation à celle-ci et les derniers essais de résistance, on estime qu'entre 50 000 et 60 000 insurgés irlandais ont péri. Dans les zones où la résistance dure le plus longtemps, les troupes anglaises massacrent les paysans, détruisent les récoltes, rasent les hameaux. Et le Parlement irlandais est supprimé en 1801.

John Fortescue, un historien anglais du début du XXe siècle, note l'aberration historique et militaire de cet épisode oublié dans son *Histoire de l'armée britannique* rééditée en 2004 : « Un Français […] n'aurait jamais dû détourner son regard de l'Irlande, où cinq mille hommes seulement, débarqués au moment opportun, auraient été infiniment plus dangereux pour l'Angleterre que trente mille en Égypte. »

La guerre des demoiselles
(1829-1872)

Une guerre en dentelles

Bruno Fuligni

En 1827, la France se dote d'un code forestier qui restreint les droits de coupe, de ramassage, de pâturage et de cueillette à travers l'ensemble du royaume. Les machines à vapeur brûlent de grosses quantités de charbon, les ateliers de la révolution industrielle transforment d'énormes cubages de bois : pas question de laisser n'importe qui s'approprier les matières premières issues de la forêt.

Loin des chaudières et des usines pourtant, il en est que la nouvelle législation mécontente grandement : les paysans de l'Ariège, depuis toujours, vivent de ce qu'ils glanent sous les branchages et ils refusent d'abandonner leurs droits coutumiers. En 1829, ils se rebellent. Des gardes forestiers sont molestés, des gendarmes, des maîtres de forges. Une jacquerie en plein XIXe siècle, avec une particularité sans précédent toutefois : les victimes ont été assaillies par des femmes, ou, pour mieux dire, des hommes déguisés en femmes ! Un coup de génie de ces zadistes avant l'heure qui, pour ne pas être identifiés et inquiétés, combattent vêtus de longues tuniques blanches, le visage maquillé ou noirci, la tête couverte d'un foulard enveloppant une blonde perruque de paille… Qui reconnaîtrait, le jour, parmi les rudes paysans pyrénéens, ces sylphes et ces nymphettes qui défient, de nuit, la maréchaussée ? Incendies, coups de main, c'est une campagne de harcèlement que cette guerre des Demoiselles, très intense jusqu'en 1832. Elle s'étiolera ensuite, sans vainqueur ni vaincu, et connaîtra quelques résurgences ponctuelles jusqu'en 1872.

En 2006, l'introduction d'ours slovènes dans les Pyrénées réactive le souvenir de cet épisode lointain. Un tract intitulé *Et revoilà la guerre des Demoiselles en Ariège* ne peut qu'inquiéter le préfet : « Touchés à nouveau dans leurs intérêts les plus vitaux, les montagnards ariégeois vont montrer, comme leurs ancêtres, leur

capacité à défendre leur dignité de Pyrénéens et leurs droits d'usages immémoriaux. Ayant épuisé tous les moyens de dialogue et de concertation, les Demoiselles marchent devant vous. Les Demoiselles sont de retour. »

Aucune guérilla de travestis ne semble toutefois signalée, depuis, aux postes avancés de Pamiers, de Foix et de Saint-Girons.

La guerre des Gâteaux
(1838-1839)

La France se sucre

Bruno Fuligni

Indépendant en 1821, le Mexique est perpétuellement secoué de révoltes et de pronunciamientos. Les finances du nouvel État, désastreuses, ne permettent guère de régler les engagements internationaux et, quand la France du roi Louis-Philippe demande en plus qu'on indemnise les ressortissants français dont les biens ont été détruits dans les émeutes, c'est non.

Paris exige 600 000 pesos pourtant, et ne veut pas céder. Un pâtissier français de Veracruz, en particulier, se trouve lésé, si bien que la flotte française, en mars 1838, fait le blocus du port. Les tractations s'éternisant, c'est la poudre qu'on fera parler : le 27 novembre 1838, les canonniers français bombardent le fort de Saint-Jean-d'Ulloa, qui doit se rendre.

Cette canonnade demeurera le seul fait d'armes de la guerre des Gâteaux, ainsi qu'on surnomme bientôt cette action de recouvrement en faveur d'un pâtissier. Elle fera quatre-vingtquinze morts du côté mexicain, douze chez les Français, ainsi que des centaines de blessés. Parmi ceux-ci, le général Antonio López de Santa Anna, l'ancien dictateur, le vainqueur d'Alamo. Après avoir échoué à conquérir le Texas, il a perdu la faveur des Mexicains, mais ce fin politique a décidé de se refaire en prenant le commandement des troupes mexicaines de Veracruz. Il laisse une jambe dans la bataille, membre martyr qu'il va enterrer en grande pompe, avec les honneurs militaires. Héros national pour sa résistance aux Français dans la *guerra de los Pasteles*, il sera de nouveau porté au pouvoir en 1840.

La France, entre-temps, aura obtenu, le 3 septembre 1839, la signature d'un traité de paix garantissant le versement par le Mexique d'une indemnité de réparation. Pour les vétérans de la guerre des Gâteaux, la Monnaie de Paris émettra une médaille commémorative – même pas en chocolat.

L’expédition au Mexique
(1861-1867)

L’exécution de « l’Archidupe »

Marieke Stein

Pour gagner une guerre, mieux vaut être bien préparé. C’est une précaution que Napoléon III ne prend pas toujours, et qui causera l’échec retentissant de l’expédition mexicaine commencée en 1861.

Les raisons mêmes de l’intervention française ne sont pas claires. Poussé par l’impératrice Eugénie – elle-même manipulée par un clan d’exilés mexicains, monarchistes et cléricaux – et désireux de bloquer l’expansion des États-Unis en Amérique du Sud par la création d’une sorte d’État-tampon, Napoléon III est également tenté par les richesses supposées d’un Eldorado dont il voudrait faire une colonie française. En 1861, lorsque le président mexicain, le républicain Juarez, décide d’ajourner une nouvelle fois le paiement d’une dette due à plusieurs pays d’Europe depuis des décennies, l’Empereur saisit ce prétexte pour s’engager aux côtés de l’Angleterre et de l’Espagne dans une intervention qu’il espère détourner au profit de la France : il s’agit de chasser Juarez du pouvoir pour installer à sa place l’archiduc Maximilien de Habsbourg – frère cadet de l’empereur autrichien François-Joseph.



Les derniers instants de Maximilien.

De fait, en 1861, l’occasion est trop belle : le Mexique est ruiné et affaibli par trente ans de guerres civiles et d’instabilité gouvernementale ; le peuple est divisé entre groupes ethniques, les élites entre catholiques et libéraux ; quant aux États-Unis, absorbés par la guerre de Sécession, ils ne risquent pas de s’engager en faveur des Mexicains… C’est donc le moment d’intervenir.

Entre décembre 1861 et janvier 1862, Espagnols, Britanniques et Français débarquent successivement sur les côtes mexicaines, soutenus par une légion belge de 4 000 hommes. Mais les alliés sont surpris par ce qu'ils trouvent au Mexique : pas de monarchistes prêts à les accueillir en libérateurs, pas de réels renforts mexicains, mais des populations hostiles, la fièvre jaune et la guérilla. Dès avril 1862, préférant négocier une nouvelle fois la dette que s'enliser sur ce terrain dangereux, Espagnols et Anglais se retirent, laissant l'armée française seule. Au grand soulagement d'Eugénie, qui écrit à Pauline de Metternich : « Dieu merci, nous voici sans alliés ! »

Dieu merci ? En réalité l'armée française se trouve affreusement démunie devant Puebla, en mai 1862 : les 12 000 Mexicains retranchés défendent vaillamment leur cité face aux 6 500 soldats du général Latrille de Lorencez, si bien qu'après avoir perdu près de 500 hommes durant le siège, l'armée française doit se replier sur la ville d'Orizaba. Celle-ci, en revanche, est rapidement conquise, ce qui remonte opportunément le moral des troupes françaises et leur vaut l'envoi d'un renfort de 23 000 hommes durant l'été 1862. Puebla finit par tomber, difficilement, en mai 1863. Les Français peuvent alors gagner Mexico, d'où Juarez finit par se retirer en juillet, laissant le champ libre à la France qui fait couronner Maximilien empereur du Mexique. La « pacification » du pays commence ; mais au nord, la progression de l'armée impériale est stoppée par les troupes de Juarez et leur guérilla. Les Français s'y enlisent durant deux ans, durement éprouvés par la fièvre jaune.

Deux circonstances contribuent à interrompre l'aventure mexicaine : d'une part, la fin de la guerre de Sécession, en 1865, qui amène les États-Unis à prendre position pour le Mexique ; d'autre part, la bataille de Sadowa, remportée en 1866 par la Prusse sur l'Autriche, qui contraint la France à recentrer ses efforts militaires et diplomatiques vers l'Europe.

Napoléon III retire donc ses troupes et abandonne définitivement le Mexique en février 1867, laissant place à des représailles impitoyables des républicains contre les partisans de Maximilien. Celui-ci, persuadé de pouvoir se maintenir sur le trône sans l'aide des Français, refuse d'abord d'abdiquer, puis finit par se rendre dans l'espoir qu'on le laissera regagner la vieille Europe. Espoir illusoire ! Il est exécuté le 19 juin 1867. Si celui qu'on appelle alors « l'Archidupe » est la grande victime de cette affaire, la défaite est cuisante aussi pour la France : sur un peu moins de 40 000 hommes envoyés au Mexique, elle en a perdu plus de 6 600, au combat ou de

maladie. Sans compter la honte d'une défaite face à de vulgaires guérilleros et le discrédit d'un empereur dont on dénonce la légèreté… Cette légèreté est l'une des causes d'une défaite lamentable, qui en annonce une plus désastreuse encore, celle de 1870 devant la Prusse.

Le bombardement de Zanzibar
(27 août 1896)

La guerre de Trente-huit Minutes

Clémentine Portier-Kaltenbach

La guerre la plus longue de l'Histoire ? Elle oppose les Pays-Bas aux îles Sorlingues, aujourd'hui Scilly, seigneurie autonome voisine de la Cornouaille britannique. Déclarée en 1651, elle dure d'autant plus longtemps – 335 ans – qu'elle est oubliée des belligérants eux-mêmes. Quand des érudits en redécouvrent l'existence, elle donne lieu à un traité de paix en bonne et due forme, signé en 1986.

La guerre la plus courte de l'Histoire, paradoxalement plus sanglante, est la guerre anglo-zanzibarite, jouée en un bombardement de trente-huit minutes, entre 9 h 2 et 9 h 40, le 27 août 1896.

Une trentaine d'années plus tôt, la France et l'Angleterre signaient un traité garantissant l'indépendance du sultanat de Zanzibar.

Zanzibar, c'est ce pays insulaire de l'océan Indien situé au large des côtes du Tanganyka qui, de nos jours, fait partie de la Tanzanie. Après 1862, le très impartial Jules Cocheris écrit, dans la thèse qu'il consacre en 1903 à la situation internationale de l'Égypte et du Soudan : « L'Angleterre n'eut d'autre pensée que de supplanter, à son profit, l'influence morale que la France avait longtemps exercée sur le sultanat. L'armée zanzibarite fut confiée à un officier anglais, les administrations publiques à des employés anglais et la politique du sultan Bargash (1870-1888) fut dirigée par sir John Kirk, consul général britannique. Les progrès de l'anglicisation furent rapides. »

Maudits Anglais ! Autant dire que pour la France, à Zanzibar, les carottes sont cuites ! Au moins les Anglais, en échange de Zanzibar, acceptent-ils de reconnaître en 1890 la mainmise française sur Madagascar. Exerçant un véritable protectorat, les Britanniques s'arrogent un droit de veto sur la nomination des futurs sultans. Et c'est cette cruciale question qui va déclencher la guerre anglo-zanzibarite.

Hamad, sultan pro-britannique de Zanzibar, meurt à 11 h 40, le 25 août 1896. Alors que les Anglais souhaitent voir lui succéder un certain Hamoud ibn Mohammed qui leur est tout dévoué, c’est Khalid ibn Bargash, cousin germain et beau-frère du défunt, qui pénètre dans le palais et prétend s’autoproclamer sultan. Tandis qu’on célèbre à 14 h 30 les obsèques de son prédécesseur, à 15 h, Khalid annonce sa prise du pouvoir par une salve d’artillerie.

Considérant ce coup de force comme un *casus belli*, les Britanniques prient ce monsieur de bien vouloir déguerpir au plus vite. Au lieu de cela, l’aspirant sultan se barricade dans le palais et constitue une petite troupe de gardes, de serviteurs et d’esclaves, en tout près de 2 800 combattants, plus ou moins rompus à l’exercice des armes. Les partisans du sultan rebelle disposent de plusieurs mitrailleuses, d’une caronade de bronze du XVIIe siècle et de deux petits canons offerts au défunt sultan par le kaiser Guillaume II, qui lui aussi convoite l’île stratégique. Toute cette brocante est bientôt pointée sur les navires britanniques.

Les Anglais adressent à Khalid un ultimatum qui doit expirer à 9 h le 27 août. En attendant, ils rassemblent dans le port trois croiseurs, deux canonnières, 150 fusiliers marins et 900 Zanzibarites loyalistes.

À 9 h 2, les forces britanniques commencent à bombarder le palais, qui prend feu. Tous les canons zanzibarites sont détruits. Dans un bref affrontement naval, les Britanniques envoient la flottille locale par le fond. Les tirs cessent à 9 h 40.

Bilan : 500 victimes du côté du sultan rebelle, alors qu’un seul et unique marin anglais est blessé ! Si le nombre des victimes peut sembler modeste dans l’absolu, cette guerre-éclair a fait quatorze morts par minute, ce qui la range parmi les conflits intensivement meurtriers du monde moderne.

Dès les premiers coups de canons, l’éphémère sultan a couru se réfugier au consulat allemand. Le consul refusera de le livrer aux Britanniques et l’aidera à quitter Zanzibar pour se réfugier en Afrique orientale allemande (actuelle Tanzanie). Comme il a promis de lui faire quitter le pays sans qu’il ait à mettre un pied à Zanzibar, le consul attendra la marée haute pour embarquer Khalid, depuis le jardin du consulat, sur la chaloupe d’un croiseur allemand.

Les Britanniques n’ont pas dit leur dernier mot. Ils captureront Khalid vingt ans plus tard, en 1916, quand ils prendront le contrôle des colonies allemandes, et l’expédieront d’abord aux Seychelles, puis à Sainte-Hélène, où le sultan d’un jour allait rejoindre la grande ombre d’un autre souverain déchu !



Le conflit en Slovaquie
(mars-juin 1919)

Hongrois bien faire

Pascal Varejka

La disparition de l'empire d'Autriche-Hongrie, en 1918, entraîne une série de conflits entre les États successeurs. L'un d'eux, la Tchécoslovaquie, associe deux entités différentes. L'ancien royaume de Bohême, longtemps indépendant, est prospère, industrialisé, laïque et totalement inséré dans les circuits économiques et culturels de l'Europe occidentale. La Slovaquie, qui fait partie du royaume de Hongrie depuis le Moyen Âge, est rurale et catholique. L'indépendance de cet État multinational englobant diverses minorités, dont 23 % d'Allemands, est proclamée à Philadelphie, aux États-Unis, le 18 octobre 1918, avant de l'être à Prague le 28 octobre. En effet, la création de l'« État des Tchèques et des Slovaques » résulte en grande partie des efforts diplomatiques de trois hommes vivant en exil : Tomáš Masaryk, Edvard Beneš et Milan Rastislav Štefánik.

Pour affirmer son existence, la Tchécoslovaquie, soutenue par la France, doit affronter le gouvernement de Budapest, qui n'a pas l'intention de renoncer à la Haute-Hongrie, comme on désigne la Slovaquie en hongrois. Une première tentative magyare d'en reprendre le contrôle échoue en novembre 1918 sous la pression de la France. Au 1er janvier 1919, toute la Slovaquie est passée sous administration tchécoslovaque.

Les choses se compliquent quand les communistes, dirigés par Béla Kun, créent le 21 mars 1919 une République hongroise des conseils, de type soviétique. Curieusement, le régime communiste veut rétablir la Hongrie dans ses frontières d'avant 1914, celles de la « Couronne de saint Étienne ».

L'Armée rouge hongroise envahit donc la Slovaquie. L'armée tchécoslovaque, alors embryonnaire, n'est pas suffisamment préparée. Les Hongrois occupent les deux tiers de la Slovaquie et proclament la République slovaque des conseils le

16 juin. Mais les Alliés lancent un ultimatum, en menaçant les Hongrois d'une intervention franco-serbe par le sud. Un armistice met fin à la guerre le 23 juin. Les troupes hongroises évacuent la Slovaquie début juillet. Beaucoup de bruit pour rien, pourrait-on dire. Pourtant, cette guerre absurde et sans intérêt a causé un dommage irréparable : la mort de l'un des trois pères fondateurs de la Tchécoslovaquie, Štefánik.

Cet astronome slovaque, arrivé à Paris en 1904, est naturalisé Français en 1912. Mobilisé en 1914, il sert dans l'armée de l'air. On le charge de créer le service météorologique des armées. À partir de 1915, Štefánik organise une escadrille de volontaires tchèques et slovaques. Il s'occupe aussi de recruter des soldats parmi les volontaires, en France et aux États-Unis, et dans les camps de prisonniers « austro-hongrois » en Italie, en Roumanie et en Russie. Son but ? Former une armée nationale destinée à appuyer la création du futur État indépendant, en combattant aux côtés des Alliés en France, en Italie et en Russie.

Au moment de l'offensive hongroise, Štefánik, général de l'armée française depuis 1917 et nommé ministre de la Guerre du nouvel État en novembre 1918, est appelé d'urgence en Slovaquie. Il arrive d'Italie à bord d'un avion Caproni portant une cocarde italienne : trois cercles concentriques, vert, blanc, rouge. Or, par un malheureux hasard, le drapeau hongrois comporte les mêmes couleurs à l'horizontale, si bien que la cocarde de la toute neuve aviation hongroise est identique à celle de l'Italie. Selon la thèse la plus crédible, le 4 mai 1919, l'avion de Štefánik est abattu par la DCA tchécoslovaque, qui a cru déjouer un raid ennemi. Il n'y a aucun survivant.

C'est une catastrophe : Štefánik, porteur d'une vision fédéraliste du nouvel État, était le seul véritable leader slovaque et il avait noué des liens précieux à l'étranger. En février 1920, contrairement aux promesses faites aux Slovaques américains pendant la guerre, la Tchécoslovaquie adopte une constitution centraliste, sur le modèle français.

La mort stupide de Štefánik n'est toutefois pas assumée par tous. Du côté tchèque, on parle pudiquement d'un accident – son avion se serait écrasé à l'atterrissage. Au contraire, certains affirment que son avion n'a pas été abattu par erreur, mais volontairement, sur l'ordre de Beneš, dont la vision n'était pas fédéraliste…



Khalkhin Gol (mai-août 1939)

La guerre oubliée

Pascal Varejka

En 1931, l'armée japonaise envahit la Mandchourie. Étrangement, la décision n'est pas prise à Tokyo : c'est l'armée du Kantôgun qui prend l'initiative, mettant les autorités japonaises devant le fait accompli. Cette armée, créée en 1906 dans la péninsule du Liaodong pour constituer le fer de lance de la présence japonaise sur le continent après la défaite russe, jouit d'une autonomie étonnante. C'est l'une des forces antagonistes au sein de la caste militaire qui a pris le contrôle de la société japonaise à partir de 1930.

En 1932, naît le Mandchoukouo, un État vassal du Japon, non reconnu par la Société des Nations. L'URSS et le Japon se retrouvent, de fait, avec une frontière commune de plus de 5 000 kilomètres. En outre, l'Armée rouge soviétique contrôle la Mongolie, devenue officiellement une « République populaire » en 1924.

Le point de départ du conflit de 1939 est dérisoire et absurde : le 11 mai, une escarmouche oppose des cavaliers mongols, alliés des Soviétiques, à une patrouille de cavalerie du Mandchoukouo sous commandement japonais à la pointe ouest de la Mongolie, où la frontière n'est pas clairement définie. Les Japonais voudraient qu'elle soit matérialisée par la rivière Khalkhin Gol. Les Soviétiques entendent la fixer un peu plus à l'est, à hauteur du village de Nomonhan – dont le nom désigne la bataille pour les Japonais.

Du côté soviétique, Staline a décapité et affaibli l'Armée rouge par ses purges. Du côté japonais, la machine militaire qui s'emballe est dotée de plusieurs têtes aux objectifs divergents. La marine et une partie des stratèges de Tokyo envisagent une expansion en direction du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est. L'armée du Kantôgun considère que la zone d'expansion naturelle du Japon est la Sibérie. Par ailleurs, les Japonais sous-estiment profondément les Russes qu'ils ont battus au début du siècle. Ils savent que l'Armée rouge est affaiblie et considèrent que ses capacités de réaction sont limitées.

Des deux côtés, on s'est donc préparé à l'éventualité d'un affrontement. Depuis 1936, Staline considère que le Japon est l'adversaire le plus dangereux. Quant aux Japonais, ils ont prévu d'attaquer la Mongolie en 1943… Les incidents de frontière, devenus monnaie courante, se concluaient en général par des notes diplomatiques. Mais à la suite d'une banale escarmouche aux confins arides de la Mongolie et du Mandchoukouo, l'armée du Kantôgun déclenche une des premières grandes batailles de la Seconde Guerre mondiale – qui a déjà commencé en Asie, puisque les Japonais ont envahi la Chine en 1937. À partir du 15 mai, les affrontements se succèdent, sur terre et dans les airs, associant l'infanterie, les chars et l'aviation.

Les chefs du Kantôgun, sûrs de leur supériorité, tablent sur une campagne de courte durée, mais la succession des offensives et des contre-offensives se révèle coûteuse en vies humaines et en matériel. Et Staline, qui a compris l'importance des enjeux, confie le commandement au général Joukov, le futur vainqueur de Berlin. Il lui fournit sans lésiner les renforts et l'armement qu'il demande : une brigade de chars, trois divisions d'infanterie, de l'artillerie lourde et un appui aérien conséquent. Finalement, les Soviétiques l'emportent.

Cette bataille oubliée révèle une indéniable faiblesse japonaise, en matière de logistique, d'artillerie, de blindés, ainsi que de renseignement militaire. L'armée du Kantôgun s'est lancée dans cette aventure de façon tout à fait inconsidérée, sans préparation, sans en référer à l'état-major de Tokyo et, tout compte fait, sans son appui.

Cette bataille absurde a coûté la vie à des milliers d'hommes : les archives soviétiques fournissent les chiffres de 9 703 morts et disparus et de 15 952 blessés ; du côté japonais, les chiffres vont de 8 440 morts et 8 766 blessés officiels à un total de 45 000 victimes avancé par des historiens.

La guerre du football
(14-19 juillet 1969)

Le match nul Salvador-Honduras

Pascal Varejka

On sait que les matchs de football entraînent souvent des accès de violence, les plus fréquents étant des bagarres entre supporters. En juin 2013, dans l'État du Maranhão, au Brésil, à la fin d'un « match amical », un arbitre qui avait poignardé un joueur récalcitrant a même été décapité par des supporters furieux. Mais de là à déclencher une guerre… Et pourtant, même si d'autres causes expliquent celle qu'ont menée le Honduras et le Salvador du 14 au 19 juillet 1969, c'est bien une série de matchs qui a servi de catalyseur.

Le 8 juin 1969, dans le cadre des éliminatoires pour la Coupe du monde de football prévue l'année suivante au Mexique, l'équipe du Salvador rencontre celle du Honduras à Tegucigalpa, la capitale hondurienne. Les supporters de l'équipe locale font toute la nuit du tapage sous les fenêtres des joueurs salvadoriens, faisant exploser des pétards pour les empêcher de dormir. Naturellement, l'équipe du Honduras l'emporte 1 à 0. Mais la farce vire rapidement au mélodrame : une jeune supportrice salvadorienne, Amelia Bolanios, se tire une balle dans le cœur. Son pays lui fait des obsèques nationales. On nage déjà en pleine folie.

Le match retour a lieu la semaine suivante, le 15 juin, à San Salvador, la capitale salvadorienne. Cette fois-ci, c'est au tour des joueurs honduriens – qui ont dû changer d'hôtel car celui dans lequel ils devaient loger a été incendié – de ne pas pouvoir dormir à cause des clameurs des supporters salvadoriens et des jets d'objets divers à leurs fenêtres. Il faut les conduire au stade dans des véhicules blindés. Pour mettre de l'ambiance, le drapeau hondurien est brûlé et remplacé par un torchon. Naturellement, les Salvadoriens l'emportent 3 à 0.

Après le match, des rixes entre supporters honduriens et salvadoriens font deux morts et de nombreux blessés, pendant que cent cinquante voitures honduriennes

sont incendiées. En représailles, des bandes armées « autonomes » – mais semble-t-il aidées en sous-main par les autorités et la police – s'attaquent aux nombreux Salvadoriens résidant au Honduras. Quelques heures après, la frontière entre les deux pays est fermée.

Le 27 juin, un troisième match, éliminatoire, a lieu à Mexico, en terrain neutre. L'équipe salvadorienne se qualifie en l'emportant 3 à 2. Dès le lendemain, des escarmouches ont lieu à la frontière, pendant que la presse des deux pays met de l'huile sur le feu. Près de 15 000 à 20 000 Salvadoriens sont expulsés du Honduras. Le 4 juillet, le Salvador, qui crie au génocide, rompt ses relations diplomatiques avec son voisin. Puis le 14 juillet, l'armée salvadorienne bombarde l'aéroport militaire proche de Tegucigalpa et envahit le Honduras.

En réalité, les tensions entre les deux pays sont de natures économique et démographique. Le Salvador, beaucoup plus petit, est davantage peuplé que le Honduras dont les terres suscitent la convoitise des paysans salvadoriens. La propagande nationaliste des politiciens, relayée par les médias, attise la haine.

L'armée salvadorienne jouit d'une supériorité numérique indéniable et d'une meilleure formation. Elle pénètre à l'intérieur du Honduras et occupe une partie du pays. Mais le 16 juillet, l'aviation hondurienne, supérieure à celle de son adversaire, détruit des dépôts de munitions et de carburant, puis bombarde deux centres névralgiques du Salvador : la raffinerie de pétrole d'Acajutla et le complexe hydro-électrique du Río Lempa. Finalement, les deux pays arrêtent les combats le 19 juillet, non seulement pour se conformer à une résolution du conseil de l'Organisation des États américains (OEA), mais aussi parce qu'ils sont dans l'impossibilité matérielle de les poursuivre.

Cette absurde guerre de Cent Heures a fait entre 2 000 et 3 000 morts selon les sources, et près de 15 000 blessés. Elle a aussi entraîné la destruction de nombreux villages et le retour forcé de plus de 60 000 émigrés salvadoriens dans leur pays.

La guerre des Malouines
(26 mars-20 juin 1982)

Le bouillon Maggie

Éric Dumont

Depuis 1816, Argentins et Britanniques se disputent la souveraineté des îles Malouines : *las Islas Malvinas* pour les uns, *the Falkland Islands* pour les autres.

En 1976, l'Organisation des États américains ainsi que le Mouvement des non-alignés se prononcent sur ce contentieux, considérant l'Argentine comme « propriétaire légitime du territoire ». L'ONU soutient également cette position.

En 1982, la junte militaire est au pouvoir depuis six ans à Buenos Aires et l'Argentine traverse une crise économique sévère. Le général Galtieri, fraîchement élu président de la République, va tenter un coup de poker : annexer les îles Malouines pour raviver l'enthousiasme populaire.

Plusieurs signes confortent le président argentin : la Grande-Bretagne, revoyant le format de sa flotte, a retiré la dernière unité de la Royal Navy dans les parages et une loi restreint la nationalité, jusqu'alors pleine et entière, des résidents britanniques des Falklands.

Buenos Aires interprète ces éléments comme un futur abandon de la souveraineté britannique, d'autant que les négociations sur le statut du territoire piétinent. Galtieri est persuadé qu'en cas d'invasion des Malouines, Londres ne bougera pas.

Le 26 mars, les Argentins débarquent sur l'archipel britannique de Géorgie du Sud, à plusieurs milliers de kilomètres des Malouines, où ils prennent également pied le 2 avril. Le lendemain, les cinquante-cinq Royal Marines qui défendent l'île capitulent.

Erreur d'interprétation toutefois : Margaret Thatcher n'est pas du tout encline à se laisser faire… Le 5 avril, la force d'intervention britannique appareille de Portsmouth.

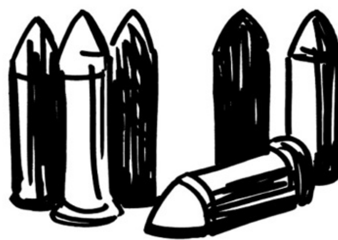
Washington propose de mettre en place une triple administration aux Malouines (États-Unis, Argentine, Grande-Bretagne), le temps de régler le conflit. Les deux belligérants rejettent cette idée sans rompre les discussions.

Le président péruvien, Fernando Belaúnde Terry, suggère alors la présence de militaires de deux pays choisis par l'Argentine et de deux pays désignés par l'Angleterre. Les belligérants sont prêts à accepter lorsque, le 2 mai, les Anglais coulent le croiseur argentin *General Belgrano*. L'option militaire devient la seule issue.

S'engage une bataille aéronavale au cours de laquelle les pilotes argentins vont infliger la perte de sept navires à la Royal Navy. Mais le 21 mai, l'armée britannique débarque et reconquiert les îles. La garnison argentine se rend le 14 juin, les hostilités prennent officiellement fin le 20 juin. Elle aura causé la mort de 649 Argentins et de 255 Britanniques.

Si les Argentins avaient reporté leur intervention d'un an, les Anglais n'auraient disposé ni de bombardiers à long rayon d'action, ni du porte-aéronef qui devait être désarmé dans l'année.

La défaite entraînera la chute de la junte militaire et la transition démocratique, tandis que le succès britannique contribuera à la victoire de Margaret Thatcher en 1983, avec la plus forte majorité depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette majorité écrasante lui permettra de lancer les réformes ultra-libérales qui vont transformer le Royaume-Uni et, par suite, l'économie européenne.



Le suicide du Sikkim
(1975)

UN SOMMET DE XÉNOPHOBIE

Bruno Fuligni

Dans un recoin oublié de l'Himalaya, le Sikkim se la coulait douce. Environné de hautes montagnes, le petit royaume de « la Vallée du riz » a conservé l'indépendance séculaire de ses quelque 7 096 km2, malgré les manœuvres incessantes de ses puissants voisins chinois, tibétains, indiens et britanniques.

En cédant Darjeeling à ces derniers, grands amateurs de thé, le *chogyal* ou roi du Sikkim a su préserver l'essentiel : l'existence même de son pays, qui accepte un vague protectorat sans influence sur les affaires intérieures.

Les Anglais chassés du sous-continent, l'Inde s'organise en État indépendant, une immense république absorbant l'un après l'autre les vieux royaumes des maharadjahs complices des colonisateurs. Par référendum, le Sikkim repousse dès 1947 une telle incorporation et, contre un nouveau traité de protectorat, le petit royaume sauve encore son antique liberté des cimes.

Mais la zone devient plus stratégique que jamais pendant la Guerre froide. La Chine communiste, après avoir envahi le Tibet en 1951, pousse ses pions au Népal et au Bhoutan, tandis que l'Armée populaire et les forces de l'Union indienne se disputent les glaciers du Cachemire. L'Inde, pour sécuriser sa frontière du nord, rayerait volontiers le Sikkim de la carte, mais le prétexte manque et l'ONU n'apprécierait sans doute pas une annexion pure et simple.

En 1965, le vieux *chogyal* Tashi Nagyal meurt, après un demi-siècle de règne patriarcal ; il laisse le trône sikkimite au prince Palden Thondup Namgyal, qui veut ouvrir son pays archaïque aux influences occidentales. Celui-ci n'a pas eu besoin d'aller bien loin pour les rencontrer : dans les années 1960, les sentiers de l'Himalaya grouillent de voyageurs venus d'Europe et d'Amérique, en quête de rites orientaux et d'herbes à fumer sur la route de Katmandou… Dans un bar d'hôtel à

Darjeeling, en 1961, le prince a distingué la rose carnation de Hope Cooke, vingt ans, native de San Francisco. Le coup de foudre est immédiat : le prince veut épouser la routarde. L'année 1962 ayant été déclarée néfaste par les astrologues de la Cour, méfiants, il doit attendre le 20 mars 1963 pour se marier. Deux ans plus tard, le prince devient *chogyal* à son tour et Hope *gyalmo* ou reine. « Elle sera ainsi, après la princesse Grace de Monaco, la deuxième citoyenne américaine à monter sur un trône », s'enthousiasme la presse mondiale.

Un conte de fées ? Il sera de courte durée. La reine Hope a beau se convertir au bouddhisme, renoncer à la nationalité américaine, revêtir l'habit national et donner deux enfants à son royal époux, le Sikkim traditionaliste et religieux ne pardonne pas à son monarque d'avoir introduit une étrangère au palais. Plutôt que Grace Kelly, c'est le rôle de Marie-Antoinette que va jouer Hope Cooke, dont la présence suscite de graves émeutes à partir de 1973. C'est bientôt l'anarchie à Gangtok, capitale du Sikkim, dont les habitants se détachent complètement de la famille régnante. L'Assemblée locale, le 10 avril 1975, vote l'abolition de la monarchie et le rattachement à l'Inde, qui n'a plus qu'à intervenir en libératrice : en guise de guerre, ses troupes se contenteront de désarmer les gardes du palais pour contrôler le pays suicidaire, qui aura préféré être annexé que dirigé par une hippie !

Hope Cooke retourne aux États-Unis, avec ses deux enfants, et aura quelques difficultés à recouvrer sa nationalité d'origine. Elle vit aujourd'hui à New York, où l'ex-reine du Sikkim s'est fait connaître comme historienne et journaliste.

L’invasion du Liechtenstein
(28 février-1er mars 2007)

La Suisse attaque

Bruno Fuligni

Purement défensive, fondée sur le civisme, l’armée suisse est respectée dans le monde. Discrète, mais bien entraînée, elle est conçue pour résister à une invasion étrangère en tenant durablement les montagnes, que ses unités sont habituées à parcourir en tous sens, de jour comme de nuit.

C’est ainsi que, dans la soirée du 28 février 2007, une colonne de 170 soldats helvétiques s’avance à l’est du pays, en quête d’un site pour bivouaquer. Ces manœuvres nocturnes sont programmées de longue date, mais en cette fin d’hiver alpestre, la météo est épouvantable et la nuit tombe tôt : « Il faisait tellement sombre à ce moment-là », racontera l’un des soldats au quotidien alémanique *Blick*. La troupe, fourbue, trouve un chemin descendant qui la mène vers des pentes moins rudes. Dans le noir, le détachement progresse lentement mais sûrement, jusqu’à ce que l’officier en chef distingue avec horreur, au bas de la vallée, un large cours d’eau…

Le Rhin ! Égarée dans le froid et l’obscurité, la petite armée a franchi la frontière du Liechtenstein, micro-État de 170 km2, souverain depuis 1809 ; certes, elle n’a pénétré que de 2 kilomètres à l’intérieur de la principauté, mais celle-ci ne compte que 6 kilomètres dans sa plus grande largeur, si bien que l’envahisseur suisse menace déjà dangereusement la capitale, Vaduz, sur les rives du grand fleuve.

Ordre est immédiatement donné de rebrousser chemin. Ce sera sans doute la seule invasion militaire conduite à l’insu du pays attaqué, jusqu’au lendemain du moins. Le commandant en chef de cette glorieuse expédition, en effet, est bien obligé de faire son rapport, qui remonte les degrés de la hiérarchie, jusqu’au gouvernement fédéral. Celui-ci se sent obligé de présenter officiellement ses excuses

à Son Altesse le prince Hans-Adam II de Liechtenstein, si bien que la presse mondiale découvre rétrospectivement, le 3 mars 2007, cette tentative d'Anschluss.

« L'armée suisse envahit le Liechtenstein par erreur », annonce l'Agence France-Presse, dont les spécialistes rappellent que ces visées expansionnistes ne sont pas sans précédent. « Ce n'est pas la première fois en effet que la Suisse envahit par erreur son pacifique petit voisin. En décembre 1985, lors d'un exercice de l'artillerie suisse, une série de roquettes déviées par un violent orage hivernal, s'étaient abattues sur le territoire de la principauté.

La forêt de Bannwald, un site protégé, avait pris feu. L'incident avait provoqué une longue querelle entre le ministère suisse de la Défense et le Liechtenstein, et Berne avait dû s'acquitter de millions de francs suisses en guise de dédommagement. »

Le Liechtenstein, consterné, accepte les excuses suisses. La principauté, il est vrai, en a vu d'autres. En 1945, elle a tenu tête à Staline, qui réclamait les supplétifs russes de la Wehrmacht réfugiés dans le petit État neutre. Durant toute la Guerre froide, les princes de Liechtenstein ont refusé toute relation diplomatique avec la Tchécoslovaquie, dont le gouvernement communiste avait confisqué les terres de la famille régnante en Bohême et en Moravie : le différend, toujours pendant depuis 1948, porte sur 1 340 km2, soit neuf fois la superficie de la principauté souveraine. L'impérialisme helvétique ne représente en somme qu'une menace relative en comparaison de l'ancien bloc de l'Est.

« Ce n'est pas comme s'ils avaient envoyé des hélicoptères d'attaque », reconnaît avec philosophie le porte-parole du gouvernement liechtensteinois, le 3 mars 2007. Quant à la Suisse, elle a équipé son armée de GPS, pour la plus grande tranquillité de ses voisins.



Le mythe

Par Bruno Léandri



La Quatrième Croisade

De la première en 1095 à la neuvième et dernière en 1272, les croisades ont laissé dans l'esprit populaire l'image d'un mouvement profondément religieux dont l'unique but était de reconquérir le tombeau du Christ à Jérusalem, afin d'en donner le libre accès aux pèlerins chrétiens. Témoins, les bouleversants récits de la Première Croisade, ces modestes croyants, nobles et serfs mélangés, partant à pied dans un long et dangereux périple le long de la Méditerranée, mal armés, mal équipés, mais animés de cette vigoureuse foi, sincère et pure, qui, à défaut de déplacer les montagnes, stimulait en tout cas des foules suffisamment nombreuses et vindicatives pour faire reculer l'adversaire infidèle. Ou, plus pathétique encore, cette fameuse croisade des Enfants qui rassemble spontanément, en Allemagne et en France, une colonne désarmée et misérable de milliers d'enfants pauvres, pâtres, apprentis, garçons de ferme, seulement guidés par les miracles et les apparitions divines, et qui s'étire vers le sud pour se dissoudre lamentablement sur les côtes de Provence.

Mais la Quatrième Croisade, appelée par le pape Innocent III en 1198, ne s'annonce pas ainsi. Si au départ son but est le même – délivrer Jérusalem que Saladin a reprise aux Francs onze ans plus

tôt –, ses moyens ne manquent pas d'ambition. On prévoit 4 500 chevaliers et leurs équipages, 900 écuyers, 20 000 fantassins… Et surtout, cette fois, on anticipe les moyens de transport. Un accord financier est trouvé avec la république de Venise. Moyennant espèces, une flotte sera armée pour attendre les croisés et les transporter en Orient. Et cette croisade considérable, soigneusement préparée, animée du même idéal chrétien, pur et sincère, allait subir d'exceptionnelles avanies, mais surtout en matière de pureté et de sincérité.

Ça commence mal. Quand les croisés arrivent à Venise, en juin 1202, la flotte est prête, mais en ce qui concerne les passagers, ça coince : les arrivants sont à peine le tiers de ce qui était prévu et surtout, ils n'ont pas les liquidités sonnantes et trébuchantes qu'attend le doge Dandolo en paiement de ses services. Alors ce dernier, fin négociateur, prend la décision opportune d'exploiter la situation plutôt que de la laisser pourrir. Puisque les croisés ne peuvent pas payer ses vaisseaux, peut-être peuvent-ils lui rendre un petit service en attendant. Il y a cette ville, là, qui s'appelle Zara, en Dalmatie, qui en principe est soumise à la République, mais qui se prend des airs d'indépendance, voire de rébellion. Tant qu'à faire, une petite expédition punitive nous serait bien utile et vous servira d'entraînement, de répétition. Oui, certes, certes, c'est ennuyeux : ses citoyens sont chrétiens, mais des chrétiens de la plus mauvaise engeance, des sales bêtes, mauvaises têtes et belliqueux comme pas deux. Oriflammes et cantiques : une flotte bourrée de croisés qui brûlent d'envie de se dégourdir la dague déboule sur la petite cité, mate les autorités rétives et se prend au passage une prime de bonification en pillant la ville.

À peine rentrés, ces croisés aussi efficaces que coopératifs reçoivent les félicitations du doge, qui leur propose un autre marché. Il veut bien les amener jusqu'en Terre sainte, à condition qu'ils se chargent d'une petite commission au passage, oh, juste un détour de rien : faire un saut à Constantinople pour mettre sur le trône de l'Empire byzantin un copain de Venise à la place de l'imposteur actuel, avec la même virtuosité militaire que pour la précédente expédition, d'autant que le trésor qui les attend à Byzance, c'est autre chose que chez les ploucs de Zara. L'accord est conclu.

Mais là, le pape se fâche tout rouge. Les soldats de Dieu ne sont pas des garçons de courses, encore moins des mercenaires, il menace tout de go ses croisés dévoyés d'excommunication. Alors, on sort l'argument massue, propre à amadouer l'innocent Innocent : le trône byzantin n'est qu'une broutille, le véritable enjeu, c'est la réunification de l'Église ! La fin du schisme, le retour des frères orthodoxes dans le giron de la mère romaine ! Ah bon, alors si c'est comme ça, d'accord, dit le pape.

Et revoici la flotte croisée toutes voiles dehors, une fois de plus non pour bouter l'infidèle hors du Saint-Sépulcre, mais pour casser du chrétien tout en se remplissant les poches. Durant l'été 1203, les croisés prennent la capitale de l'empire vacillant, placent leur prétendant sur le trône à la grande joie de Venise et campent dans la banlieue pour attendre leur récompense. Non seulement les Byzantins ne veulent pas de leur empereur et le détrônent aussitôt, non seulement les prébendes attendues ne viennent pas, mais pour ce qui est de la réunification, on leur fait savoir qu'ils peuvent toujours se brosser. Alors, les croisés retrouvent toute leur énergie missionnaire : la population est massacrée, les femmes violées, les églises orthodoxes profanées et toutes les richesses pillées. Après quoi les combattants fatigués arrêtent là leur voyage vers la Palestine.

À défaut de libérer le tombeau du Christ, la Quatrième Croisade aura au moins deux résultats : elle va écarter toute velléité de réunification chrétienne pour les siècles suivants et elle va orner la place Saint-Marc, à Venise, d'un symbole apprécié de tous les touristes. Les chevaux qui surmontent l'entrée de la basilique, ramenés par Dandolo, ont été volés à l'hippodrome de Constantinople.



CHAPITRE II

ERREURS STRATÉGIQUES

L'art militaire requiert à la fois de la discipline, de l'organisation, mais aussi de la clairvoyance et un net esprit de décision. Quand les stratèges perdent la boule, tout s'effondre.

Alésia
(52 avant J.-C.)

Siège bancal

Éric Dumont

En 52 avant J.-C., à la fin du mois d'avril, Jules César est battu à Gergovie. Avec six légions, en nombre insuffisant pour affronter les Gaulois, il rejoint les quatre légions de son lieutenant Labienus stationnées au nord de la Bourgogne et attend l'arrivée de cavaliers germains pour rejoindre en sécurité la Province, au sud de la Gaule.

Vercingétorix veut anéantir César. Mi-août, il lance une attaque, repoussée par la cavalerie germaine. Battu, il se réfugie dans l'oppidum d'Alésia dans l'attente de renforts. Fatale erreur : César profite de ce répit pour reprendre l'initiative et assiéger la place forte. Il décide de construire un système de défense avant que les Gaulois ne constituent une armée de secours.

En deux mois, avec 40 000 hommes, César construit près de 40 kilomètres de fortifications. L'ouvrage, profond de 100 mètres, comprend des fossés, une tour de guet tous les 20 mètres et autres dispositifs de défense. La contrevallation, la ligne empêchant toute sortie de l'oppidum, s'étend sur 15 kilomètres ; la circonvallation, empêchant toute pénétration, sur 20 kilomètres. Vingt-trois fortins complètent l'ouvrage.

Mi-septembre, tout est prêt. Les légions, réparties dans plusieurs camps, patientent l'arme au pied.

Le 27 septembre du calendrier romain (30 août de notre calendrier), l'armée gauloise de secours arrive aux abords d'Alésia : 60 000 fantassins romains, auxquels s'ajoutent 10 000 cavaliers germains et romains, vont affronter 240 000 fantassins gaulois renforcés par 8 000 cavaliers, tandis que 80 000 combattants sont dans l'oppidum.



La reddition de Vercingétorix.

Les Romains manœuvrent entre contrevallation et circonvallation pour contrer chaque attaque. Cavaliers et archers romains, par des sorties aussi soudaines qu'intenses, anéantissent la cavalerie gauloise. Les fantassins de l'armée de secours tentent alors de prendre d'assaut les fortifications. Les Romains, solidement

retranchés, leur infligent de très lourdes pertes. Au même moment, Vercingétorix tente une sortie. Les dispositifs de défense le ralentissent. Il n'a pas encore atteint les fortifications que l'armée de secours est mise en déroute. Il se replie dans l'oppidum.

Le lendemain, Vercingétorix, piégé, risque encore une sortie. Les légions sont près de tomber, quand César envoie des renforts et Labienus intervient pour prendre les assaillants à revers. Les Gaulois sont massacrés. À la fin de la journée, 150 000 combattants gaulois jonchent le sol. Les Romains ont perdu 10 000 hommes. Il faudra attendre les guerres napoléoniennes pour compter autant de combattants sur un champ de bataille.

Le lendemain, Vercingétorix décide de se rendre. La Gaule devient romaine après huit ans de guerre et près d'un million de morts. L'organisation, la stratégie et la discipline ont surpassé le courage et la fougue.



La bataille d'Hastings
(14 octobre 1066)

La Grande-Normandie

Éric Dumont

Édouard le Confesseur, roi d'Angleterre, meurt sans descendant le 5 janvier 1066. Harold, comte d'Essex, beau-frère du roi, monte sur le trône le lendemain. Guillaume, duc de Normandie, revendique la couronne à plusieurs titres : il est un successeur légitime, le vieux roi lui avait promis le trône et Harold s'était engagé à y renoncer. Guillaume convoque les barons normands pour leur faire part de son projet d'envahir l'Angleterre. En dix mois, il va réunir 7 000 hommes, normands, flamands, bretons et manceaux, et fera construire 600 drakkars.

En septembre, le roi de Norvège envahit le nord de l'Angleterre. Harold lève une armée et, le 25 du même mois, écrase les Norvégiens à la bataille de Stamford Bridge, mettant fin à l'ère viking dans les îles britanniques.

Trois jours plus tard, Guillaume débarque en Angleterre dans la baie de Pevensey et prend ses quartiers à Hastings. Il a promis des fiefs à chacun des combattants.

De retour à Londres, Harold apprend le débarquement de Guillaume. Ses proches lui conseillent de couper les lignes de ravitaillement de son rival. Certain de vaincre, comme il vient de le faire face aux Vikings, il quitte la capitale le 11 octobre. Il veut livrer bataille. L'écrasement de l'ennemi est plus glorieux que son asphyxie. Une victoire renforcera sa légitimité.

Le 14 octobre, les deux armées se font face. Celle de Guillaume a attendu ; celle d'Harold, qui n'a pas récupéré des affrontements précédents, vient de couvrir 500 kilomètres en trois jours.



Harold à Hastings.

Harold est positionné en haut de la colline de Santlache. La bataille commence par un duel d’archers, à l’avantage des Normands. La cavalerie normande attaque, mais est repoussée. Une débandade s’annonce, quand Guillaume se précipite dans la mêlée et enlève son casque pour se faire reconnaître. L’armée normande recule, mais Guillaume, avec sa cavalerie, rétablit l’ordre. Les armées se remettent en place.

Guillaume organise alors ses archers en deux corps. Le premier au bas de la pente, le second proche des Saxons. Le premier corps tire, obligeant les Saxons à lever leur bouclier pour se protéger, le second en profite pour un tir tendu. Les rangs saxons sont décimés, tandis qu'Harold reçoit une flèche dans l'œil. Guillaume fait donner la cavalerie qui massacre les survivants. Harold, reconnu, est achevé par quatre cavaliers normands.

Après une marche victorieuse sur Londres, Guillaume, duc de Normandie, est couronné roi d'Angleterre le 25 décembre 1066. Un épisode qui permettra à Clemenceau de dire, huit siècles plus tard : « L'Angleterre est une ancienne colonie française qui a mal tourné. »

Azincourt
(25 octobre 1415)

Suivez la flèche

Éric Dumont

En octobre 1415, la guerre de Cent Ans, émaillée de batailles et de trêves plus ou moins longues, dure depuis 1337. Henri V, roi d'Angleterre, a débarqué un mois plus tôt à Calais, pour ravager le pays. Les Français veulent l'affronter à Azincourt.

Dans la nuit du 24 octobre, 15 000 Français et 6 000 Anglais se font face, alors qu'une forte pluie détrempe le champ de bataille, fraîchement labouré. L'ambiance autour des feux est joyeuse, la noblesse française ne doute pas de la victoire.

À l'aube, dans le camp anglais, les mines sont plus sombres. Henri V, acculé, va devoir combattre au milieu de ses troupes. En infériorité numérique, il va utiliser le terrain. Pour éviter d'être débordé, il se positionne au milieu d'un champ étroit en forme d'entonnoir entre deux bois ; 200 archers sont cachés dans les futaies, tandis que 5 000 archers gallois, en léger surplomb par rapport aux ennemis, sont protégés par une rangée d'épieux qui doit briser la charge de la cavalerie.

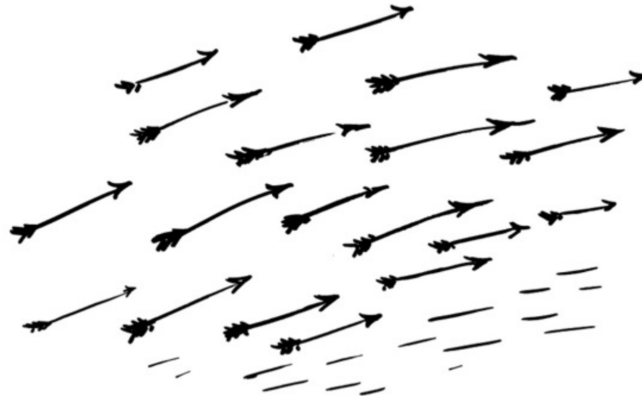
Côté français, le maréchal Boucicaut et le connétable d'Albret ont défini un plan de bataille rigoureux. La haute noblesse veut écrire seule une glorieuse page d'histoire face au roi d'Angleterre et mettre la main sur son trésor. Aussi la petite noblesse et les combattants de basse naissance ont-ils été relégués, loin à l'arrière.

Sans ordre d'attaque, la chevalerie française charge seule, avec morgue, cédant ainsi à la provocation du roi d'Angleterre qui a fait avancer ses archers. Sur le terrain détrempé, les chevaux glissent et les vagues d'attaque s'empêtrent les unes dans les autres. Les archers gallois n'ont plus qu'à lâcher leurs volées de flèches sur cette masse engluée dans la boue : 40 000 pointes s'abattent toutes les minutes. Les montures s'effondrent, les hommes lourdement équipés s'enfoncent jusqu'aux genoux, tandis que les flèches traversent les armures.

Loin derrière, le seigneur d'Azincourt et 600 paysans s'en prennent aux bagages royaux d'Henri V. Ce dernier, de peur d'être attaqué à revers, donne ordre de ne faire aucun prisonnier. Plusieurs milliers de Français seront égorgés ou auront le crâne fracassé. La noblesse française aura perdu 6 000 des siens ce jour, l'aristocratie anglaise, seulement treize.

Cette bataille marquera un tournant dans l'histoire militaire. L'inutile bravoure ne pourra plus rien contre la discipline, ni contre un plan de bataille, un chef unique et des tirs à distance, massifs et concentrés.

Si les Français avaient fait preuve de moins d'arrogance et de plus de rigueur, Azincourt aurait été une victoire. On peut alors rêver à une Angleterre devenue province française et francophone.



La bataille de Karansebes
(17 septembre 1788)

La défaite sans ennemis

Éric Dumont

Empereur mélomane et mélancolique, sans postérité, incompris de ses sujets, Joseph II d'Autriche rêve de gloire militaire. Le 2 février 1788, il déclare la guerre aux Ottomans pour libérer tous les Serbes et les incorporer dans son empire.

Joseph II lève une armée de 250 000 hommes. Économe de la vie des soldats, il refuse de prendre d'assaut la citadelle de Belgrade, tenue par une poignée de Turcs, et fait retraite pour s'installer sur les rives marécageuses du Danube, infestées de moustiques. Résultat : 30 000 de ses hommes meurent du paludisme.

En août, après plusieurs mois d'errance, d'escarmouches, de combats perdus, le pain manque, les coffres sont vides et le moral tombe au plus bas. Il faut vaincre le Turc, et vite.

L'empereur décide que la bataille décisive aura lieu à Karansebes, où le prince Eugène de Savoie-Carignan a battu les Turcs en 1717. Il se met en marche.

Dans la nuit sans lune du 17 au 18 septembre 1788, une avant-garde autrichienne franchit un pont à Karansebes, en quête de l'ennemi. Elle trouve sur l'autre rive un campement de gitans, où les cavaliers mettent pied à terre pour s'offrir du schnaps et des filles.

Quelques heures plus tard, inquiète de ne pas voir revenir l'avant-garde, l'armée autrichienne envoie une compagnie traverser le pont à son tour. Installés dans le campement de gitans, effrayés par le bruit des troupes qui s'avancent dans l'obscurité, les soldats de l'avant-garde tirent dans le noir. Les fantassins hurlent « Au Turc ! » Les hussards effrayés fouettent leur monture et franchissent le pont dans l'autre sens. Le gros de l'armée autrichienne, réveillé par les coups de feu, monte à l'assaut dans le plus grand désordre. C'est bientôt une cohue indescriptible de militaires de nationalités différentes : Lombards, Slovènes, Slovaques ne

comprennent pas les ordres et se mettent à tirer en tous sens. Les cris des blessés, les coups de feu, la peur, l'obscurité, tout concourt au pugilat. Beaucoup se mettent à fuir, ajoutant à la confusion. C'est la débandade. L'armée autrichienne s'est anéantie elle-même !

Deux jours plus tard, arrivant à Karansebes, le grand vizir découvre un terrain jonché de 10 000 morts et blessés, qu'il décapite et dont il exhibe les têtes au bout de lances en traversant le village.

Si Joseph II avait conquis les Balkans, la région n'aurait pas été un abcès au cœur de l'Europe et l'Histoire en aurait été changée. Mais Karansebes, bataille si piteuse que les historiens autrichiens mettent en doute son existence même, reste le seul exploit guerrier de cet empereur assoiffé de gloire.



Valmy
(20 septembre 1792)

La victoire en chantant

Éric Dumont

« D'aujourd'hui et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde », écrit Goethe, présent à la bataille de Valmy aux côtés du duc de Saxe-Weimar. La victoire des armées françaises va mettre fin à la monarchie et permettre l'avènement de la Première République. La Révolution s'établit durablement.

En avril 1792, l'Assemblée nationale législative déclare la guerre à l'Autriche. Le 10 août, Louis XVI est déclaré suspendu. Le 12 du même mois, une coalition de 180 000 hommes formée de troupes de Prusse, d'Autriche, de la Hesse et de nobles français émigrés, pénètre en France. En moins de trois semaines, elle prend les places fortes de Longwy et de Verdun, ouvrant ainsi la route de Paris. La chute des citadelles lorraines fait naître la hantise de la trahison. Le peuple voit partout des ennemis de la jeune république. Aussi les prisons parisiennes sont-elles vidées de leurs suspects, que massacre la populace.

La patrie est déclarée en danger. Les volontaires s'engagent en masse, constituant une troupe disparate, mal armée, pas entraînée, pour affronter l'immense armée professionnelle de la coalition.

La défense de la nation n'attend pas. Aussi le général français Dumouriez se porte-t-il au-devant des ennemis dans l'Argonne. Sévèrement bousculé, il doit se replier. Il rejoint Kellermann le 19 septembre. Ce dernier sait qu'il devra combattre à un contre deux au mieux, à un contre cinq au pire. Aux 24 000 Français s'opposent 100 000 coalisés. C'est pourquoi Kellermann va rechercher un champ de bataille qui lui permette à la fois de dominer le terrain et d'être très mobile. Le plateau de Valmy offre tous ces avantages.

Le 20 septembre, un épais brouillard empêche de voir les positions respectives de chacun. Les deux armées se canonnent à l'aveugle, de l'aube au milieu de l'après-

midi.

Le duc de Brunswick, crâne de son succès sur Dumouriez deux jours plus tôt, exhorté par des officiers français émigrés, est impatient d'en finir avec cette armée de gueux. À 16 h, persuadé qu'un assaut suffira à écraser l'armée de la République, il donne l'ordre de marche à ses troupes, sans aucun plan de bataille.

L'armée coalisée qui s'avance a connu une épidémie de dysenterie. Elle vient d'évoluer dans un pays inconnu, où chaque femme, chaque homme est un révolutionnaire. On leur a décrit des sans-culottes impitoyables qui tuent avec des piques, des faux, des bâtons. Ils décapitent leurs ennemis tandis que les femmes éventrent les victimes, en sortent le foie ou le cœur pour le dévorer… Une sourde panique circule dans les rangs coalisés qui avancent vers le moulin de Valmy. La mort ne leur fait pas peur, mais ils sont terrorisés à l'idée de tomber entre les mains des Français.

Aussi, lorsque l'armée révolutionnaire descend le plateau en courant, en hurlant et en chantant *La Marseillaise*, les armées coalisées sont-elles frappées de stupeur. Jamais une armée ne s'est battu en chantant à l'unisson. Les Austro-prussiens sonnent la retraite.

La bataille de Valmy est gagnée. Avec moins de 500 morts, soit 0,4 % de l'ensemble des combattants, elle comptera parmi les moins sanglantes de l'Histoire.

L'erreur de Brunswick aura été de ne pas manœuvrer pour une bataille classique, mais d'avoir mené l'assaut pour disperser une jacquerie. Jusqu'en 1815, les armées républicaines puis impériales domineront l'Europe.

Wagram
(5-6 juillet 1809)

Guerre conjugale

David Alliot

1789 : la Révolution française ébranle la vieille Europe féodale. Les idées nouvelles se répandent un peu partout sur le continent, bouleversant la situation établie. Un peu partout, ou presque, car à Vienne, chez les Habsbourg, on compte bien maintenir les traditions ancestrales. En 1792, c'est la guerre contre la France : les vieilles monarchies s'unissent pour en finir avec ces idées de liberté, d'égalité et de fraternité. À Vienne, c'est toute une famille qui part au combat. En effet, le prince Albert de Saxe-Teschen, fils d'Auguste III, roi de Pologne, a épousé l'archiduchesse Christine d'Autriche. À cette époque, les armées nationales n'existent pas : c'est un des privilèges de la haute aristocratie de constituer – voire d'acheter, tout simplement – des régiments et de mener les hommes au combat.

Par son mariage, le prince est propriétaire de deux régiments, l'un de hussards saxons, en uniforme bleu, l'autre de cuirassiers autrichiens, en tenue blanche. Comme les deux États vivent en paix depuis de nombreuses années, il n'est pas rare de voir les officiers d'un régiment versés dans l'autre et vice versa… En 1792, le prince offre son régiment de cuirassiers à sa femme Christine et c'est donc en famille que les Saxe-Teschen partent guerroyer contre les armées républicaines : en Allemagne, en Italie, les deux régiments chargent souvent côte à côte. À chaque campagne, les hauts faits des officiers des princes sont relatés à la cour de Vienne et alimentent nombre de conversations. Aucun des deux régiments ne voulant céder le pas à l'autre, les questions de courage et d'honneur exacerbent les rivalités… Et de 1792 à 1806, les occasions de guerroyer ne manquent pas dans une Europe à feu et à sang, contre les armées révolutionnaires d'abord, puis pour refréner les ambitions d'un petit caporal français qui s'est autoproclamé empereur.

Le drame survient en 1809, quand se constitue la Cinquième Coalition contre la France. Par le jeu des alliances, la Saxe se retrouve du côté de la France, tandis que l'Autriche reste fidèle à l'Angleterre et à la Russie. Le conflit est inévitable, et chez les Saxe-Teschen il est d'ordre conjugal puisque les deux époux sont désormais ennemis !

Dans la haute aristocratie, le devoir prime sur les considérations sentimentales. En juillet 1809, à Wagram, au nord de Vienne, les deux camps se font donc face, comme le relate le général baron Marbot dans ses *Mémoires* : « Or, par une circonstance déplorable et fort extraordinaire, ces deux régiments se trouvèrent en présence sur le champ de bataille de Wagram, où, stimulés par le devoir et le point d'honneur, ils se chargèrent mutuellement. Chose remarquable, les cuirassiers furent enfoncés par les hussards. »

Après deux jours d'une effroyable boucherie, Napoléon et ses alliés triomphent. Le régiment de l'archiduchesse est quasiment anéanti. Vienne doit désormais composer avec Napoléon et l'empereur d'Autriche donne une de ses filles en mariage au vainqueur pour assurer la paix. Plus jamais les régiments des Saxe-Teschen ne se feront face, et au XIX[e] siècle, les armées nationales remplacent les armées princières. La fin d'un monde. Cette histoire rocambolesque servira de trame à Gilles Lapouge pour son roman historique *La Bataille de Wagram*.



Waterloo
(18 juin 1815)

Des clous !

Éric Dumont

Rarement une bataille ne s'est jouée à si peu : une poignée de clous en aurait changé le sens et, par là, le sort du monde.

Napoléon voulait battre les Anglais de Wellington et les Prussiens de Blücher avant qu'ils ne se réunissent. Le 16 juin, les Français affrontent Blücher à Ligny. Vingt ans de guerre ininterrompue ont émoussé l'énergie de Ney et de Napoléon. Le maréchal ne détruit pas le général prussien, qui réussit à s'échapper en divisant son armée en deux corps. Napoléon ordonne à Grouchy de le rattraper. Mais ce dernier ne poursuivra qu'un corps d'armée disparate que Blücher, à dessein, éloigne de la bataille.

Wellington, fort ébranlé par des combats qu'il a menés le jour même, se réfugie sur le mont Saint-Jean. Napoléon veut profiter de cette situation pour l'achever. De fortes pluies vont toutefois l'empêcher de manœuvrer. Il lui faut attendre.

Le 18 juin à midi, alors que les forces sont en ordre de bataille, Napoléon, certain de vaincre Wellington, va s'assoupir deux heures. Il attend Grouchy pour que la victoire soit totale. Mais c'est Blücher qui rejoint Wellington.

Au plus fort du combat, alors que les Prussiens continuent d'arriver, Napoléon doit vite emporter la victoire. Ney, dans sa vanité, veut le faire seul. Sans aucun soutien de l'infanterie, il charge le plateau où se trouve l'artillerie anglaise. L'assaut, aussi bref que victorieux, conquiert les canons de Wellington. Mais cette charge est aussi héroïque qu'inutile. Lorsqu'une cavalerie prend possession de l'artillerie adverse, il faut neutraliser les bouches à feu. Soit l'infanterie occupe le terrain, soit l'artillerie est rendue inopérante par des clous plantés dans les lumières des amorces de canons. Hélas, lors de cette charge, les cavaliers porteurs des clous ont été tués et l'infanterie n'a pas pris part à l'assaut. Dans le cas contraire, rien n'aurait pu sauver

Wellington. Mais sitôt les cavaliers repartis, les artilleurs reprennent leurs affûts. Alors que Napoléon ordonne aux grenadiers d'achever l'attaque, les canons ennemis font feu de nouveau, fauchant les rangs français. La dernière vague d'assaut décimée, la bataille est perdue.



Antietam
(17 septembre 1862)

DOUBLE BOURDE

Éric Dumont

La bataille de Gettysburg, en juillet 1863, est considérée comme le tournant de la guerre de Sécession. Un an plus tôt, la bataille d'Antietam – Sharpsburg pour les Confédérés – aurait écourté la guerre de trois ans, s'il y avait eu un vainqueur.

Les États du Sud, producteurs de coton, ne peuvent pas s'engager dans une guerre longue contre ceux du Nord, industriels. Robert Lee, le général en chef sudiste, va concevoir un plan audacieux dans lequel la rapidité jouera un rôle capital. Il imagine une offensive qui doit le mener à Philadelphie, Baltimore, puis Washington.

En septembre 1862, les deux armées se poursuivent. Le 13, une patrouille nordiste découvre, sur les lieux d'un bivouac abandonné depuis peu, une boîte de cigares contenant le plan de bataille des Sudistes. Le document, immédiatement porté au chef nordiste, George McClellan, révèle que la Confédération a divisé ses forces en deux corps de 20 000 hommes. L'occasion de les anéantir se présente enfin. Avec ses 80 000 hommes, McClellan a la possibilité d'écraser chacune des armées. Surnommé « le jeune Napoléon », le général nordiste préfère attendre que l'armée confédérée se reconstitue pour l'écraser, en lui donnant une leçon de stratégie qui marquera l'histoire militaire.

Les deux armées vont donc s'affronter. Lee prend place le long de la rivière Antietam, sous les yeux de McClellan immobile. Le Nordiste attend que les Confédérés se positionnent conformément au plan de bataille dont il connaît tous les détails.

Le 17 septembre à l'aube, les deux corps confédérés au complet ont fait la jonction, les Nordistes sont prêts.

McClellan décide d’attaquer avec application par une préparation d’artillerie. Tout au long de la journée, certain de la victoire, il va manœuvrer avec prudence et lenteur.

À un contre deux, grâce à son habileté manœuvrière et à son utilisation du terrain, Lee prend l’avantage. Sur le front, les forces sont équilibrées : McClellan ne fait, à aucun moment, donner le gros de ses troupes dans la bataille. Il veut triompher avec gloire.

Après douze heures de rudes combats, 14 000 Sudistes et 12 000 Nordistes morts sur le champ de bataille, les deux armées reprennent leur position de départ, puis se séparent sans vainqueur, ni vaincu.

Antietam sera cependant une victoire politique pour les Nordistes : la France et l’Angleterre ne reconnaîtront pas la Confédération, évitant ainsi de diviser les États-Unis d’Amérique en deux républiques distinctes.

Sur le plan militaire, deux bourdes se sont neutralisées l’une l’autre : si les plans de la bataille n’avaient pas été découverts, la route de Washington aurait été ouverte aux Confédérés ; et si McClellan, au lieu de songer à sa gloire, avait réagi rapidement et énergiquement, il aurait anéanti l’armée sudiste.



L’armée de Bourbaki
(1er février 1871)

L’armée française passe en Suisse

Clémentine Portier-Kaltenbach

Entre la capitulation de Napoléon III dans le cul-de-basse-fosse de Sedan, la population parisienne assiégée se battant pour du pâté de chien et des saucisses de rat, la reddition sans condition de Bazaine à Metz et un futur président de la République, le maréchal de Mac-Mahon, neutralisé par un éclat d’obus dans le derrière, il est bien difficile de décerner la palme de l’épisode le plus affligeant de la guerre de 1870 !

On relève pourtant un moment si honteux que les manuels d’histoire évitent soigneusement d’en faire état. Cet événement jusqu’alors inédit dans l’histoire de France, c’est à Jules Favre qu’on le doit. Ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Défense nationale constitué par le général Trochu, c’est lui qui, du 18 au 20 septembre 1870, est chargé de négocier les conditions de l’armistice à Ferrières avec Bismarck. Obnubilé par le sort de Paris, il va commettre une bourde monumentale en omettant purement et simplement d’inclure dans les tractations la garnison de Belfort et l’armée de l’Est commandée par le général Bourbaki. Cette armée, pourtant forte de plus de 100 000 hommes, n’est même pas mentionnée dans les termes de l’armistice et Favre n’y fait pas davantage allusion dans la dépêche qu’il adresse au gouvernement provisoire, réfugié à Bordeaux. Il l’a tout bonnement oubliée ! « J’étais alors dans un grand état de trouble », plaidera-t-il devant la commission d’enquête de l’Assemblée nationale. Sacré « trouble », s’indignera la presse, qui accusera Favre de s’être effondré en larmes dans les bras de Bismarck après avoir signé l’armistice…

Informé de cette effroyable gaffe, Gambetta se met dans une colère noire : « Je comprends qu’un avocat hébété par la peur ait commis une pareille balourdise et une semblable infamie ; mais ce Jules Favre était assisté d’un général quand il discutait

avec Bismarck des clauses de la convention : que le sang de l'armée de l'Est et la honte de la défaite retombent sur lui. » Il s'agissait d'un certain général Valdan, chef d'état-major de l'armée de Paris, qui n'a pas laissé d'autre trace dans l'Histoire…

La bourde de Favre a des conséquences désastreuses : l'armée de l'Est n'étant pas concernée par l'armistice à venir, elle est attaquée de tous côtés par les troupes allemandes de Manteuffel et va subir de très lourdes pertes en tentant de se replier sur Besançon. Sur les 150 000 hommes qu'elle comptait au départ, seuls subsistent 88 000 soldats, épuisés, affamés, grelottant de froid. Bientôt, ils se retrouvent acculés à la frontière, n'ayant plus d'autre choix que de se rendre aux Prussiens ou de passer en Suisse !

Voulant s'épargner ce déshonneur, le général Bourbaki délègue ses pouvoirs à son subalterne, le général Clinchant, le 26 janvier, et, la nuit même, il se tire une balle dans la tête. Il se rate…

Quelques jours plus tard, « dans une pauvre chambre enfumée d'une misérable maison de village », écrira l'historien Charles de Mazade dans *La Revue des Deux Mondes* en 1872, Clinchant signe avec le commandant en chef de l'armée suisse, le général Herzog, la convention dite « des Verrières » qui prévoit l'internement en Suisse des 88 000 hommes encerclés par l'armée allemande. Le 1er février 1871, à 5 h, fait inconcevable et sans précédent, une armée française exténuée se trouve donc littéralement expulsée de son propre territoire et passe en Suisse ! « Cette expédition aux lugubres et dramatiques péripéties […] a été, en fin de compte, un nouveau 1812, une sorte de retraite de Russie en pleine France. » À Lucerne, un panorama d'une quarantaine de mètres de long représente le passage de la frontière suisse par les troupes françaises épuisées.

En mettant le pied en Suisse, les soldats français doivent déposer armes, équipements et munitions, lesquels, aux termes de l'article 2 de la convention, seront restitués à la France au retour de la paix et après le règlement définitif des dépenses occasionnées à la Suisse par le séjour des troupes françaises ; car, si Jules Favre a stupidement oublié l'armée de l'Est, les Suisses eux, pas si bêtes, n'oublieront pas de facturer les frais de séjour !



Adoua
(1er mars 1896)

Ciao pantins

Éric Dumont

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, les puissances européennes se taillent des empires coloniaux en Afrique. La France est implantée au nord et à l'ouest, l'Angleterre à l'est. En 1869, l'Italie achète au sultan local la baie d'Assab, en Érythrée, conquiert le port de Massawa en 1885 et s'étend à l'intérieur du pays, dont elle fait une colonie en 1890.

En 1895, l'Italie envahit l'Éthiopie voisine, dont le souverain, le négus Ménélik II, cherche à réaliser l'unité. Sa récente réforme de l'impôt permet à l'Éthiopie de lever et d'armer 100 000 hommes avec des fusils modernes. Dès le début de 1896, le roi lance une campagne de reconquête du pays et reprend Mekele, la capitale du Tigré, après le siège de la place forte. Le chef italien, le général Baratieri, se sait en infériorité numérique, dans un rapport de un à sept, et refuse tout affrontement direct. Crispi, le bouillant Premier ministre italien, ne peut accepter cette situation et lui ordonne, dans son télégramme du 28 février, de lancer une offensive immédiate.

Les 15 000 Italiens disposent de cartes imprécises, d'armes anciennes, de chaussures inadaptées au terrain. Ils sont, pour la plupart, démoralisés. Face à eux, 100 000 Éthiopiens motivés et bien armés s'apprêtent à les affronter près d'Adoua.

Le corps expéditionnaire se met en marche le 29 février au soir, divisé en quatre colonnes. Celle du général Albertone se trompe de route à la lecture de la carte, confondant le col Enda-Kidane-Mehret et le col Kidane-Mehret. Puis la colonne de Dabormida s'emploie à la retrouver… La moitié des effectifs manquera donc sur le champ de bataille ! Les Éthiopiens anéantiront les deux colonnes présentes, l'une après l'autre. Et lorsque Dabormida et Albertone, enfin, rejoindront leur armée, ils combattront à un contre quinze.

Le combat, engagé à 5 h, s'achèvera par l'ordre de retraite des Italiens à 11 h. Les troupes se débandent à 15 h, laissant derrière elles 70 % de leurs effectifs, morts ou capturés. Les Éthiopiens compteront 5 000 morts et 8 000 blessés, soit 10 % seulement de leurs effectifs.

Le 2 mars 1896, le général Baratieri n'a plus qu'à télégraphier à son Premier ministre la stupéfiante nouvelle : pour la première fois, un pays africain est vainqueur d'une nation européenne.

Tsushima
(27-28 mai 1905)

Touché, coulé !

Pascal Varejka

Humilié par les traités qui ont imposé son « ouverture » dans les années 1850, le Japon se dote à partir de 1868 d'une industrie, d'une armée et d'une marine modernes, pour rejoindre le club des grandes puissances décidées à profiter de la faiblesse de la Chine. Un accord, en 1895, lui cède Formose et la péninsule du Liaodong. Mais sous la pression des Occidentaux, le Japon doit rendre la péninsule avec, à sa pointe, Port-Arthur (aujourd'hui Lüshun). Quand la Russie, qui construit un tronçon du Transsibérien en Mandchourie et veut disposer d'une seconde base navale sur le Pacifique en plus de Vladivostok, obtient la concession de Port-Arthur en 1898, l'affrontement est inévitable.

En février 1904, les Japonais détruisent une partie de la flotte russe en rade de Port-Arthur. Puis ils débarquent en Corée et en Mandchourie, et organisent le blocus de la place. Le 14 août, ils neutralisent l'escadre russe de Vladivostok. Les Russes capituleront le 2 janvier 1905 à Port-Arthur, avant d'être battus en Mandchourie en février-mars.

Entre-temps, en octobre 1904, l'amirauté russe a une idée brillante : envoyer en Asie une flotte réunie en Europe, dans la Baltique. Pompeusement rebaptisée « seconde escadre du Pacifique », elle est commandée par l'amiral Rojdestvenski. Sur les quarante-cinq navires qui la composent, trente-sept sont anciens et peu opérationnels. Et leurs équipages sont mal entraînés.

Les huit cuirassés étant d'un trop haut tonnage pour emprunter le canal de Suez, le gros de la flotte russe doit contourner l'Afrique et franchir le cap de Bonne-Espérance. Quand elle fait escale à Tanger pour se ravitailler en charbon, une sous-escadre de navires plus petits, dirigée par l'amiral Felkersam, s'engage en Méditerranée pour emprunter le canal de Suez.

Compte tenu de l'hostilité des Anglais, alliés aux Japonais depuis 1902, la flotte a du mal à se ravitailler en charbon – seuls les Allemands lui en fournissent. Les Français laissent de mauvaise grâce les navires russes faire relâche à Madagascar, où les attendent les unités de Felkersam – et où l'amiral Rojdestvenski apprend la capitulation de Port-Arthur –, puis en Indochine, où meurt Felkersam. Là, ils sont rejoints par une escadre russe de secours commandée par l'amiral Nebogatov. Ces navires, venus par le canal de Suez, sont pour la plupart obsolètes.

L'escadre, partie de la Baltique le 11 octobre, met un peu plus de sept mois à accomplir ce périple épuisant de 33 000 kilomètres. Port-Arthur étant tombé, elle essaie de rejoindre Vladivostok. La flotte japonaise de l'amiral Togo, qui l'attend dans le détroit de Tsushima, entre le Japon et la Corée, compte 98 unités de toutes tailles. Plus rapides, plus récentes, elles possèdent un armement supérieur. Leurs obus sont chargés d'une substance chimique très inflammable et explosive, exhalant des vapeurs toxiques : la poudre Shimosa, aux effets dévastateurs.

En quelques heures, les 27 et 28 mai 1905, la flotte japonaise coule les deux tiers de l'escadre ennemie. Elle ne perd que trois torpilleurs. Quelques navires russes se sabordent et six se rendent. Quatre seulement réussissent à rejoindre Vladivostok et trois, dont le croiseur *Aurora* qui deviendra célèbre en 1917, trouvent refuge aux Philippines, alors colonie américaine. Les pertes en hommes s'élèvent à près de 5 000 morts du côté russe – et près de 6 000 prisonniers, dont les deux amiraux – contre 116 morts du côté japonais.

Lénine, alors en exil à Genève, dénonce les « centaines de millions de roubles, gaspillés en pure perte pour acheminer cette immense armada, aussi impuissante, grotesque et monstrueuse que l'Empire russe tout entier ».

Le plan Schlieffen
(1906-1914)

Histoire belge

Éric Dumont

« On ne peut gagner la guerre sur deux fronts » : tel est le constat du général Schlieffen, commandant de l'armée allemande en 1906. En cas de conflit contre la France, il propose de l'attaquer par la Belgique et de remporter ainsi une victoire en six semaines, pour se retourner ensuite contre la Russie, membre de la Triple Entente avec l'Angleterre.

Dans son plan, Schlieffen voulait consacrer seulement 10 % des forces allemandes à la défense du front de l'Est, le temps que la Russie mobilise son armée, et 90 % à l'attaque de la France.

La réussite du plan repose sur le vaste enveloppement des armées françaises qui doivent, de leur côté, s'enfoncer en Alsace, voire pénétrer en Allemagne. L'anéantissement de ces forces, coupées de leurs lignes directes de ravitaillement par l'attaque sur les arrières, aurait été total. Mais le kronprinz Rupprecht, dernier prince héritier de Bavière, à la tête de l'armée allemande en Alsace-Lorraine, accepte mal son rôle passif et lance une contre-offensive.

Les cinq places fortes belges doivent être écrasées par l'artillerie en deux jours. Elles résistent dix jours, contraignant l'Allemagne à engager six divisions au lieu d'une pour les réduire. Un million de militaires allemands doivent traverser la Belgique en trois jours ; face à la résistance belge, ils mettent trois semaines.

Les Français, quant à eux, connaissaient le plan Schlieffen ! Leurs espions le leur avaient procuré, mais leur état-major refusait d'y croire. La Belgique n'était-elle pas neutre, et comme telle, ne s'était-elle pas gardée de toute alliance avec la France ? Aussi l'état-major français a-t-il considéré l'invasion de la Belgique politiquement impossible. Il n'a pas pris en compte le plan Schlieffen.



Tannenberg
(28 août 1914)

Une tannée

Éric Dumont

En août 1914, Anglais et Français essuient, sur le front occidental, de colossaux revers. Après dix jours de combat, ils ne sont plus en mesure d'endiguer l'avance allemande qui déroule méthodiquement le plan Schlieffen.

Après avoir conquis la Belgique, la 1re armée de von Kluck est aux portes de Paris. Pressée par le Royaume-Uni et la France, la Russie, pourtant mal préparée, se met en ordre de marche.

Mal équipés, mal nourris, mal armés, 650 000 Russes s'engagent vers l'ouest affronter 135 000 Allemands. À la tête des deux armées russes : deux généraux qui se haïssent, Samsonov et Rennenkampf, chacun en quête de gloire. Le 19 août, les Allemands essaient de ralentir les Russes à Gumbinnen. Battus, ils abandonnent la Prusse orientale. Prudentes, les armées du Tsar ne poursuivent pas celles du Kaiser. Mais l'état-major allemand, craignant que le front ne soit percé, déplace trois corps d'armée vers l'est pour consolider ses forces.

Le plan russe prévoit de prendre en tenaille leurs ennemis, entre la 1re armée de Rennenkampf au nord et la 2e armée de Samsonov au sud. Les adversaires se cherchent.

Un avion allemand localise les armées russes. Hindenburg sait qu'elles sont divisées et peut donc déplacer le gros de ses troupes du nord pour leur faire rejoindre les forces engagées contre Samsonov au sud. Le général russe Rennenkampf est trop loin pour venir en aide à l'autre armée, mais s'il engage un mouvement, il pourra mettre en danger l'aile gauche de l'armée allemande. À un contre six, les Allemands sont condamnés.

Une patrouille a rapporté le mouvement des troupes russes vers le sud, mais un message intercepté montre qu'elles veulent poursuivre l'arrière-garde allemande, qui

n’est qu’un leurre tendu par Hindenburg pour les éloigner. Si Rennenkampf ne tombe pas dans le piège, il peut enfoncer les lignes allemandes. Aussi Ludendorff envisage-t-il de prendre une position défensive. Mais si les troupes allemandes attendent, elles seront anéanties. Hindenburg hésite à attaquer au sud, il craint la menace de Rennenkampf sur son aile gauche. Le colonel Hoffman, chef d’état-major, demande alors à être reçu en privé.

Il connaît les deux généraux russes et assure Hindenburg que Rennenkampf ne viendra jamais en aide à Samsonov, parce qu’ils se haïssent. Samsonov, en 1905 à Moukden, a giflé Rennenkampf, qu’il accusait de ne pas lui être venu en aide lors d’une offensive japonaise qui avait provoqué la défaite russe.

Hindenburg décide donc d’attaquer Samsonov. Les troupes russes, coincées dans une région marécageuse, sont prises sous le feu roulant de l’artillerie.

La 2e armée russe sera laminée et perdra près de 200 000 hommes sur les 400 000 engagés. Les Allemands perdront moins de 5 000 hommes au cours des combats.



L'opération des Dardanelles
(19 février 1915)

Balaise la falaise

Éric Dumont

Quand l'Empire ottoman déclare la guerre à la Triple Entente (France, Royaume-Uni et Russie), les Alliés craignent qu'il ne s'empare de l'Égypte en traversant le canal de Suez. Ils décident donc de l'éliminer de la guerre par une action combinée. Il s'agit de détruire les défenses du détroit des Dardanelles, d'ouvrir la route de Constantinople à un corps expéditionnaire.

Le plan est défini par les Anglais. Le 19 février 1915, la flotte commence le bombardement des fortifications. Cette phase, qui va durer des semaines, fait perdre de nombreux navires. Le 24 avril, 75 000 soldats débarquent au cap Helles, sur la presqu'île de Gallipoli. Les Alliés sont vite bloqués. Le 6 août, ils tentent d'encercler les Ottomans par un débarquement à Suvla Bay, au nord, qui se solde par un échec. Jamais les têtes de pont n'atteignent la profondeur suffisante pour permettre aux militaires de se soustraire aux tirs ottomans. Les rats, les insectes, la dysenterie, la soif et la chaleur de l'été coûtent 150 000 malades au corps expéditionnaire.

Fin septembre, les Alliés décimés sonnent la retraite. Du 8 octobre 1915 au 9 janvier 1916, 100 000 hommes et 200 canons sont évacués, sous les tirs des Ottomans ; 250 000 Alliés auront été tués ou blessés. Sans cette désastreuse opération, qui fait perdre à Churchill ses fonctions de Premier lord de l'Amirauté, la présence dissuasive de 40 divisions supplémentaires aurait sans doute permis d'éviter Verdun, où les Allemands lanceront leur offensive en février 1916.



Le Chemin des Dames
(16 avril-31 octobre 1917)

Nivelle ment

Éric Dumont

En 1917, la France, en guerre depuis deux ans et demi, doit trouver une solution. Un dixième de son territoire est occupé, la population s'impatiente et le moral des troupes se dégrade.

Le 16 avril 1917, elle lance l'offensive du Chemin des Dames, qui fera 187 000 victimes. Joffre a été nommé maréchal après avoir conduit la bataille d'Artois en 1915 (100 000 morts chez les Alliés), celle de Champagne en 1915 (140 000) et celle de la Somme en 1916 (270 000). Son successeur au poste de commandant en chef, le général Nivelle, veut en finir avec l'immobilisme et percer, entre Vimy et Reims, un front de 70 kilomètres.

Nivelle, polytechnicien, n'est pas le meilleur des stratèges, mais il a repris, en juillet 1916, à la tête de la 2e Armée, les forts de Vaux et de Douaumont, sans être économe de la vie de ses hommes. Mondain, il a su se rallier les députés de la commission de l'Armée en garantissant une victoire aussi soudaine que rapide. De mère britannique, il parle couramment l'anglais. Aussi le Premier ministre anglais Lloyd George donne-t-il son accord pour placer les troupes britanniques sous ses ordres.

Du 12 au 16 avril, on tire sept millions d'obus. Le 16 avril, un million d'hommes se lancent à l'assaut. Le généralissime a prévu une progression de trente mètres par minute sur un terrain pentu, sous le feu allemand. Une fois les deux premières lignes allemandes enfoncées, une armée de réserve doit s'engouffrer dans la brèche pour provoquer l'effondrement du front. À Paris, au cours de dîners mondains, Nivelle, persuadé de la réussite, se répand en propos victorieux avec force détails sur l'offensive. L'objectif est d'avancer de cinq kilomètres le premier jour.

Six mois et 200 000 morts plus tard, les Alliés n’auront progressé que de deux kilomètres.

Dès la mi-mars, il est vrai, les Allemands ont opéré un repli stratégique sur la ligne Hindenburg, ce qui a réduit la ligne de front à défendre. Nivelle le sait. Il ne veut pourtant rien changer et menace de démissionner.

En outre, depuis le 4 avril, les Allemands disposent du plan Nivelle, dont ils ont saisi un calque au cours d’une incursion dans les lignes françaises. Présents sur le plateau depuis septembre 1914, ils l’ont transformé en forteresse, construisant tout un réseau de souterrains et de casemates. Le bombardement, trop dispersé sur le front, n’aura pas démantelé la défense allemande du dispositif. La mauvaise météo n’aura permis ni une bonne visée des objectifs, ni un repérage par avion. Le pilonnage, trop court, a défoncé un terrain imbibé d’eau, boueux et instable. Les Français doivent franchir d’énormes trous d’obus sous la neige.

Des 128 chars engagés pour soutenir les fantassins, 121 sont hors de combat dès la troisième heure. La bataille, livrée à 6 h, est déjà perdue à 7 h. Nivelle, pourtant, persiste : 134 000 hommes seront tués dès la première semaine.

Ces pertes intolérables après trois ans de guerre déclencheront les mutineries de 1917. La France sort épuisée de l’épreuve et l’arrêt de l’offensive permettra aux Allemands de battre la Russie. La bataille du Chemin des Dames a prolongé la guerre d’un an et favorisé la révolution bolchevik. De cette désastreuse opération, Clemenceau dira : « Si vous voulez que l’Allemagne perde la guerre, donnez-leur l’École polytechnique. »



La bataille d'Angleterre
(juillet 1940-mai 1941)

PAROLES EN L'AIR

Éric Dumont

Le 22 juin 1940, la France signe l'armistice avec l'Allemagne et cesse le combat. Winston Churchill refuse toute négociation avec Hitler et décide la poursuite de la guerre.

L'Allemagne doit vaincre le Royaume-Uni ou le contraindre à négocier. Or, Goering promet au Führer de faire fléchir l'Angleterre grâce à la seule Luftwaffe. La bataille compte trois phases.

La première, lancée au début du mois de juillet 1940, a pour objectif de détruire les convois britanniques dans la Manche et de forcer la Royal Air Force à combattre au-dessus de la mer. En un mois, moins d'un centième des bâtiments de commerce sont détruits.

L'Allemagne passe alors à la deuxième phase : détruire l'aviation britannique en bombardant les bases aériennes et les usines aéronautiques.

Le 24 août, un événement imprévu modifie le déroulement de la bataille et le cours de la guerre. Un bombardier allemand, persuadé d'attaquer une raffinerie proche de Londres, largue ses bombes par erreur sur la capitale britannique. Dès le lendemain, en représailles, la RAF bombarde symboliquement Berlin. L'affront est inacceptable.

Hitler s'exprime violemment à la radio : « S'ils bombardent nos villes, nous raserons les leurs. » Le Blitz débute le 7 septembre. Cent bombardiers allemands, escortés par 400 chasseurs, dévastent Londres. La RAF, au bord de la rupture, ne peut s'y opposer. L'agression des populations civiles réduit temporairement la pression sur les aérodromes, ce qui permet à l'aviation britannique de se reconstituer.

Le 15 septembre, tous les appareils de la RAF interviennent pour protéger Londres d'un raid massif. L'Allemagne perd un dixième de ses appareils.

Comprenant trop tard qu'il ne détient pas la suprématie aérienne, Hitler reporte *sine die* l'opération de débarquement *Seelöwe*, désormais impossible.

Après l'échec du corps expéditionnaire anglais en France, Winston Churchill avait perdu l'appui du Parlement. Si la Luftwaffe avait poursuivi son objectif de détruire l'aviation britannique au lieu des villes, la RAF aurait été défaite ; Edward Frederick Lindley Wood, ministre des Affaires étrangères, serait alors devenu Premier ministre et aurait conclu la paix avec l'Allemagne.

La campagne de Grèce
(Octobre 1940-mai 1941)

Le Duce n'a pas toujours raison

Éric Dumont

Depuis son accession au pouvoir, en 1922, Mussolini rêve de rétablir l'Empire romain en annexant le nord de l'Afrique et les Balkans.

À l'avènement du fascisme, l'Italie possède des colonies en Libye et en Érythrée. Depuis, elle a envahi l'Abyssinie et l'Albanie.

Jaloux des succès allemands, Mussolini se considère supérieur à Hitler pour avoir instauré le premier régiment fasciste en Europe. C'est pourquoi il ne supporte pas de voir le Führer vaincre aussi rapidement en Europe occidentale. Conscient des besoins stratégiques en carburant, Hitler va prendre des mesures pour défendre le site pétrolier de Ploesti en Roumanie. Il propose donc à ce pays, en juillet 1940, de le protéger avec des avions allemands. Dès octobre 1940, des commissions militaires économiques allemandes aident l'armée roumaine à se moderniser. En 1940, Mussolini refuse d'intervenir auprès des Allemands. Il invoque l'absence de préparation de l'armée italienne.

Face à l'invasion foudroyante du Luxembourg, de la Belgique, des Pays-Bas et de la France, Mussolini décide d'entrer en guerre dix jours avant la signature de l'armistice. Déconsidéré, il doit regagner la confiance du Führer. Il décide donc, contre l'avis de ses généraux, en octobre 1940, d'envahir la Grèce. Le 28 octobre 1940, l'Italie passe à l'attaque en empruntant les cols enneigés de l'Albanie.

Le même jour, Hitler et Mussolini se rencontrent au col du Brenner. Le Führer met en garde le Duce sur la menace que constitue ce front. Il propose donc de mettre des troupes allemandes à la disposition des Italiens. Mussolini refuse.

Le 6 novembre, les Grecs contre-attaquent. Le ravitaillement inefficace, l'impréparation de troupes démoralisées contraignent les Italiens à refluer en Albanie.

Les Grecs acceptent cinq escadrilles anglaises sur leur sol, ainsi qu’une garnison britannique en Crète. Pour soulager le front grec, les Anglais attaquent en Afrique du Nord. En février 1941, ils envahissent la Cyrénaïque et font 120 000 prisonniers italiens.

Le rêve de gloire de Mussolini a tourné court. Son allié allemand ne peut accepter une menace sur son flanc sud, s’il attaque l’URSS.

Hitler doit réagir. Il va massivement intervenir en Afrique du Nord avec Rommel et renforcera la présence allemande en Roumanie. Mussolini refuse d’admettre son échec et lance, en mars, une offensive que les Grecs repoussent.

En avril 1941, Hitler conquiert la Yougoslavie en deux semaines. En mai, ses parachutistes s’emparent de la Crète. La Grèce est envahie.

L’intervention allemande aura mobilisé 700 000 hommes, 1 200 chars et 700 avions. Elle aura retardé de deux mois l’invasion de l’URSS. Ce retard ne sera jamais rattrapé. Les armées allemandes seront arrêtées en novembre, à 30 kilomètres de Moscou, non loin du faubourg de Khimki. Plus que les militaires soviétiques, c’est un froid de – 30 °C qui les a vaincues. Elles n’étaient pas équipées pour un hivernage.

Il aura manqué deux semaines aux Allemands pour prendre Moscou et vaincre l’URSS. La vantardise de Mussolini aura changé le destin du monde.

La bataille de Moscou
(Octobre 1941-janvier 1942)

L'HIVER SERA RUSSE

Éric Dumont

Le 22 juin 1941, Hitler lance l'opération *Barbarossa* qui doit le conduire à la prise de Moscou en trois mois.

En septembre, les Allemands ont déjà fait plus de trois millions de prisonniers. Toutefois, de juillet à septembre, la résistance désespérée de Smolensk a ralenti l'offensive. Le groupe d'armées Nord est retenu près de Leningrad, le groupe d'armées Centre est en capacité d'atteindre Moscou, le groupe d'armées Sud doit faire face à de violentes contre-attaques.

Le 10 septembre, Hitler commet une erreur qui lui coûtera la victoire. Il refuse de voir en Moscou un objectif stratégique, estimant que l'Allemagne a prioritairement besoin des ressources minières du Donbass et des blés d'Ukraine. Il ajourne l'assaut sur Leningrad et détourne une partie du groupe d'armées Centre ainsi que les divisions blindées du groupe d'armées Nord pour appuyer le groupe d'armées Sud et prendre Kiev.

Le même jour, l'espion Richard Sorge, depuis Tokyo, avertit Staline que les Japonais n'attaqueront pas la Russie. Le dictateur va pouvoir disposer des unités d'Extrême-Orient.

Kiev est prise le 19 septembre. Paradoxalement, cette éclatante victoire retardera l'offensive sur le front central. La conquête de l'Ukraine permettra à 500 000 Russes de construire trois lignes de défense devant Moscou, 8 000 kilomètres de tranchées et 100 kilomètres de fossés antichars. Staline rapatrie toutes ses divisions d'Extrême-Orient. L'offensive allemande est lancée le 30 septembre. Les unités soviétiques livrent un combat acharné et ne se rendent pas, retardant ainsi les Allemands. Ces derniers brisent une contre-offensive et font 500 000 prisonniers.

Le 13 octobre, la Wehrmacht relance son offensive. Le mauvais temps et les problèmes d'approvisionnement ralentissent les Allemands ; la boue les stoppe.

Le 15 novembre, dans un dernier effort, les Allemands veulent prendre la capitale russe. Mais le froid les immobilise à moins de 30 kilomètres du Kremlin. Les Russes, renforcés par les divisions sibériennes, lancent une contre-offensive le 5 décembre par un froid de – 30 °C, puis – 50 °C. Pour les Allemands, le combat devient impossible. Les moteurs de leurs chars, leurs avions, les obus dans leurs canons gèlent. La retraite sur un front consolidé est la seule solution. Hitler, refusant cette option, prend seul le commandement des opérations, à partir du 16 décembre. Les armées allemandes se font anéantir sur place. Certains régiments ne comptent plus qu'un tiers de leurs effectifs, tandis que Hitler continue de les manœuvrer depuis son quartier général de Rastenburg, en Pologne. C'est le début de la fin. L'Allemagne ne prendra plus jamais l'initiative.

Sur le front de l'Est, l'Allemagne et ses alliés déploreront plus de 9 millions de morts et disparus, ainsi que 5,5 millions de prisonniers. Pour les Soviétiques : plus de 17 millions de morts et 5 millions de prisonniers, dont plus de 3 millions ne reviendront pas des camps.

Par dérision, Staline va surnommer Hitler « *Katiénok* », le petit chat.



Pearl Harbour
(8 décembre 1941)

Attaque perlée

Éric Dumont

En juillet 1941, la Grande-Bretagne et les États-Unis décrètent un embargo total sur l'acier et le pétrole à destination du Japon, ainsi que le gel de ses avoirs : l'empire nippon, très lié à l'Allemagne, est devenu trop puissant à leur goût. Tokyo décide alors de leur déclarer la guerre. L'archipel prépare l'attaque de Pearl Harbour et arrête le plan en novembre 1941.

L'objectif consiste à détruire la flotte et la base américaines afin de conquérir l'Asie du Sud-Est et les îles du Pacifique.

Les Japonais ont tiré enseignement de l'attaque britannique à la torpille de la flotte italienne à Tarente. En un mois, ils mettront au point de nouveaux types de torpilles et de bombes. Les équipages de bombardiers et de sous-marins de poche s'entraînent ; ils seront prêts pour début décembre.

Le 26 novembre, la flotte appareille et s'approche, dans le plus grand secret, à deux cents nautiques au nord de Pearl Harbour. Le 6 décembre, le mot d'ordre tombe : « Grimpez sur le mont Niitaka. »

Le 7 décembre entre 6 et 7 h, trois cent cinquante appareils décollent des porte-avions, tandis que les sous-marins de poche pénètrent dans la rade. La première vague et les sous-marins frappent les navires les plus importants. La deuxième vague bombarde les bases aériennes et les infrastructures au sol.

Près d'une vingtaine de navires sont touchés, dont deux cuirassés, irrécupérables ; presque tous les avions stationnés à Pearl Harbour sont détruits.

De retour à bord des porte-avions, les pilotes japonais font état du succès. L'attaque devait compter une troisième vague visant les dépôts de carburant et les infrastructures portuaires. Ces destructions auraient eu plus d'impact que la perte des navires. Prudent, l'amiral Nagumo y renonce.

L’attaque de Pearl Harbour aura été un désastre partagé.

Côté américain, en novembre 1941, le FBI a refusé d’exploiter les informations d’un agent double britannique, Dusko Popov, l’un des modèles de James Bond : selon lui, les Japonais

préparaient une attaque aéronavale sur Pearl Harbour, ce que personne n’a voulu croire. Facteur aggravant, le texte de rupture des relations entre les deux pays n’a été traduit que trois heures après l’attaque. Même la détection des appareils ennemis a été réfutée.

Côté japonais, la flotte n’a pas poussé son avantage jusqu’à lancer une troisième attaque, qui aurait donné un avantage capital sur le déroulement du conflit.

La chute de singapour
(février 1942)

Le blitzkrieg à bicyclette

Pascal Varejka

Située sur une île, à l'extrémité sud de la Malaisie, la cité-forteresse de Singapour occupe une position stratégique de premier plan : elle contrôle le passage entre l'océan Indien et la mer de Chine. Avec ses gros canons tournés vers la mer, ce verrou doit empêcher toute flotte ennemie – japonaise ou soviétique – de se diriger vers l'Inde ou l'Australie. La place est jugée imprenable par la mer.

Quant au Nord, du côté de la péninsule malaise, une offensive terrestre est à l'évidence impossible à travers la jungle. On ne se préoccupe même pas de protéger cette partie de l'île. En outre, le général Percival, commandant en chef de la colonie, dispose de 88 000 hommes : 19 000 Britanniques, 37 000 Indiens, 17 000 Malais et 15 000 Australiens. Mais il manque de charisme, de sens de l'initiative et de détermination.

La force aérienne prévue pour défendre la Malaisie se limite à cent cinquante avions vétustes et l'armée britannique ne dispose là d'aucun char. Il est vrai qu'en 1941, la défense de l'Angleterre, de l'océan Atlantique et de l'Égypte est prioritaire. Des unités navales – un cuirassé, un croiseur de bataille et quatre destroyers – arrivent à Singapour en renfort le 2 décembre 1941. Impossible en revanche d'envoyer un porte-avions, comme Churchill l'a envisagé, pour renforcer la défense aérienne.

Or, dans la nuit du 7 au 8 décembre 1941, les Japonais se lancent à l'assaut de la Malaisie. En même temps, l'aviation japonaise se livre à une opération d'intimidation en procédant à un premier bombardement de Singapour.

L'amiral Philipps, commandant en chef de la flotte d'Extrême-Orient, tente d'intercepter les forces de débarquement japonaises avec les nouvelles unités navales, mais l'escadron de la RAF qui doit assurer leur protection aérienne n'est

pas prévenu à temps. Le 10 décembre, deux fleurons de la flotte britannique, le *Repulse* et le *Prince of Wales*, sont coulés par des avions venus de bases situées en Indochine française occupée.

Les Japonais prennent rapidement l'avantage. Le lieutenant général Yamashita, surnommé par la suite « le Tigre de Malaisie », ne dispose que de 36 000 hommes, mais il est doté de 600 avions modernes et de 200 chars. La majorité des avions britanniques, australiens, néo-zélandais et néerlandais présents en Malaisie sont détruits au sol ou en vol.

La plupart des soldats japonais ont combattu plusieurs années en Chine, alors que du côté britannique, beaucoup de soldats indiens, par exemple, ne possèdent aucune expérience militaire et n'ont jamais vu de char. L'armée japonaise avance inexorablement, sur un moyen de transport que les stratèges britanniques n'ont pas anticipé : à vélo ! C'est le « blitzkrieg à bicyclette », qui mène l'armée nippone à Kuala Lumpur le 11 janvier.

Le 27 janvier, le général Percival ordonne le repli des troupes britanniques dans l'île de Singapour et fait sauter le pont qui l'unit à la Malaisie. Une résistance improvisée n'empêche pas les Japonais de débarquer sur la côte nord-ouest, qui n'a jamais été fortifiée. Ce qui reste de l'aviation alliée est rapidement détruit. Le 14 février, les Japonais prennent le contrôle du réservoir d'eau potable qui alimente la ville. Le lendemain, le général Percival décide de se rendre.

Les erreurs stratégiques des chefs militaires britanniques ont permis aux Japonais de conquérir la Malaisie en soixante-dix jours. On compte 3 500 morts et environ 6 000 blessés du côté japonais, environ 8 000 morts et blessés, mais aussi 80 000 prisonniers du côté britannique. Churchill écrira dans ses *Mémoires de la Deuxième Guerre mondiale*, en 1950, que la chute de Singapour aura été « le pire désastre et la plus grande capitulation » de l'histoire militaire britannique.

Stalingrad
(17 juillet 1942-3 février 1943)

Tête de pont

Éric Dumont

Stalingrad restera la pire des erreurs stratégiques de Hitler. En se détournant de Moscou pour prendre le front sud, il a perdu la guerre.

À l'été 1942, le Führer prend le commandement de la Wehrmacht. Le 28 juin, un an après le lancement de l'opération Barbarossa, il veut en finir avec « les hordes barbares » et ordonne à la 6e Armée de Paulus, avec ses 700 000 vétérans des campagnes de Belgique et de France, de foncer sur Stalingrad.

Hitler est alors persuadé de s'en rendre maître en moins de trois mois, avant les premières chutes de neige. Les faits semblent lui donner raison. En un mois, il est à moins de soixante-cinq kilomètres de Stalingrad, sur les rives occidentales du Don, dernier obstacle. La traversée du fleuve est facile, Staline a laissé faire. Mais le maintien de la tête de pont allemande est meurtrier. En un mois, les Russes ont sacrifié 250 000 hommes pour ralentir l'avancée ennemie et organiser la défense de la ville. Pour inciter les militaires à se battre pied à pied, la ville n'est pas évacuée : les civils resteront sous les bombes.

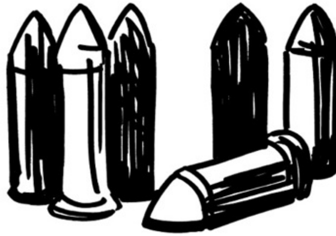
Fin août, les Allemands sont aux portes de Stalingrad. L'aviation et l'artillerie vont raser la ville. Cette option va permettre aux Russes de se battre avec acharnement au milieu des décombres. L'assaut final de la Wehrmacht est lancé en septembre. Chaque quartier est le théâtre d'une bataille ; chaque immeuble, chaque pièce, celui d'un combat, parfois au corps-à-corps. Les pertes sont si lourdes que les Allemands font appel à leurs alliés roumains et italiens pour couvrir leurs flancs. Les Soviétiques attendaient ce moment. Ils lancent, le 19 novembre, une contre-offensive massive contre Roumains et Italiens qui, malgré leur courage, sont submergés. Le 23 novembre, les deux armées soviétiques opèrent leur jonction. L'armée de Paulus est prise au piège. Il faut se retirer, c'est la seule issue. Hitler refuse. Goering assure

qu’il peut ravitailler l’armée de Stalingrad par voie aérienne. Il faut livrer 750 tonnes de munitions, médicaments, nourriture par jour. On ne dépassera jamais 250 tonnes. En décembre, la Luftwaffe réussira péniblement à acheminer 40 tonnes quotidiennes.

Le 19 décembre, les Russes lancent une nouvelle offensive et prennent le terrain d’aviation. Affamés, privés de soins, de

munitions, les Allemands tiennent un mois dans les ruines de la ville, avant de se rendre le 31 janvier 1943, épuisés. La seule bataille de Stalingrad leur aura coûté 600 000 hommes. Sur 100 000 prisonniers, 5 000 seulement reviendront, après des années de captivité.

Hitler, en voulant diriger seul la conduite de la guerre, aura été son pire ennemi.



La bataille d’Arnehm
(17-24 septembre 1944)

OPÉRATION *MARKET GARDEN*

Éric Dumont

Trois mois après le jour J, les Alliés ont libéré Paris. Ils progressent en direction de la Belgique et de l’Allemagne. Le débarquement en Provence, le 15 août, est un succès ; l’offensive vers le nord est rapide ; l’armée allemande semble brisée et la fin de la guerre est espérée en 1944.

Hitler a ordonné que les ports français résistent coûte que coûte. C’est pourquoi les Alliés dépendent, pour leur approvisionnement, du seul port de Cherbourg. Les lignes logistiques très étirées ralentissent la progression des armées. La Wehrmacht souffle et se regroupe. L’objectif de la fin de la guerre en 1944 s’éloigne.

Pourtant, le maréchal Montgomery estime cet objectif encore accessible, en contournant le Rhin pour le franchir aux Pays-Bas. Son plan doit être combiné avec une opération aéroportée qui sécurisera les ponts à Eindhoven avec la 101e US Airborne, à Nimègue avec la 82e US Airborne ainsi qu’à Arnhem avec la 1re division anglaise et une brigade de parachutistes polonais.

Eisenhower donne le feu vert à cette opération, baptisée *Market Garden*.

De nombreuses failles vont la faire échouer : une chaîne de commandement trop longue, des informations capitales négligées, une distance trop grande entre les zones de largage et le pont d’Arnhem et des temps de jonction irréalisables.

L’opération est lancée le 17 septembre 1944. La 101e prend les ponts d’Eindhoven, la 82e échoue devant Nimègue.

À Arnhem, par manque d’avions, le largage doit être effectué en trois phases. Le premier parachutage a lieu à treize kilomètres de l’objectif, sous la menace de deux Panzerdivisions SS entraînées à la lutte contre des opérations aéroportées.

La jonction avec Arnhem est prévue le 20 septembre. Mais le choix de l’itinéraire – des routes étroites aux bas-côtés instables – ainsi que les attaques des

Allemands ralentiront la progression des Alliés.

À Arnhem maintenant, on se bat maison par maison. Le 21 septembre, les paras polonais sont largués à leur tour. Ils ne peuvent rejoindre les Anglais, violemment accrochés par les SS.

Le 24 septembre, les Alliés décident d'évacuer les parachutistes d'Arnhem. Sur les 10 000 qui sautèrent, seuls 3 000 s'en sortiront vivants. Arnhem ne sera libérée qu'en avril 1945, sept mois après la bataille livrée pour son pont.

Si les Alliés avaient fait preuve de mesure, en portant l'effort sur les seuls ponts d'Eindhoven et de Nimègue, ils auraient pu percer au cœur de l'Allemagne, éviter la contre-offensive des Ardennes de décembre 1944 et ainsi écourter la Seconde Guerre mondiale.

La bataille des Ardennes
(16 décembre 1944-17 janvier 1945)

Opération *Herbstnebel*

Éric Dumont

Novembre 1944 : les Alliés ont débarqué depuis près de six mois et reconquis le territoire français en trois mois. Les lignes de ravitaillement sont maintenant trop étirées pour poursuivre l'offensive. Le front est figé. Les Alliés sont persuadés que les Allemands sont au bord de l'effondrement total.

En face, Hitler impose à ses généraux le pari fou d'une contre-offensive qui, selon lui, doit le mener jusqu'au port d'Anvers.

Cette bataille sera longtemps indécise, tant Alliés et Allemands cumuleront les erreurs.

Le 16 décembre, l'offensive de la Wehrmacht surprend les Alliés. Le plan allemand prévoit que le flanc nord doit atteindre Anvers, le front centre, Bruxelles et le front sud, la Meuse. Les Allemands profitent d'un épais brouillard rendant impossible l'intervention de l'aviation alliée.

Au nord du front, le largage d'unités parachutistes allemandes est un désastre. De nuit et par un temps exécrable, des pilotes inexpérimentés dispersent militaires et matériel, qui ne sera pas retrouvé.

Des hommes de l'unité Skorzeny, équipés et habillés comme des Américains, vont couper les lignes téléphoniques alliées et semer la confusion.

À Versailles, Eisenhower et son état-major ne prennent pas la mesure de l'offensive. Les Allemands ont lancé 300 000 hommes et 2 500 chars dans la bataille, face à 83 000 militaires alliés et 400 chars.

Au nord, les Américains résistent. Au centre, la 106e division d'infanterie américaine, composée de recrues qui n'ont jamais connu le feu, est décimée. Au sud, les Alliés tiennent.

Le 19 décembre, Patton propose à Eisenhower d'attaquer les Allemands sur le flanc sud dans un délai impossible de trois jours. Il en faut six au minimum pour manœuvrer. « Ike » accepte. Il ne sait pas que Patton a déjà ordonné la manœuvre ; les délais seront tenus.

Le 22 décembre, Bastogne, important nœud routier stratégique, résiste et forme une enclave au cœur de l'avancée allemande. La Wehrmacht s'acharne en vain à prendre la ville.

Le 23 décembre, le brouillard se lève : l'aviation alliée intervient massivement. Elle va harceler les forces allemandes et larguer cent tonnes d'approvisionnement sur Bastogne.

Au nord, la plupart des unités blindées sont détruites.

Au centre, les chars, faute de carburant, ralentissent leur progression et subissent des attaques.

Au sud, Patton a lancé son offensive. Les Allemands adoptent des postures défensives.

Le 1er janvier 1945, lors de l'opération *Bodenplatte*, la Luftwaffe attaque les terrains d'aviation alliés et détruit 800 avions, remplacés dans les deux semaines. Les Allemands perdent 277 appareils et pilotes. Ce sera la dernière sortie de la Luftwaffe.

Le 17 janvier, Hitler ordonne le repli. Il a voulu reproduire l'offensive victorieuse de 1940 à travers les Ardennes. C'est un échec.

Si les Alliés n'ont pas tenu compte des renseignements qui annonçaient une attaque imminente, les Allemands ont également péché.

Ils ne disposaient pas de la supériorité aérienne et la coordination entre chars, artillerie et aviation faisait défaut. Ils ne pouvaient reproduire l'offensive de 1940. Étroites, défoncées, les routes hivernales des Ardennes étaient impraticables par des chars. Les forces allemandes ont souffert d'embouteillages et de pannes d'essence. De nombreux chars ont basculé dans les fossés.

Les Allemands auront perdu près de 70 000 hommes, 800 chars et 800 avions. L'Allemagne aura dilapidé ses meilleures unités à capacité défensive dans les Ardennes, mais l'assaut final sur le front ouest aura été retardé de trois mois, facilitant du même coup l'offensive russe, qui franchira rapidement l'Oder et atteindra le cœur du Reich.

La bombe d'Hiroshima
(28 juillet 1945)

Une erreur de traduction

Éric Dumont

Au printemps 1945, le Japon est en guerre depuis quatorze ans. Après avoir connu sa plus grande expansion en 1942, l'empire nippon recule sur tous les fronts. La marine impériale totalement détruite, l'archipel est soumis à un embargo sévère. Les principales villes, les voies ferrées, les centres industriels, les chantiers navals ne sont plus que ruines fumantes. Le territoire japonais lui-même est menacé. En posant le pied à Okinawa, les Américains ont commencé la conquête du pays.

Au cœur du pouvoir japonais, deux lignes s'affrontent : la première, jusqu'au-boutiste, conduite par les militaires ; la seconde, défendue par les diplomates, considère qu'une capitulation permettrait au Japon de redevenir une nation de premier plan. Les Japonais engagent alors, dès juin, des pourparlers secrets avec l'URSS pour jouer les bons offices auprès des Alliés. Le 12 juillet, le prince Konoye, un proche de l'empereur Hiro Hito, doit se rendre à Moscou pour y rencontrer Staline. Celui-ci se dérobe au motif qu'il prépare la conférence de Potsdam.

Lors de cette conférence, Staline avertit Truman des propositions de paix japonaises, mais précise qu'elles ne peuvent être tenues pour sérieuses.

Le 26 juillet 1945, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Chine rendent public l'ultimatum de Potsdam, qui met en demeure le Japon de choisir entre capitulation et écrasement total. Les conditions de paix sont bien accueillies par le Premier ministre japonais, Kantaro Suzuki.

Le lendemain, il réunit son Conseil des ministres pour discuter de l'ultimatum dont tous n'ont eu connaissance qu'à travers la radio. Le texte ne leur a pas été transmis. Au cours de cette séance, les militaires s'opposent violemment à la paix, mais n'ont pas gain de cause. Chacune des paroles échangées est scrupuleusement transcrite pour témoigner devant l'Histoire.

Le lendemain, le Premier ministre participe à une conférence de presse sur l’ultimatum, pour préparer le peuple à la fin de la guerre, mais il est trop tôt pour l’annoncer. Aussi Suzuki use-t-il de toute la subtilité de la langue japonaise. Depuis le début des défaites japonaises, les militaires utilisaient un mot signifiant « avancer en reculant ». Le Premier ministre déclare que le Conseil adopte une politique de *mokusatu* : traduisible dans aucune langue occidentale, ce mot signifie autant une fin de non-recevoir que l’absence de tout commentaire dans l’attente d’une acceptation.

Les traducteurs américains signalent l’ambiguïté à Truman. Staline refusant de demander aux Japonais de préciser, le président américain n’insiste pas. La Maison blanche transmet son interprétation aux journaux et le *New York Times* titre, dès le 28 juillet : « Tokyo rejette les conditions de paix. »

L’usage du feu nucléaire sera donc décidé. La faute de traduction aura de lourdes conséquences : la vitrification d’Hiroshima et de ses 70 000 habitants le 6 août 1945, puis les 40 000 victimes de Nagazaki le 9. Le Japon capitulera le 14 août. En 1947, le rapport parlementaire américain sur les circonstances qui ont conduit à l’utilisation de la bombe atomique conclut : « Le 28 juillet, le Premier ministre japonais rejetait l’ultimatum de Potsdam. Étant donné cette fin de non-recevoir, il ne nous restait plus qu’à prouver que la menace contenue dans l’ultimatum n’était pas vaine. À cette fin, la bombe atomique était une arme appropriée… »

Cependant, une traduction plus nuancée aurait peut-être eu des répercussions plus graves encore. En effet, si la bombe atomique n’avait pas été utilisée contre le Japon, le concept de dissuasion nucléaire n’aurait pas existé et le monde n’aurait pas été à l’abri d’une troisième guerre mondiale.



Ban Takhé
(1946)

Le comité de réception

Franck Sénateur

Franck Sénateur

Indochine, automne 1946. Après les échecs des conférences de Fontainebleau et de Dalat, l'heure n'est plus aux négociations, mais à la guerre. Le corps expéditionnaire français a pris pied et, après de nombreuses escarmouches menées par le Vietminh, la consigne est la reprise en main de la situation. Pas question de laisser le champ libre aux communistes qui mettent en péril l'Union française. Un seul mot d'ordre : occuper le terrain pour montrer la grandeur retrouvée et la capacité de protection de la France.

Dans chaque poste, la consigne est de sortir patrouiller et de faire le tour des villages indigènes de son secteur. Le chef de section rencontre le chef du village ; on boit le thé, écoute les doléances, assure la population de son soutien, puis on repart. Une fois la place vide, le Vietminh en fait autant, de préférence la nuit, en prélevant une partie des réserves pour se nourrir et en faisant jurer aux villageois de bien soutenir leur cause, à l'encontre des envahisseurs impérialistes…

Si le Tonkin et la Cochinchine semblent prêts à basculer du côté du Vietminh, le Laos et l'Annam sont plus calmes et pro-français. Il n'empêche, là aussi, la tournée des villages s'impose.

Ce jour-là, un vieux capitaine de la coloniale, à la tête de sa section, se plie à l'exercice. Comme le racontera plus tard un sergent, ancien de la Wehrmacht : « À l'aller, pas *te* problème. Les petits *blets* qu'on rencontrait étaient bourrés *te* monde. Même les civils étaient au *gart-à-vous* ! »

À chaque fois, la section rencontre un accueil enthousiaste. Des petits drapeaux français agités par tous, des bols de riz en offrande et des paroles de bienvenue. De quoi rassurer le plus méfiant des militaires, fut-il de la « Colo ». Mais ce diable de

capitaine en a vu d'autres et au troisième village, un doute l'assaille. Il commence à comprendre que des émissaires les précèdent, qui alertent la population, lui donnant le temps de préparer un comité d'accueil, aussi éphémère qu'hypocrite. Un changement de tactique est décidé, fondé sur la surprise. Après étude de la carte, il décide donc subtilement d'arriver au village suivant, Ban Takhé, par une autre piste, après l'avoir contourné par le nord. Habile manœuvre…

Effectivement, lorsqu'ils se présentent, les abords du village sont vides. Un silence total les accueille. Un sourire éclaire le visage du chef de section. Alors, n'avait-il pas raison ?

Sans plus attendre, l'ordre est donné de bouter le feu à ce village rebelle. Les Zippo lèchent les premières cagnas de bambous, qui soudainement s'embrasent en crépitant comme une multitude de petits pétards, transformant en quelques instants la bourgade en un joyeux feu de la Saint-Jean ! Une épaisse fumée monte fièrement vers le ciel gris, comme un avertissement sans appel : voilà le sort qui attend désormais ceux qui pactiseront avec l'ennemi !

Moins de cinq minutes plus tard, la foule gesticulante et affolée des villageois apparaît, vociférant et braillant comme une bande de damnés, en revenant de l'autre côté du village où elle attendait sagement. Et bien entendu, tous avaient à la main leurs petits bols de riz, des bananes et des drapeaux français…

La RC 4
(4-10 octobre 1950)

L'« Indo » à dos

Éric Dumont

La route coloniale 4 ou RC 4 est une voie, au nord de l'Indochine, qui longe la frontière chinoise sur deux cents kilomètres, pour ravitailler les places fortes françaises réparties tout le long : Lang Son, Na Cham, That Khê, Dong Khê et Cao Bang.

Dès le début de 1949, des experts militaires préconisent l'évacuation de tous les postes de la RC 4. Le gouvernement approuve cette proposition. Le commandant de la zone opérationnelle, consulté, s'oppose fermement à cette évacuation et le débat rebondit. La décision est ajournée.

En septembre 1949, Mao Tsé Toung prend le pouvoir en Chine. Il va dès lors soutenir les indépendantistes du Vietminh, les équiper et monter des camps d'entraînement le long de la frontière. La guerre va changer de nature. La guérilla se double d'un véritable conflit conventionnel.

Dès 1950, le Vietminh accentue sa pression sur le terrain. L'insécurité des postes militaires augmente, le harcèlement est incessant, le taux des pertes françaises s'élève. Le Vietminh est devenu une véritable force militaire. La présence française dans les places fortes du Tonkin se révèle intenable. Il faut évacuer, mais il est déjà trop tard.

Le Vietminh frappe un grand coup. Le 25 mai 1950, il prend Dong Khê, une des places fortes intermédiaires. Le surlendemain, les Français la reprennent.

Début septembre, la décision est prise d'évacuer Cao Bang, la place la plus éloignée. Mi-septembre, le Vietminh reprend Dong Khê, coupant ainsi la route de repli.

Les Français foncent dans le piège : ils parachutent de nombreux renforts pour sécuriser l'évacuation par la RC 4.

Le 4 octobre, après destruction des fortifications et des munitions restantes, Cao Bang est évacuée. La suite sera désastreuse pour les Français. Le Vietminh, en supériorité numérique, a l'avantage du terrain. La route, encaissée en de nombreux points, favorise les embuscades mortelles. Les unités sont encerclées et réduites une à une. Des pluies diluviennes accablent les Français. Les ponts ont été détruits : les militaires doivent traverser des cours d'eau en crue à l'aide d'embarcations de fortune, sous le feu du Vietminh.

Après trois jours de traque, le 10 octobre, les troupes françaises sont presque exterminées. Le 17 octobre, la dernière place forte, Lang Son, est évacuée dans la panique. Le Vietminh y trouvera assez de matériel et de munitions pour équiper 10 000 combattants. Le corps expéditionnaire français aura, quant à lui, perdu 5 000 hommes.

L'évacuation aurait dû être décidée un an plus tôt. Jamais la RC 4 n'aurait dû être choisie pour l'évacuation. Et l'opération a été pilotée depuis Lang Son, à plus de 100 kilomètres des combats.

Pour le Vietminh, la bataille de la RC 4 est un tournant : elle prouve que le corps expéditionnaire français peut être battu. Cette catastrophe marque le début des guerres de décolonisation et préfigure le drame algérien.



Opération *Eagle Claw*
(24 avril 1980)

JIMMY S'EN VA-T-EN GUERRE

Éric Dumont

Le 4 novembre 1979, les islamistes iraniens forcent les grilles de l'ambassade américaine à Téhéran et prennent cinquante-trois personnes en otage. Les États-Unis sont humiliés.

Le président Carter brigue un second mandat. Si la crise n'est pas résolue rapidement, sa réélection est compromise. Le règlement de cet affront doit être sans concession ; l'Amérique doit frapper fort.

En 1979, en pleine révolution, Ross Perot, patron d'Electronic Data System, a fait libérer des prisons iraniennes deux de ses ingénieurs par un commando composé d'anciens Bérets verts du Vietnam. Ce qu'un chef d'entreprise a réussi, le gouvernement des États-Unis peut le faire…

Carter donne donc le feu vert aux militaires pour la libération des otages. Le 7 avril 1980, il rompt les relations diplomatiques avec l'Iran. Deux semaines plus tard, il lance l'opération *Eagle Claw*.

Les lieux de détention des otages, situés au cœur de Téhéran, interdisent un sauvetage avec des avions seuls. La ville est hors de portée d'hélicoptère. Le plan échafaudé sera donc complexe, combinant plusieurs vecteurs.

Six avions transporteurs de type Hercules déposeront en plein désert iranien, au point *Desert One*, à 300 kilomètres de Téhéran, du carburant et des hommes pour les hélicoptères. Huit hélicoptères du porte-avions *Nimitz* doivent quant à eux transporter les commandos à 60 kilomètres de la capitale. Ils seront ensuite véhiculés par des camions, achetés par des agents de la CIA, jusqu'à une planque à proximité de la ville. Sitôt les otages libérés, des hélicoptères doivent se poser dans un stade proche de l'ambassade et évacuer tous les Américains ; 75 rangers sécuriseront un aéroport désaffecté, à 50 kilomètres de Téhéran, où des gros porteurs les

embarqueront. Six Hercules et huit hélicoptères lourds seront nécessaires. Sur le papier, tout cela fonctionne admirablement. Il en ira tout autrement sur le terrain.

Le 24 avril, les six Hercules se posent à *Desert One*. Première péripétie : au même moment, un bus iranien se présente, avec quarante-quatre passagers à bord, qu'il faudra maintenir sur place…

Puis deux hélicoptères tombent en panne en plein vol. Une violente tempête de sable se lève, retardant les autres de deux heures. Un troisième hélicoptère tombe en panne. Avec seulement cinq appareils, la mission devient impossible : elle est annulée.

La poisse continue pourtant : en décollant, un hélicoptère heurte un avion, qui s'enflamme. Trois hélicoptères sont endommagés par l'explosion des munitions chargées à bord de l'Hercules. Huit Américains trouveront la mort. Dans l'affolement, de nombreux documents impliquant des agents de la CIA en Iran sont oubliés sur place.

L'opération *Eagle Claw* aura montré les limites d'un plan complexe et c'est Ronald Reagan qui remportera l'élection présidentielle.

Comme en conclura un général américain : « Une opération compliquée doit rester simple. »

La bataille de Mogadiscio
(3-4 octobre 1993)

Opération *Gothic Serpent*

Éric Dumont

En 1990, le dictateur somalien Mohamed Siyad Barre est destitué. La Somalie sombre alors dans la guerre civile. Aux 60 000 victimes directes du conflit, s'ajoutent 400 000 morts causées par la famine qui s'ensuit. Le 3 décembre 1992, l'ONU lance l'opération *Restore Hope*, avec pour objectifs la reconstruction du pays, une aide alimentaire et la réconciliation des factions : 25 000 Marines américains débarquent, épaulés par 15 000 militaires de dix-sept nations différentes, sans pouvoir endiguer les violences quotidiennes.

En mai 1993, l'ONU décide de réduire la présence militaire à 28 000 hommes. Cette situation marquera la recrudescence des agressions contre le contingent international. Les Somaliens organisent, sous le commandement du général Mohamed Farrah Aïdid, une résistance contre ce qu'ils considèrent comme une armée d'occupation. Le 5 juin, une embuscade provoque la mort de 25 soldats pakistanais de l'ONU.

Le contrôle de la situation repose sur la capture du chef somalien. En octobre 1993, les Américains vont s'y employer en lançant l'opération *Gothic Serpent* qui vise à l'éliminer.

Le 3 octobre, ils apprennent par un informateur que le général Aïdid va tenir une réunion à Mogadiscio. L'opération, qui débute à 15 h 30, doit durer trente minutes. Elle est entièrement coordonnée depuis le QG américain de l'aéroport de Mogadiscio, à cinq kilomètres au sud-ouest de l'action, d'où décollent les hélicoptères. La Delta Force est héliportée dans le quartier de la mer Noire, infesté des milices d'Aïdid. Elle capture vingt-quatre chefs somaliens, mais pas le général. Un convoi de camions lourds, positionné au Paki Stadium, à deux kilomètres au nord-est de la zone, doit les rejoindre. Or, au cours de l'intervention, un ranger

tombe d'un hélicoptère et se blesse gravement. Il faut l'évacuer ; l'opération prend du retard. Les camions américains doivent évoluer dans des ruelles étroites sous des tirs violents. Un hélicoptère est abattu par une roquette. Un second hélicoptère, venu lui porter secours, est abattu à son tour. Les morts américains s'accumulent.

Des blindés envoyés en renfort, avec des éléments de la 10e division de montagne, doivent évoluer dans des ruelles à peine plus larges que les véhicules. Une centaine d'Américains sont bloqués, encerclés dans le quartier.

À 6 h 30, le 4 octobre, après d'âpres combats, les derniers militaires peuvent quitter la zone : 18 Américains auront été tués et 84 blessés. Les Somaliens laissent 800 morts sur le terrain, dont les deux tiers de civils.

Des images montreront les miliciens traînant des corps de rangers à l'arrière de pick-up. Deux jours plus tard, au cours d'une intervention télévisée, Bill Clinton annonce la fin des opérations contre Aïdid. Six mois plus tard, la quasi-totalité des soldats américains quitte Mogadiscio.

À partir de cette date, les États-Unis refuseront toute intervention à l'étranger, même à l'issue des attentats contre leurs ambassades à Nairobi et à Dar es-Salaam en 1998. Jusqu'au 11 septembre 2001.



L'objet

Par Claude Quétel



L’arbre de camouflage

Dans le *no man’s land* de la guerre des tranchées, ici en mars 1915 sur le front de la Somme, se dresse, incongru, un faux arbre observatoire. Cadré et photographié de près comme il l’est ainsi, il se désignerait immédiatement à l’artillerie ennemie. Mais il faut élargir le cadre. Déchiquetés par les éclats d’obus, les arbres qui l’entourent ne font pas plus vrais. Il faut compter aussi avec la distance. Comme son nom l’indique, ce faux arbre en tôle blindée peinte façon bois sert à observer les premières lignes ennemies. Celui-ci est un gros modèle de neuf mètres de haut, pesant trois tonnes et pouvant abriter deux guetteurs munis d’appareils optiques, sophistiqués pour l’époque. Il en est de plus petits, souvent mobiles, qui logent un périscope. D’autres postes d’observation plus étranges encore : faux buisson portatif, fausse meule de foin, fausse ruine, fausse borne kilométrique, faux cheval mort…

Avec la Grande Guerre, le camouflage n’est pas en train de naître, car il est aussi ancien que la guerre elle-même et, avant celle-ci, la chasse, mais il se systématise dès que la guerre de mouvement fait place à la guerre de position et que les fronts figent. Dès l’automne 1914, il faut apprendre à se fondre dans l’environnement, en commençant par la couleur des uniformes : *feldgrau* – le trop fameux vert-de-gris – pour les Allemands, kaki pour les Britanniques, bleu horizon pour les Français, en lieu et place du mortifère pantalon garance. D’abord des initiatives individuelles visent à camoufler çà et là avec des toiles peintes une batterie d’artillerie. Le haut commandement prend les choses en main relativement vite en créant à Toul, dès février 1915, un premier atelier de camouflage. Lucien-Victor Guirand de Scevola, pour lors canonnier au 6e régiment d’artillerie, mais peintre déjà connu, en reçoit la direction et s’emploie aussitôt à réunir autour de lui une équipe d’artistes. Convaincu que le camouflage n’est pas une extravagance, Joffre ordonne la multiplication des ateliers au cours de l’été 1915, avec une unité centrale à Vincennes. Dès lors, cette activité ne va plus cesser de se développer, passant de quelques dizaines d’hommes à 125 du début à la fin de 1915, pour parvenir à 3 000 en 1918 dans une douzaine d’ateliers, s’appuyant eux-mêmes sur le travail de 10 000 femmes dans les fabriques de préparation des toiles peintes.



On camoufle tout, alors : les canons bien sûr, mais aussi les dépôts de munitions, les routes. On peint des paysages, des leurres destinés à détourner le feu de l'artillerie ennemie. Les chevaux blancs sont peints au bleu de méthylène pour les déplacements de nuit et les précieux pigeons voyageurs volent habillés de noir corbeau… Dans cette dynamique, les faux arbres d'observation prennent tout leur sens. Évidemment, l'installation se fait de nuit. Au moindre bruit, le tir de l'ennemi se déclenche. André Mare, peintre et l'un des fondateurs de l'Art déco, est affecté à un atelier de camouflage. Le 9 mai 1916, il écrit à son épouse : « J'avais trois arbres à planter en terrain découvert, à 800 mètres de l'ennemi. Ce qu'on a bouffé de la mitrailleuse ! Nous avons eu un homme blessé, ce qui est une chose extraordinaire, non pas qu'il soit blessé, mais qu'il soit le seul. » Grande

est la responsabilité des camoufleurs car la moindre inexactitude dans le faux décor fera découvrir ce que justement on voulait cacher.

André Dunoyer de Segonzac, Louis Marcoussis, Fernand Léger, mais aussi Joseph Pinchon, le père de Bécassine, et bien d'autres peintres et dessinateurs, des sculpteurs aussi, des décorateurs de théâtre sont affectés dans les ateliers de camouflage. Nombre d'entre eux sont influencés par le cubisme ; voilà que celui-ci, si décrié pourtant, s'adapte parfaitement à son objet, la figure s'intégrant au fond, la ligne brisée venant couper le profil des canons lourds ou encore des navires de guerre visés par les sous-marins.

Tous ces artistes ont le statut d'officier sans le grade. Le caricaturiste Jean-Louis Forain, engagé volontaire à soixante-trois ans, en profite pour se confectionner des tenues fantaisistes. André Mare agrémente son col de vareuse, d'ailleurs britannique, de grenades d'argent.

Du coup, les Poilus ne sont pas loin de voir en eux des « embusqués », en ne voulant considérer que leur activité dans les ateliers de l'arrière et non la dangereuse phase d'installation. Mare est blessé par un éclat d'obus au cours de l'une de ces nuits, au printemps 1917. Il en est presque soulagé. Il n'aura plus l'air d'un planqué.



CHAPITRE III

PUTSCHS MANQUÉS

Prendre le pouvoir, installer une direction galonnée au sommet de l'État, n'est-ce pas l'apogée de la réussite militaire ? Mais l'art du putsch constitue un exercice plus délicat qu'on ne pourrait le croire, si bien que, pour nombre d'aspirants à la stratocratie, la tragédie s'est achevée en comédie.



La conspiration de Séjan
(18 octobre de l'an 31 après J.-C.)

L'aigle et la vipère

Nicolas Mietton

En l'an 14 après J.-C., tout récemment devenu empereur, Tibère soupe dans la grotte marine de Sperlonga quand la voûte s'effondre. On le dégage, sauvé par un officier valeureux et de belle prestance, qui lui a fait un rempart de son corps : Séjan. L'accident va faire la fortune de ce dernier : séduit par cette preuve de loyauté, le maître de Rome ne jure désormais plus que par lui. Hélas, comme il arrive souvent à celui qui, au sommet, n'est plus entouré que de flatteurs et d'ennemis, Tibère choisit le moins digne.

Simple chevalier originaire de Bolsena, en Étrurie, Séjan est un parvenu. Tibère s'en moque car son favori est efficace. Sa fulgurante ascension récompense son talent. Dès l'an 15, il devient préfet du prétoire – à la fois chef du gouvernement et chef de la police. Il concentre à Rome les troupes prétoriennes, mettant ce corps d'élite au service du régime. L'empereur en a bien besoin quand, à la mort de son neveu Germanicus, en l'an 19, les Romains déchaînés l'accusent de l'avoir fait empoisonner.

Impopulaire et paranoïaque, Tibère compte sur son favori pour assurer sa sécurité. De son côté, le ministre exploite les peurs et les haines de son maître. Comme celui-ci ne supporte plus les intrigues du palais, Séjan le persuade en l'an 26 de se retirer à Capri. Trois ans plus tard, la mère de Tibère, Livie, s'éteint. Débarrassé de la vieille dame et de sa surveillance soupçonneuse, le préfet du prétoire a les mains libres pour s'acharner contre la famille de Germanicus. Pendant deux ans, de l'an 29 à l'an 31, il a les légions et le Sénat en main ; seule lui manque la puissance tribunitienne qui ferait de lui l'égal de l'empereur.

Alors que tout lui sourit et qu'il s'apprête à entrer dans la famille impériale en épousant la petite-fille de Tibère, un événement inattendu l'abat. Antonia, belle-sœur

de Tibère et mère du défunt Germanicus, a assisté impuissante à la ruine de sa famille. Il ne lui reste plus qu'un seul petit-fils, appelé Caïus César. Comme elle veut à tout prix le protéger, elle envoie à Capri son affranchie Cænis, porteuse d'un message verbal : que Tibère prenne garde, car Séjan conspire… Grâce à sa fabuleuse mémoire, Cænis donne des précisions.

Alerté, le vieillard se renseigne et découvre la trahison de sa créature, qui vient le voir en son île. L'empereur dissimule ses sentiments, mais, au moment des adieux, ne peut s'empêcher de fondre en larmes : « La moitié de mon âme s'en va avec toi », dit-il à Séjan, qui repart à Rome. Peu de temps après, pendant une délibération du Sénat, arrive une lettre de l'empereur que lit un haut fonctionnaire ambitieux nommé Macron. Dans un style alambiqué, Tibère y dénonce la mauvaise gestion de Séjan, sans s'attaquer directement à sa personne.

Malgré tout, le message est clair. Effrayés, les sénateurs se lèvent et font le vide autour du favori, tout-puissant l'instant précédent, maintenant seul et muet sur son siège. Le préfet des vigiles s'approche et le somme de le suivre. Abasourdi, Séjan ne comprend pas immédiatement, puis sort sous les huées de ses collègues qui votent sa mort la nuit même. Son cadavre est traîné sur l'escalier des Gémonies, déchiqueté par la plèbe et jeté au Tibre. Dans les jours qui suivent, Macron, devenu le nouveau préfet du prétoire, s'occupe des purges. Il se débarrasse des partisans et de la famille de Séjan dont les deux fils sont exécutés, ainsi que sa fille. Comme elle est encore vierge et mineure, le bourreau la viole avant de l'étrangler. Les Romains frémissent d'horreur.

La conspiration de Séjan provoque une crise au sommet de l'État. Tibère fait régner la terreur à Rome où il ne met plus les pieds. Le cœur brisé par la trahison de son seul ami, il survit encore six ans, avant de mourir au printemps de l'an 37, peut-être étouffé sous un coussin par Macron. Caïus César lui succède, plus connu dans l'Histoire sous le nom de Caligula. Ainsi le putsch manqué de Séjan n'a-t-il abouti, en définitive, qu'à placer un nouveau monstre sur le trône des Césars…



Le naufrage du Calfat
(21 avril 1042)

Querelles byzantines

Nicolas Mietton

Elle, c'est Zoé, la « Porphyrogénète », née soixante-trois ans auparavant dans « la Pourpre » ou la Porphyra, chambre plaquée de porphyre, au cœur du Palais sacré de Constantinople. Encore belle, dotée d'un orgueil sans limites, elle laisse le pouvoir à son mari qu'elle a placé sur le trône, Michel IV.

Celui-ci ne peut gouverner : de trente ans plus jeune que son épouse, le bel étalon de jadis n'est plus qu'un malade épileptique et hydropique. Il confie le soin de l'État à son frère aîné, l'eunuque et moine Jean l'Orphanotrophe, corrompu et haï. Préoccupé par la succession de son frère, le ministre jette les yeux sur leur neveu, fils de leur sœur et d'un ouvrier du port de Constantinople, un simple calfat, travaillant à rafistoler la coque des navires. L'inexpérience du jeune homme – également prénommé Michel – garantit l'avenir : avec ce novice, Jean l'Orphanotrophe est sûr de conserver le pouvoir.

Le moine en parle à son impérial frère, qui laisse faire, et convainc Zoé d'adopter le garçon. La cérémonie a lieu en l'église Sainte-Marie des Blachernes. L'impératrice prend Michel sur ses genoux, tandis que l'empereur l'élève à la dignité de César.

Le nouvel héritier du trône accumule les marques de soumission à l'égard de l'eunuque, qui se méfie pourtant et songe même à le révoquer, quand l'empereur succombe, le 10 décembre 1041. Impossible d'éviter l'avènement de Michel V, surnommé par le peuple « Michel le Calfat », en souvenir de la profession de son père.

Le nouveau souverain disgracie son oncle-eunuque et procède à d'excellentes réformes, rompant ainsi avec le laisser-aller du règne précédent. Ces mesures lui apportent une énorme popularité auprès de la bourgeoisie, enrichie par la prospérité

de l’Empire. Les « gens du marché » espèrent participer aux affaires et disputer les honneurs à la noblesse. Lors de la procession de Pâques, le 12 avril 1042, ils acclament Michel V, qui brûle maintenant d’éliminer Zoé. Il l’accuse donc d’avoir voulu l’empoisonner et la condamne au bannissement. Dans la nuit du 18 au 19 avril, revêtue d’un humble habit de religieuse, elle a les cheveux coupés. Sur le navire qui l’amène aux îles des Princes, lieu d’exil des empereurs détrônés, la malheureuse invoque feu son oncle Basile II : « Me voici déchue… Du haut du ciel, veille sur moi et, de toute ta puissance, sauve ta nièce ! »

Savourant son forfait, Michel V ordonne de faire proclamer la déchéance de sa mère adoptive dont l’exil suscite la consternation dans la capitale. Tous veulent faire le sacrifice de leur vie pour l’impératrice. Les femmes sont particulièrement virulentes : « Où est donc notre mère ? Comment ce monstre a-t-il pu porter la main sur elle ? »

Bientôt, une formidable émeute gronde aux portes du palais. Michel V rappelle en catastrophe Zoé, aussi terrifiée que lui. Tous deux paraissent dans la tribune impériale de l’hippodrome. L’impératrice tente d’apaiser le peuple, mais la vue de ses cheveux coupés accroît la rage des émeutiers. Craignant une réconciliation entre la Porphyrogénète et le Calfat, ils se précipitent au couvent du Pétrion chercher la sœur de Zoé, Théodora. Malgré ses protestations, la vieille dame est conduite à Sainte-Sophie, où le patriarche la couronne.

Le Calfat se réfugie au monastère de Stoudion, où la foule déchaînée le suit. On l’arrache de l’autel pour le traîner dans les rues, sous les huées et les crachats. Arrive la fatale nouvelle : il est condamné à être aveuglé. Michel pleure, supplie, se débat, tant et si bien que le bourreau doit le garrotter. Gémissant, les yeux crevés, il est jeté dans un monastère.

Au palais, Zoé accueille sa sœur. Les deux princesses s’embrassent et reçoivent les hommages de leurs sujets éperdus. Elles sont sauvées, mais le coup d’État manqué a des conséquences inattendues : le peuple s’est paradoxalement débarrassé d’un empereur issu de ses rangs pour sauver une autocrate qu’il considère comme son talisman. Pour la première fois, les humbles ont décidé de leur sort, ce que la noblesse n’oubliera pas. Désormais, elle fera tout pour leur barrer le chemin du pouvoir, ce qui conduira à un blocage des institutions qui se révélera fatal à l’Empire byzantin.

La conspiration Malet
(22 octobre 1812)

VIRE L'EMPEREUR !

Éric Dumont

En 1812, la France est en guerre depuis près de vingt ans. Après les victoires éclatantes de l'épopée napoléonienne, le pays goûte à l'amertume des défaites.

En pleine campagne de Russie, alors que la Grande Armée vient de quitter Moscou pour entreprendre la retraite qui lui sera fatale, Paris est attentiste.

Un ancien général, Claude-François Malet, dont la vie a été ponctuée de conspirations, a formé le projet de renverser l'Empire. Il sera à deux doigts d'y parvenir : Napoléon le reconnaîtra lui-même à Sainte-Hélène.

Fervent républicain, le général Malet s'est distingué pour son comportement militaire honorable et son opposition au Consulat, puis à l'Empire. Il sera mis à la retraite en 1805 pour ses idées, puis emprisonné, en 1807 et 1808, pour délit politique.

À sa sortie, il ourdit deux complots qui, déjoués, lui valent un nouvel emprisonnement, puis un internement dans une maison médicale.

Malet possède un réseau de relations à tous les échelons de la société. Lors de son internement, il rédige des décrets à adopter au Sénat pour mettre fin à l'Empire et désigner un gouvernement provisoire. Les nominations, les proclamations, les instructions sont prêtes. Elles doivent permettre aux complices de Malet, mais aussi à des hommes ignorants du complot, de se rendre maîtres du pouvoir.

Le 22 octobre 1812 au soir, Malet échappe facilement à la vigilance de ses gardiens. Revêtu de son uniforme, il se rend à la prison de la Force où il fait libérer, sur de faux ordres, les généraux Lahorie et Guidal. Le premier était soupçonné d'avoir trempé dans un précédent complot et le second, d'avoir conspiré avec les Britanniques. Ils se rendent à la caserne Popincourt, où stationnent la garde de Paris ainsi qu'une cohorte de la Garde nationale. Malet déclare que Napoléon est mort

sous les murs de Moscou et qu'en conséquence, il a pour mission d'assurer l'ordre dans la capitale. Le commandant de la caserne obéit aux ordres : il prête un détachement pour arrêter le ministre de la Police, Savary, et le préfet de police.

À la tête d'une autre troupe, Malet se rend à l'Hôtel-de-Ville et demande que soit préparée la salle que le Gouvernement provisoire doit venir occuper.

Il se rend ensuite au quartier général, place Vendôme, pour prendre le commandement de la place de Paris. Devant les réticences du général Hulin, gouverneur militaire, Malet lui tire une balle dans la mâchoire, puis se rend à l'état-major. Devant le colonel Doucet et son adjoint Laborde, il annonce de nouveau la mort de l'Empereur. Sceptiques, les deux officiers voient dans un miroir, derrière Malet, que celui-ci s'apprête à se saisir d'un pistolet. Ils se jettent sur lui et le désarment. C'est la fin du complot.

Tous les conspirateurs seront fusillés six jours plus tard, y compris les complices involontaires. Napoléon est furieux, car le complot a échoué de peu et la solidité du régime impérial apparaît toute relative.

Si Malet avait réussi, la République aurait été rétablie. Marianne devra attendre 1848 pour reparaître.



La couronne de Yuan Shikai
(12 décembre 1915)

L'empire du Bilieux

David Alliot

En cette fin de XIXe siècle, la Chine impériale s'enfonce dans le chaos. À la cour, deux factions s'affrontent : d'un côté, les progressistes, regroupés autour de l'empereur Kouang-siu ; de l'autre, les conservateurs, qui gravitent autour de sa tante, l'impératrice douairière Tseu-hi. Cette dernière, trouvant les réformes de son neveu trop dangereuses pour la noblesse chinoise, entreprend un coup d'État pour s'en débarrasser. Les deux camps se disputent les faveurs de Yuan Shikai, militaire expérimenté, partisan de l'ordre, mais favorable aux réformes. Averti du complot en préparation, Yuan Shikai se présente devant l'empereur et lui propose de neutraliser définitivement Tseu-hi. Mais ce dernier hésite… Las des tergiversations impériales, le général rejoint le camp conservateur et lâche l'empereur, qui vit désormais assigné à résidence dans son palais. Dès lors, le pouvoir et l'ascension de Yuan Shikai ne connaîtront plus de limites. Principal chef militaire chinois et habile tacticien, il manœuvre entre les ambitions européennes et japonaises, tout en se rendant indispensable à tous, pour préserver au mieux ses intérêts et surtout son armée.

En 1908, Kouang-siu et Tseu-hi meurent à un jour d'intervalle. Un enfant monte sur le trône céleste sous le nom de Pu-yi. Relevé de ses fonctions, Yuan Shikai se retire en province et attend son heure, le vieux militaire jouissant toujours d'un certain prestige dans l'armée chinoise.

En 1911, la monarchie s'effondre et la république est proclamée. À Pékin, le dernier empereur vit en reclus dans la Cité interdite, tandis que Yuan Shikai devient premier ministre et Sun Yat-sen, président de la République. Mais très vite, le militaire prend le pas sur le révolutionnaire, et en 1912, après un coup d'État, Yuan Shikai est nommé président de la République à son tour. De 1912 à 1915, il élimine

ses opposants, s'assure le soutien de l'armée et concentre bientôt tous les pouvoirs en obtenant un parlement à sa botte.

Se croyant alors intouchable, le nouveau satrape envisage tout simplement de fonder une nouvelle dynastie pour rétablir l'ordre et l'autorité dans le pays… Le 12 décembre 1915, le Parlement chinois demande donc au président de la République de restaurer la monarchie. Dans un premier temps, celui-ci refuse, mais fait mine de céder devant la pression insistante des parlementaires. Le soir même, Yuan Shikai se fait proclamer empereur sous le nom de Hongxian (« Abondance constitutionnelle »). Cette décision causera sa perte.

Le rétablissement de la monarchie est accueilli avec incrédulité par la population chinoise. Si le Nord, bien tenu en main par l'armée, reste fidèle au pouvoir, le Sud du pays se révolte immédiatement, et des régions proclament ouvertement leur indépendance. Dans les chancelleries occidentales, la nouvelle est aussi accueillie avec stupeur. Pour les Occidentaux et les Japonais, il est hors de question de voir un régime fort s'installer aux frontières de leurs colonies et concessions. À Pékin, républicains et intellectuels entrent en résistance, tandis que les monarchistes restent fidèles à Pu-yi, toujours retranché dans la Cité interdite.

Néanmoins, en attendant que la situation s'éclaircisse, la mode d'antan revient temporairement au goût du jour. Les fonctionnaires se laissent à nouveau pousser la natte, les vieilles robes d'apparat sont à nouveau de sortie… Pour peu de temps. Lâché par ses alliés et ses soutiens militaires, l'empire du nouveau souverain se réduit comme une peau de chagrin. Pour sauver son pouvoir, Yuan Shikai propose d'abord de renoncer à son couronnement, puis d'abdiquer et enfin de redevenir simple président de la République. Mais ces décisions viennent trop tard, la révolte est à Pékin. Le 22 mars 1916, Yuan Shikai se retire. Il meurt quelques semaines plus tard, le 4 juin, après avoir « régné » quatre-vingt-quatre jours sur la Chine… Par sa faute, le pays se délite complètement. L'État central n'existe plus et un peu partout, les seigneurs de la guerre font désormais la loi sur les territoires qu'ils contrôlent. Il faudra attendre 1949 pour qu'un nouvel empereur – rouge cette fois – réunifie le pays, et assure enfin la stabilité du Céleste Empire…

Le *Business* Plot
(1934)

Qui veut la peau du président Roosevelt ?

Philippe Di Folco

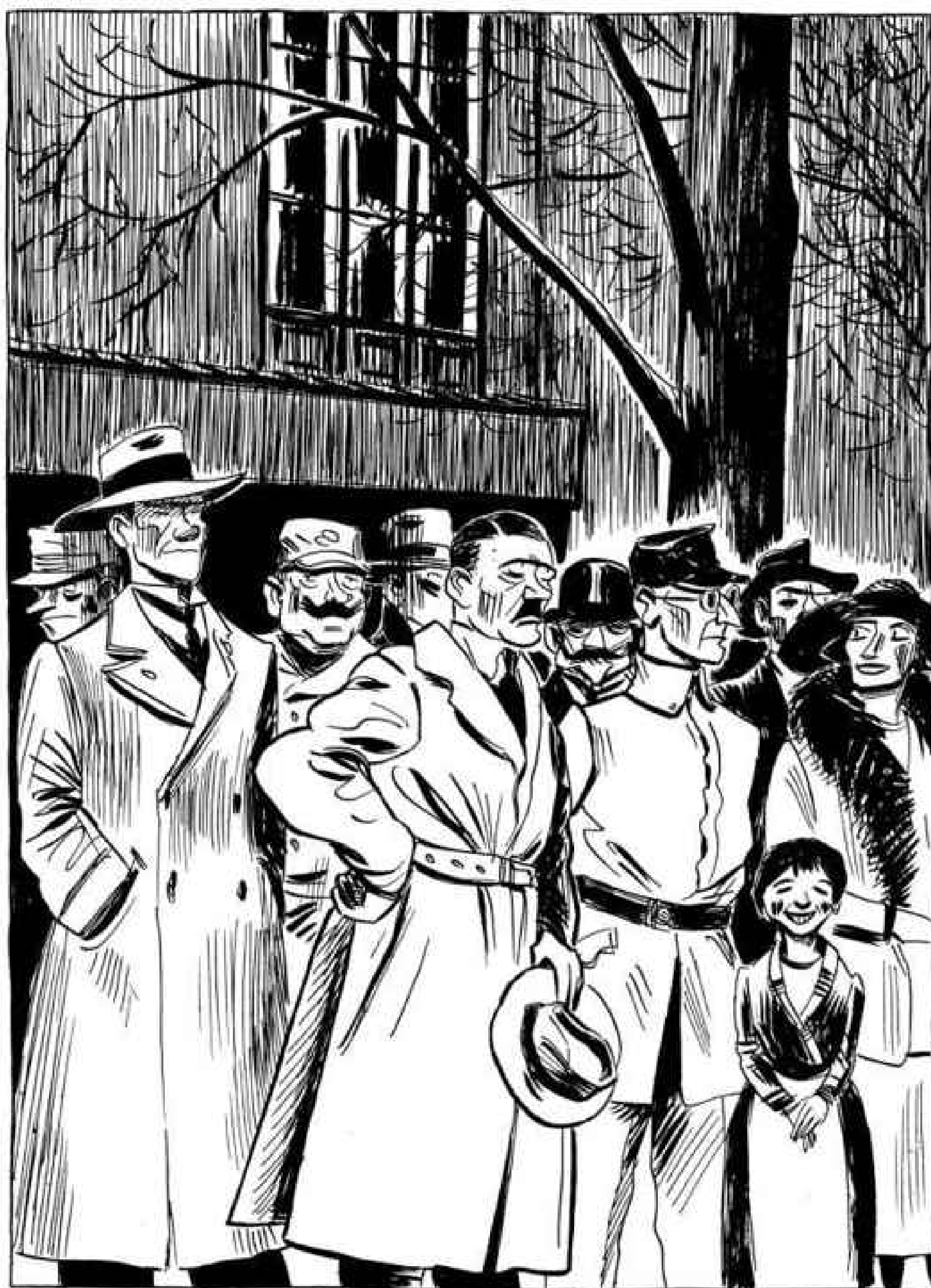
Un an après son investiture, le président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, découvre au cours des premiers mois de l'année 1934 qu'un coup d'État se prépare en vue de le renverser. Qu'a-t-il donc fait pour mériter ça ? Le *New Deal*, bien sûr : ce programme national de redistribution des richesses, promis lors de la campagne électorale de 1932 et immédiatement qualifié par ses opposants de « sacrilège cryptocommuniste ». Il faut dire que Roosevelt n'y va pas par quatre chemins. Au pays du libéralisme-roi, le président fait passer en force un cocktail de lois qui prévoient, entre autres, de taxer les revenus les plus importants à 90 % et de multiplier par dix les dépenses budgétaires, dans le cadre de grands projets fédéraux. « Un Soviet à la Maison blanche ! » s'exclament en chœur les frères Du Pont de Nemours, patrons de la plus grosse entreprise chimique mondiale. Alfred P. Sloan, président de la banque JP Morgan, mais aussi William S. Knudsen de la General Motors, se rallient à ce point de vue, et bientôt, ces puissants *businessmen* se réunissent en grand secret pour fonder l'American Liberty League : à force de lobbying, ils comptent dans leurs rangs plus d'un million de membres.

Plus grave : en janvier 1933, trois millions de dollars sont réunis afin de constituer, entraîner, motiver une véritable milice paramilitaire. Sa mission ? Renverser Roosevelt. Le modèle ? Entre les Croix-de-feu françaises et la SS allemande. L'industriel Hermann Schmitz, le patron d'IG Farben, n° 2 de la chimie mondiale, et le baron banquier Kurt von Schröder, à savoir les deux principaux soutiens financiers de Hitler, ont d'ailleurs envoyé quelques experts, via leurs filiales étrangères, auprès de cette ligue de patrons américains particulièrement remontés.

En grand secret, celle-ci recrute un général du corps des Marines à la retraite, trois fois médaillé : un certain Smedley Butler qui, après s'être illustré en Chine

contre les *Boxers* révoltés, puis en Amérique centrale, s'est battu sur le front français en 1917-1918. D'abord séduit par la somme incroyable qu'on met à sa disposition, et aussi par les 500 000 réservistes et vétérans supposés être sous son commandement pour l'opération, Butler se met soudain à paniquer. Il connaît bien le pouvoir de l'argent. Lors d'un entretien donné à la presse, il affirmera plus tard avec force conviction que « la guerre est essentiellement une histoire d'argent. Les banquiers prêtent de l'argent à des pays étrangers et quand ceux-ci ne peuvent plus payer, le président envoie les Marines pour récupérer les sommes prêtées. Je sais tout ça : j'ai fait partie de dizaines d'expéditions de ce type. »

Butler, devant la perspective d'une nouvelle guerre civile, n'en dort plus. Quelle est donc la nature réelle du danger que représente Roosevelt ? À force de se poser des questions, et plutôt que de se laisser manipuler, le vieux général choisit un beau matin de novembre 1934 de se rendre à la Chambre des représentants, où il se confie à deux élus, John W. McCormack du Massachusetts et Samuel Dickstein de New York. Les deux hommes forment un comité qui demande une commission d'enquête. Aux États-Unis, c'est une première. Butler, auditionné et filmé, révèle sous serment les dessous du *Business Plot* : le 4 juillet 1935, jour de l'Indépendance et fête nationale, un demi-million de soldats devaient prendre d'assaut Washington DC, abattre Roosevelt et proclamer une dictature militaire de crise imposant la loi martiale à l'ensemble du pays !



Et si Hitler avait été assassiné ?

Les effets de cette déclaration sur l’opinion et la presse seront désastreux : Butler est tourné en ridicule, qualifié de fantaisiste ; on demande des preuves matérielles, s’étonne du silence de la Maison blanche ; enfin, le comité McCormack-Dickstein modérera les affirmations péremptoires de Butler dans ses conclusions. Le

général persistera en publiant un essai intitulé *War is a Racket* (*La Guerre c'est du racket*, 1935), profondément désillusionné sur sa carrière passée et la portée morale de ses campagnes militaires. Quant aux comploteurs financiers, ils se tiendront tranquilles, payant *illico presto* leurs impôts.

Le projet X
(1933-1945)

Hitlérien à perdre

Éric Dumont

Et si Hitler avait été assassiné ? Quelle eût été l'histoire du XXe siècle ? L'opération a été très sérieusement envisagée par les services secrets de l'armée française, en temps de paix, sous le nom de code : projet *X*. En 1938, l'hypothèse est abandonnée. Assassiner le chancelier régulièrement investi d'un pays voisin ? La méthode est désapprouvée par le président du Conseil, Daladier, le même qui renonce à défendre la Tchécoslovaquie à Munich.

Cette mort violente en aurait peut-être évité des millions d'autres ; certes, le nationalisme allemand aurait survécu à une telle action, mais celle-ci aurait changé la face du monde.

Le projet *X* était d'autant plus réalisable qu'il existait en Allemagne une opposition active, trop méconnue, qu'il aurait suffi de former et d'armer. De 1933 à 1945 d'ailleurs, Adolf Hitler a échappé à une quarantaine d'attentats.

Dès le 4 mars 1933, le militant communiste Kurt Lutter, aidé de plusieurs camarades, projette de placer une bombe lors d'un meeting à Königsberg. Ils sont arrêtés la veille.

L'année suivante, le Dr Joseph Römer tente à son tour d'assassiner le Führer. Il sera exécuté en 1942.

Le 4 juillet 1936, un étudiant juif, Helmut Hirsch, essaie à son tour à Nuremberg. Il est arrêté.

En 1938, Kurt von Hammerstein invite Hitler à visiter le chantier de la ligne Siegfried. Le chancelier devait être victime d'un accident. Il n'est jamais venu.

Le 8 novembre 1939, Johan Georg Esler pose une bombe au Bürgerbraükeller de Munich. Réglée pour exploser à 21 h 20, elle fera huit morts. Hitler devait rester jusqu'à 22 h, mais il a quitté la salle à 21 h 07, de crainte de manquer son train.

En 1941, le capitaine Graf von Waldersee compte abattre Hitler lors de sa venue à Paris et son ordonnance, lancer une grenade. Hitler ne vient pas.

En 1943, quatre tentatives ont été recensées. Des militaires ont prévu d'arrêter Hitler à son arrivée à l'aéroport de Potawa. Il atterrit à Saporoshi. Pas grave : un officier allemand doit faire exploser la bombe qu'il porte sur lui, lors de la présentation d'un nouvel uniforme pour la Wehrmacht. Un bombardement détruit les uniformes et la cérémonie est annulée. Le 11 mars, un officier d'ordonnance a prévu d'abattre Hitler à l'Obersalzberg. Ce jour-là, les officiers d'ordonnance seront interdits d'accès. Neuf jours plus tard, le 20 mars, Rudolf Christoph von Gersdoff porte une ceinture d'explosifs, tandis que Hitler visite le Berliner Zeughauf sur Unter den Linden. Le Führer quitte les lieux au bout de trente minutes ; l'explosion était réglée pour quarante-cinq minutes et l'officier allemand court désamorcer sa bombe dans les toilettes.

Le 20 juillet 1944, à Rastenburg, dans « le Repaire du loup », Klaus von Stauffenberg dépose une bombe dans la salle de réunion. Déplacée derrière le pied de la lourde table de chêne, l'engin ne tuera pas Hitler. (Voir *Folle Histoire* n° 1.)

En mars 1945 encore, pour éviter l'anéantissement de l'Allemagne, l'architecte et ministre Albert Speer forme le projet de déverser un gaz mortel dans le système de ventilation du bunker où s'est réfugié le Führer. Comble de l'ironie, le lieu de stockage du gaz est détruit par un bombardement…

La baie des cochons
(16 avril 1961)

Cochon qui s'en dédit

Éric Dumont

Le 1er janvier 1959, un jeune avocat nommé Fidel Castro renverse le dictateur cubain, le général Batista. L'île, indépendante depuis la guerre hispano-américaine de 1898, n'est qu'une destination exotique, où les cocktails coulent à flot pour les touristes américains qui s'adonnent sans retenue aux jeux d'argent.

Sitôt en place, le *Líder Máximo* précise qu'il respectera l'accord sur la présence de la base navale américaine de Guantánamo. Les États-Unis sont rassurés.

Mais dès la fin de 1959, les autorités cubaines exproprient et nationalisent les entreprises américaines pour plus d'un milliard de dollars. Puis Cuba signe un accord commercial avec l'URSS. La nature communiste du nouveau régime est avérée.

Les États-Unis s'inquiètent de cet allié des Soviétiques à moins de 240 kilomètres de leurs côtes. Dès mars 1960, Allen Dulles, le directeur de la CIA, décide le président Eisenhower d'armer et d'entraîner les Cubains exilés, dans des camps, au Guatemala ou au Panamá. Il faut renverser le régime cubain par une action militaire clandestine. Sitôt élu président, Kennedy affirme sa volonté de libérer Cuba des communistes. En fonction à partir du 21 janvier 1961, il reprend donc à son compte le projet de débarquement d'exilés cubains. Ce sera l'opération de la baie des Cochons.

Le 15 avril 1961, six navires appareillent du Nicaragua, transportant à leur bord 1 300 combattants exilés cubains. Dans le même temps, des bombardiers américains B 26, repeints aux couleurs de l'armée de l'air cubaine et pilotés par des exilés cubains, vont bombarder la base aérienne de La Havane, ne détruisant que trois avions. Le lendemain, les exilés débarquent dans la baie des Cochons.

Contrairement aux attentes américaines, la population ne se soulève pas, mais soutient Castro. Les agents de la CIA, parachutés quelques jours plus tôt pour effectuer des opérations de sabotage, sont immédiatement arrêtés. En deux jours, 20 000 militaires cubains enserrent et réduisent la tête de pont des exilés. La CIA demande l'intervention de troupes régulières au président Kennedy, qui refuse. Au bout de deux jours, 1 200 exilés se rendent. Une centaine des leurs ont été tués.

Kennedy assume l'échec de l'opération. Cuba se rangera ouvertement et durablement dans le camp communiste.

Le putsch invisible du capitaine Borghese
(7-8 décembre 1970)

La nuit des gardes forestiers

Philippe Di Folco

Se souvient-on de la situation politique extrêmement périlleuse de l'Italie à la toute fin des années 1960 ? Une véritable poudrière, sans commune mesure au sein de la jeune Communauté européenne : face à une extrême gauche structurée et radicale, une extrême droite militarisée, armée jusqu'aux dents, trouve des soutiens jusque dans l'armée et l'aristocratie. Un parti fait trembler l'ensemble de la classe politique, le *Fronte nazionale*, qui prétend aller au-delà des idéaux fascistes et accomplir ce que Mussolini n'a fait qu'ébaucher. Aussi, depuis 1960, alors que les politiciens tentent de légiférer, oscillant entre les communistes sans réel programme et les démocrates-chrétiens condamnés au compromis, un homme répondant au nom de Valerio Borghese décide de déclencher un coup d'État. Dans la nuit du 7 au 8 décembre 1970, à Rome, il va s'emparer de tous les points névralgiques du pays, infiltrant simultanément les états-majors de l'armée, les ministères, la RAI et la plupart des postes-clés dans les grandes villes.

Junio Valerio Borghese est né le 6 juin 1906 à Artena, près de Rome, dans la noblesse. Il compte parmi ses ancêtres le pape Paul V (1552-1621), son père est diplomate, le jeune homme a reçu une éducation britannique et semble promis à bel avenir. Il assiste à l'humiliation italienne au sortir de la Grande Guerre. Intégrant *la Navale* de Livourne, l'adolescent voit en la prise du pouvoir par Mussolini, en 1922, la possibilité d'une revanche. Durant les années 1930, il fait ses premières armes aux commandes d'un sous-marin, dans le cadre d'un commando de soutien aux hommes de Franco lors de la guerre civile espagnole. Après le déclenchement du second conflit mondial, Borghese dirige une flottille de petits submersibles capables d'inquiéter la Royal Navy en Méditerranée. Las, durant l'année 1941, il essuie deux échecs au large de Gibraltar. En septembre 1943, après la chute du Duce, Borghese

refuse de rallier les Alliés et part avec quelques hommes rejoindre les forces de la Wehrmacht concentrées dans le nord de l'Italie : la fameuse république de Salò est née, avec son programme en tous points conforme aux idéaux nazis. Mais Borghese fait promettre à ses 18 000 hommes, affublés d'un « X » sur leurs manchettes, de ne jamais tirer sur un seul soldat italien légaliste, une faiblesse qui cependant les perdra. Pris en tenailles entre les forces du maréchal Tito à l'est et l'US Army au sud, Borghese ne doit la vie sauve et un procès clément qu'à la bienveillance d'un officier britannique. Condamné à vingt ans de prison en 1945, il est libéré en 1949 après que son procès a été cassé par la Cour suprême, « en raison d'actes de bravoure durant le conflit mondial ».

En vérité, Borghese est hameçonné par l'Intelligence Service, le MI6, car Londres espère contrôler le bonhomme afin d'infiltrer tous les agents parasites, surtout ceux passés au service de Moscou. Durant les années de la Guerre froide, la presse le surnomme « le Prince noir » : un côté brave mais maudit, un œil sombre mais le verbe efficace. L'homme s'inspire des théories élitistes et suprématistes du sulfureux philosophe Julius Evola, flirte dès 1951 avec le parti néofasciste, le *Movimento sociale italiano* (MSI), puis, déçu, fonde le *Fronte nazionale* en septembre 1968, lié à deux groupuscules militaro-clandestins, *Ordine nuovo* (Ordre nouveau) et *Avanguardia nazionale* (Avant-garde nationale). Entre temps, Borghese est devenu président honoraire de la banque du Crédit commercial dirigée par Michele Sindona, autrement dit, l'un des plus gros mafieux italiens, chargé de gérer tous les avoirs du Vatican !

Le lundi 7 décembre 1970, vers 19 h, veille du jour de l'Immaculée Conception, au cours d'un pont férié et sacro-saint pour les Italiens, il pleut sur le Capitole. La plupart des ministères, la radio, la télévision, les principaux centres de commandement militaire de toutes les grandes villes italiennes sont investis par de petites unités d'hommes en armes, moins d'une centaine, recrutés pour la plupart au sein de l'Office national des gardes forestiers : armés de carabines, ils pénètrent dans des bureaux pratiquement vides. Ni vus ni connus, les commandos agissent en duplex avec Borghese. Ce dernier a préparé un discours qu'il doit lire en direct sur toutes les ondes, texte dans lequel il promet des « élections anticipées immédiates pour une Italie rénovée et rendue à ses soldats, à la police et aux hommes de bonne volonté désireux de libérer l'Italie de ses asservisseurs étrangers ». Mais l'appel, au dernier moment, alors que Borghese a verrouillé l'ensemble des postes stratégiques

du pays, est tout simplement annulé ! Sans aucune explication, *il capitano* choisit d’abandonner la partie, de quitter Rome, en cachette et par bateau ; il se rend en Espagne, où il meurt le 26 août 1974. Techniquement, le coup d’État est réussi ; scrupule ou contre-ordre ? Il est abandonné.

Cette incroyable histoire, qui n’aura fait aucun mort, ne sera connue du public qu’en mars 1971 ! Le mercredi 9 décembre 1970, les Italiens ont repris le travail, ignorant tout de cette tentative de putsch. Révélée par le *Paese Sera*, un journal de gauche, elle prévoyait l’enlèvement du président de la République, Giuseppe Saragat, et les exécutions du chef de la police, Angelo Vicari, et des leaders communistes. On soupçonnera la CIA d’avoir manipulé l’ancien officier qui craignait par-dessus tout une Italie rouge ; la Démocratie chrétienne, au pouvoir, fera tomber quelques têtes dans l’administration et l’armée, puis un épais voile de silence s’abat sur la péninsule. Les années 1970 vont commencer, et pour l’Italie, elles seront explosives et sanglantes.

Le document

Par Bruno Fuligni



Transnoninades

Rédigé le 16 avril 1834, ce rapport du général-baron de Lascours relate les combats de l’avant-veille, au cours desquels un officier et trois sous-officiers ont été tués et treize militaires, blessés. Une particularité remarquable, ce rapport est adressé au général Darriule, commandant de la place de Paris : les scènes de guerre qu’il décrit ont eu lieu au cœur même de la capitale !

« Les insurgés réfugiés dans les maisons continuaient à tirer sur la troupe, ces maisons furent enfoncées, les rebelles y furent poursuivis avec ardeur. Le capitaine Rey des grenadiers du 34e, fut tué ; de braves soldats de la ligne, de la garde municipale tombèrent, tués ou blessés ; à 7 heures du

matin le feu avait cessé ; les barricades furent détruites ; toutes les maisons occupées par les insurgés, et celles désignées par les commissaires de police et les gardes nationaux du quartier furent visitées dans la matinée ; des arrestations furent faites ; des armes, des munitions y furent prises. »

Après Waterloo, les armées françaises se font plus discrètes sur le théâtre européen, tandis que le pouvoir leur assigne un rôle grandissant de maintien de l'ordre à l'intérieur. La révolution industrielle a conduit dans les villes une population misérable qui, périodiquement, s'insurge.

Mon Général,

le dimanche 13 avril à sept heures du soir, les troupes
placées sous mes ordres avaient pris position sur les boulevards
depuis la rue Montmartre jusqu'à la porte St Martin ;
les mairies des 5e et 6e arrondissements étaient occupées, afin
de protéger la réunion des légions de la Garde nationale
à 8 heures je me suis rendu à la mairie du 6ème arrondissement,
et ayant appris que des barricades s'élevaient dans les quartiers
St Denis et St Martin, je me suis mis en mouvement
avec des détachements des 35e et 54e de ligne.
à notre approche les insurgés abandonnèrent les barricades
qu'ils avaient commencé à établir dans les rues Bourg l'abbé,
aux ours et St Martin, je les fis détruire ; notre
marche continuait en avant dans la rue St Martin
quand nous avons rencontré à la hauteur de la rue Molière
un détachement du 32e de ligne et de la 4e légion de la
Garde nationale venant du côté de l'hôtel de ville ; ma
communication avec ce point se trouvait ainsi rétablie.
dans les rues St Denis, St Martin et dans les rues

à Mr le Lieutenant Général Darriule command.t la place de Paris.

de la rue Beaubourg. Les insurgés réfugiés dans les maisons
continuaient à tirer sur la troupe; ces maisons furent
enfoncées; les rebelles y furent poursuivis avec ardeur. Le
capitaine Rey des grenadiers du 35e, fut tué; de braves soldats
de la ligne, de la garde municipale tombèrent tués ou blessés

Du 27 au 29 juillet 1830, la révolution des Trois Glorieuses a obligé Charles X à partir. Louis-Philippe, devenant « roi des Français », déçoit rapidement les démocrates, qui rêvent d’une république. Les 13 et 14 avril 1834, à l’instigation de la société secrète républicaine des Droits de l’Homme, une tentative d’insurrection secoue la capitale. Des barricades s’érigent et, quand la troupe veut s’emparer de l’une d’elles, un coup de feu parti d’une fenêtre, au n° 12 de la rue Transnonain, tue le capitaine Rey. Furieux, les soldats investissent l’immeuble, dont ils massacrent les occupants à la baïonnette. Bilan : douze morts et de nombreux blessés, y compris des femmes et des enfants.

La rue Transnonain n’existe plus aujourd’hui, elle a été absorbée par la rue Beaubourg, mais le mot de « transnoninade » va servir à fustiger la monarchie de Juillet et le ministre de l’Intérieur, Adolphe Thiers. Au lendemain du drame, une lithographie d’Honoré Daumier montre un inoffensif père de famille en chemise de nuit, percé de toutes parts. Dans *Le Charivari* du 1er septembre 1834, Daumier récidive en publiant un dessin figurant Louis-Philippe en poire, avec pour légende : « Pot-de-vin, arrestations arbitraires, mitraillades, transnoninades, elle couvre tout de son manteau. » La bavure de la rue Transnonain déconsidère un peu plus le régime dans les classes populaires, tandis que le pouvoir se raidit. Une loi de 1835, interdisant toute critique directe du monarque, renforce la censure d’État.

Thiers restera ministre de l’Intérieur jusqu’en 1836, deviendra président du Conseil sous Louis-Philippe, puis, après une longue éclipse, reviendra au pouvoir en 1871, réprimant la Commune au cours de la Semaine sanglante : une transnoninade géante qui fera au moins 18 000 morts.



CHAPITRE IV

ERREURS DE RECRUTEMENT

Le facteur humain ! C'est lui qui fait échouer les plans les mieux préparés, lui qui déshonore les meilleures unités. Chefs incapables ou soldats criminels, il est des individualités dont les armées auraient pu se passer.



Sir John Talbot
(?-1453)

Ris, godon

Matthieu Frachon

La guerre de Cent Ans, ses massacres, ses pillages, sa perfide Albion. Au premier rang de ses ressortissants, le terrible sir John Talbot, comte de Shrewbury. Bien qu'ayant subi une raclée considérable par Jeanne d'Arc à la bataille de Patay en 1429, Talbot est surnommé « le Fléau des Français ». Surnom quelque peu usurpé, car le connétable a surtout évité les trop gros affrontements après s'être fait fesser par la sainte.

C'est un grand-père qui combat, un homme qui a plus de soixante ans, ce qui constitue un véritable exploit en un temps où l'espérance de vie atteint péniblement la quarantaine. Le vénérable sir a vu peu à peu l'Angleterre reculer, perdre cette guerre, dépossédée des provinces si chèrement gagnées. La Normandie tombe en 1450 ; il ne reste plus aux Anglais que la Guyenne, cette belle province dont Bordeaux est le fleuron. La ville est d'abord prise par les Français. Henri VI, roi d'Angleterre, rêve de reconquête, après tout une grande partie des habitants de la Guyenne est favorable à la Couronne. Il charge Talbot de renverser la situation, celui-ci reprend Bordeaux et se prépare à l'attaque française. En juillet 1453, les troupes du roi Charles VII s'approchent de Castillon, une ville fortifiée. Les Français ont l'intention d'en finir une fois pour toutes avec les Godons, comme ils surnomment péjorativement les Anglais, de réaliser le vœu de Jeanne d'Arc en les boutant hors de France.

Castillon sera le lieu de la bataille. Talbot charge une petite garnison et gagne sans beaucoup se dépenser. Il ne poursuit pas son avantage et installe ses hommes dans le prieuré de Saint-Laurent. Bel endroit, agréable, avec une cave fraîche, pleine de beaux tonneaux de vin de Bordeaux. À boire donc pour les soldats de Sa Gracieuse Majesté ! Mais un nuage de poussière s'élève au loin ; des éclaireurs

rapportent que l’armée de ces maudits Français est en train de se replier. Talbot pense que l’ennemi panique devant la formidable puissance anglaise ; il va tailler en pièces les troupes adverses, remporter une éclatante victoire, et de là renverser le cours de la guerre.

Excès d’optimisme ou de vin ? Talbot néglige de faire confirmer la retraite des Froggies par d’autres observateurs, il charge et voilà tout. Hélas, trois fois hélas, ce n’est pas l’armée française qui est en fuite, juste les chevaux de trait et les carrioles de l’intendance qu’on éloigne. Arrivés flamberge au vent devant le camp français, les Anglais constatent que celui-ci est fortifié. Qu’importe, l’ennemi est parti, plantons l’étendard et prenons possession des lieux ! Mais lorsque les soldats de Talbot s’avancent, ils sont hachés menu par les trois cents canons français. L’armée anglaise charge, la bataille dure une heure, c’est une déroute complète !

Sir John Talbot meurt dans l’assaut, déchiqueté, méconnaissable. On n’identifie son cadavre qu’à sa dentition aléatoire. Il a mené la charge à mains nues, avec son étendard. Pourquoi un tel homme de guerre ne portait-il pas d’armes ? Parce que, capturé par les Français quelques années auparavant, il avait été libéré contre la promesse de ne plus jamais porter ni épée ni cuirasse contre les Français. Sans épée, ni protections, il meurt armé de son drapeau dans une bataille qu’il n’aurait jamais dû engager. Dans la foulée, Bordeaux est reconquise, la Guyenne redevient française et la guerre de Cent Ans se termine. Le roi d’Angleterre ne sera jamais roi de France et les deux pays se livreront une course effrénée à celui qui asservira le plus de personnes dans le monde. Mais ceci est une autre histoire…



Soubise
(5 novembre 1757)

Dans la purée

Frédéric Chef

« Soubise dit, la lanterne à la main, / J'ai beau chercher, où diable est mon armée ? / Elle était là pourtant hier matin. / Me l'a-t-on prise, ou l'aurais-je égarée ? / Ah ! je perds tout, je suis un étourdi. / Que vois-je, ciel ! Que mon âme est ravie ! / Prodige heureux, la voilà ! La voilà ! / Eh ventrebleu ! Qu'est-ce donc que cela ? / Je me trompais, c'est l'armée ennemie. »

Qui est ce Soubise épinglé dans cette chanson ? Charles de Rohan, prince de Soubise, est ce chef mollasson et velléitaire, vaincu et déshonoré de la bataille de Rosbach contre le roi de Prusse Frédéric II, le 5 novembre 1757.

Cette bataille se déroule pendant la guerre de Sept Ans, un conflit dont la zone de friction en Europe est la Silésie que s'est appropriée le roi de Prusse, au grand dam de sa voisine l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche.

Les relations extérieures de la France connaissent alors une parenthèse plutôt irréelle, puisque, à la suite d'un renversement d'alliances opéré par Louis XV, la France naguère alliée avec la Prusse contre les Anglais, est à présent alliée contre la Prusse avec l'Autriche, sa rivale depuis plus de deux siècles.

Sur le terrain des opérations, les camps en présence sont donc, d'un côté, les 22 000 hommes du roi Frédéric II de Prusse, et de l'autre les 42 000 soldats franco-autrichiens menés par Soubise et le feld-maréchal Joseph-Friedrich von Sachsen-Hildurghausen.

Contrairement à son homologue autrichien qui brûle d'en découdre, Soubise n'est guère pressé d'aller à l'affrontement et tente le plus longtemps possible d'éviter les Prussiens. Après s'être longuement tourné autour, les deux armées finissent tout de même par se faire face du côté de Rosbach, petite ville de Saxe, au sud-ouest de Leipzig.

Hélas, Soubise est incapable de coordonner l'action de ses soldats sur le champ de bataille : d'abord, il décide de déployer les troupes en formation de marche au-delà des lignes prussiennes pour couper celles-ci en deux, mais finalement il change d'idée à la dernière minute ; du coup, les lignes d'infanterie s'emmêlent les pinceaux avec l'artillerie. Persuadé que ses adversaires sont en train de se retirer, Soubise lance alors ses troupes à leur poursuite et, pour ce faire, dégarnit dangereusement son aile gauche constituée de sa cavalerie. Or, Frédéric II n'est pas du tout en train de fuir : bien au contraire, il marche droit sur ses ennemis. Stupeur chez Soubise et Joseph-Friedrich, qui ne comprennent rien à ce qui est en train de se passer sous leurs yeux !

C'est alors que le général prussien qui a massé ses cavaliers derrière la colline de Polzen, au-dessus de Rosbach, fond par surprise sur les troupes franco-autrichiennes déjà pilonnées par l'artillerie ennemie ; bientôt, l'infanterie alliée rompt les rangs ; la cavalerie française, décimée, piétine en se repliant des fantassins qui eux-mêmes détalent comme des lapins. C'est une débandade générale que Soubise lui-même résumera par la suite en ces termes choisis : « L'infanterie combattit sans empressement et céda à son inclination pour la retraite. » Une inclination qui permet à l'armée prussienne d'en finir en moins de deux heures avec une armée deux fois supérieure en nombre et à Frédéric II de raconter partout que cette bataille a été « une promenade ».

À Rosbach, les Franco-autrichiens perdent entre 8 000 et 10 000 hommes, là où les Prussiens en perdent à peine plus de 500… Belle déculottée ! Soubise lui-même a été blessé, mais Tout-Paris le brocarde pour sa bêtise et partout on chantonne une ritournelle reprochant à Mme de Pompadour d'avoir influencé le choix de cet incompétent notoire : « Tous ces amis, chère marquise, / Seraient aujourd'hui parmi nous, / Si vous n'aviez nommé Soubise, / Cet incapable ! Ce filou ! »

Que va faire le roi Louis XV de celui que la France entière qualifie de « fléau national » ? Eh bien, il le nomme ministre, lui alloue une pension considérable, lui affecte un magnifique appartement de fonction à l'Arsenal, le fait maréchal de France en 1758 et lui confie une nouvelle armée. La France éternelle…



Le sergent Bertrand
(1823-1878)

Debout les morts !

Frédéric Chef

Juin 1848. Paris, soulevé de nouvelles insurrections, ne manque pas de cadavres pour joncher ses rues. Pourtant, les fossoyeurs s'affairent à la traque de celui que la population effrayée nomme déjà « le Vampire ». Nécrophile patient et furtif, ce monomaniaque s'introduit dès la nuit tombée dans les nécropoles du sud de la capitale pour y commettre des forfaits aussi affreux qu'inqualifiables. Six mois auparavant, le détraqué laissait au cimetière d'Ivry, pour attester de ses coupables penchants, le cadavre d'une jeune femme fraîchement inhumée, hors de son cercueil, dans un état d'horrible mutilation : le corps dénudé de la victime était éventré, les intestins arrachés de leur cavité, les membres soigneusement détachés du tronc, les doigts de la main gauche sectionnés.

Au cimetière du Montparnasse, le lycanthrope multiplie ses odieuses profanations de sépultures, mutilant les corps féminins parmi les dalles funéraires, à la barbe des gardiens. Les autorités veulent prendre vivante la « Bête noire » qui s'accouple avec les mortes ; elles installent une machine infernale, bourrée de mitraille, près du mur d'enceinte. Dans la nuit du 15 au 16 mars 1849, le malfaisant, criblé de balles, réussit à s'enfuir.

Dans la foulée, un sergent du 74e régiment de ligne se présente à l'hôpital du Val-de-Grâce, porteur de vingt-huit impacts de projectiles, dont cinq qui ont pénétré sa chair et menacent sa vie. François Bertrand, vingt-cinq ans, prétend avoir été blessé par un groupe de manifestants, lors des insurrections qui agitent de nouveau la capitale. Tout cela est plausible !

Or, un fossoyeur fait le rapprochement entre ces affaires de profanation et ce sergent criblé comme une passoire. Dénoncé, le sergent est maintenu aux arrêts dans l'enceinte de l'hôpital militaire, puis remis entre les mains d'un médecin aliéniste, le

Dr Marchal de Calvi. Ce dernier, flairant le cas d'école, parvient à soutirer les confidences écrites du nécrophile, qui livre son témoignage et ses premiers aveux. Un procès militaire s'annonce. La Grande Muette souhaite évidemment laver ses suaires en famille – l'esprit de corps ! –, mais la presse et l'opinion vont s'emparer de l'affaire.

Le procès retentissant s'ouvre le 10 juillet 1849, devant une cour martiale présidée par un colonel. Une foule de curieux s'agglutine pour approcher le vampire aux yeux bleus, à la fine moustache bien taillée, dont l'intelligence et la lucidité subjuguent le public. Le sergent reconnaît les faits, sans jamais se dérober : « Je mettais les mains pour arracher les entrailles, et souvent j'allais jusqu'aux régions supérieures d'où j'arrachais le foie. » Jugé responsable de ses actes, Bertrand est reconnu coupable de « violation de sépulture » et condamné à un an de détention.

Le Dr Marchal de Calvi et l'accusé ont mis en avant la « monomanie destructive », moins déshonorante que la « monomanie érotique ». Pour sauver son patient, le docteur n'a pas hésité à mentir par omission, en faisant croire au tribunal que cette manie de triturer les cadavres l'affectait depuis peu. Pourtant, les aveux prouvent le contraire : enfant, François Bertrand était tourmenté par le besoin d'éparpiller des lambeaux de charognes et en tirait une jouissance sans bornes. Il suffit de relire l'étrange confession du militaire à propos de ses mutilations de chats et de chiens morts, pratiquées dès l'âge le plus tendre : « Je leur fendais le ventre et après en avoir arraché les entrailles, je me masturbais en les contemplant, après quoi je me retirais honteux de mon action et me promettant bien de ne plus recommencer ; mais la passion était plus forte que ma volonté. »

Le Dr Marchal de Calvi, en édulcorant les faits, a rendu service au militaire. Le verdict ne compromet pas son avenir dans l'armée. Un internement pour raisons psychiatriques eût remis en cause une carrière « sans histoires ». Le coupable purge sa peine, peut-être au bagne de Belle-Île. Le 10 juillet 1850, il ne réintègre pas la vie civile, comme on pouvait s'y attendre, mais passe au 2e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, aux environs de Birkadem, pour continuer à servir dans l'armée, en tant qu'homme de troupe. Il participe en Algérie à la construction de routes, puis retrouve la métropole, se marie au Havre en 1856 avec une certaine Euphrosine, dont il aura deux enfants. Gardien de navires, employé de mairie, garde-magasin, il s'emploie surtout à faire oublier ses frasques d'antan.

Michel Dansel, pour écrire la biographie du sergent Bertrand, a mené l'enquête dans les pas du nécrophile repenti. Épluchant les pages de faits-divers, il découvre qu'en novembre 1864, « le corps d'une femme très âgée » auquel on « avait enlevé toute la peau de l'abdomen et les parties charnues des bras et des jambes » a été retrouvé non loin du cimetière de Sainte-Adresse, le sergent à la retraite habitant à quelques kilomètres. En 1867, c'est « une nouvelle violation de sépulture, accomplie dans le cimetière de Graville-Sainte-Honorine » qui affole le *Journal du Havre*. Une femme aux « seins détachés », privée de sa peau et de ses organes génitaux, est retrouvée nue. « Le mystère le plus absolu plane encore sur cette épouvantable profanation », écrit le journaliste. Pour l'écrivain, aucun doute, le mode opératoire est celui du sergent Bertrand. Il conclut son ouvrage par cette réhabilitation inattendue : « De notre point de vue le tribunal militaire fit le bon choix. Après tout qu'importe s'il préféra juger au lieu de comprendre. En le considérant comme un coupable plutôt que comme un malade, il lui permit de se réintégrer dans la vie civile et de construire un foyer. Même s'il est arrivé à Bertrand de tromper sa femme avec quelques mortes, rien ne prouve qu'il fût un époux indélicat ou un père de famille indigne. »



Lord Lucan
(1800-1888)

La lourde charge de la brigade légère

Bruno Léandri

La bataille de Balaklava, péripétie de la guerre de Crimée, est souvent citée comme exemple d'une bataille compromise non par le sort des armes, non par un accès de faiblesse, non par la domination de l'adversaire, non par un hasard malheureux, mais par un tropisme bien humain : la détestation recuite de deux de ses protagonistes, frères d'armes dans le même camp.

En 1854, l'alliance des Anglais, des Français et des Turcs fait face aux Russes dans la péninsule de Crimée. Les alliés ont conquis plusieurs ports pour le débarquement de leurs troupes, dont celui de Balaklava. Ce mois d'octobre, une armée russe se présente pour le reprendre. Devant elle, un contingent principalement anglais, cavalerie et infanterie.

Les antagonistes s'appellent lord Cardigan et lord Lucan, deux officiers généraux de Sa Majesté, tous deux nobles. Raffinement de l'histoire, ils sont beaux-frères. L'un commande une brigade, l'autre l'ensemble de la cavalerie, et par la force des choses le second se trouve donc être le supérieur du premier.

Le chef de l'expédition, lord Raglan, ordonne à ses troupes montées d'attaquer des batteries d'artillerie que les Russes déplacent sur les collines avoisinantes. Mais l'ordre n'est pas clair ou mal transmis. À l'endroit où se trouve le chef de la cavalerie, Lucan, lesdites batteries sont hors de vue. Celles qu'il voit, au fond de la vallée, et qu'il croit être celles mentionnées dans l'ordre sont quasiment hors d'atteinte, protégées par le feu de face de leurs canons et les tirs croisés de l'infanterie russe qui tient les crêtes de chaque côté.

Lucan fait part de ses objections, mais le commandant en chef, qui ne parle pas du même objectif, insiste.

Bon, puisqu'il en est ainsi, se dit Lucan, je transmets l'ordre à mon beau-frère, ce prétentieux dandy est assez grand pour refuser tout seul. Il fait donc passer l'ordre sans commentaire à Cardigan, lequel comprend lui aussi immédiatement l'inanité de l'attaque qu'on lui assigne : sa brigade n'a aucune chance d'atteindre les canons ennemis au bout de la vallée. Que pense-t-il à ce moment-là ? Que son estimé supérieur lui donne un ordre manifestement absurde, mais que ce n'est pas à lui d'en assumer la responsabilité dans la chaîne de commandement. Puisque Lucan lui transmet un ordre inepte, lui, Cardigan obéira à cet ordre : si son beau-frère bien-aimé est obtus à ce point, qu'il en subisse les conséquences.

Et il ordonne à la brigade de cavalerie légère qu'il commande de se disposer en ordre de bataille. La charge dont il donne alors le signal prendra dans l'Histoire une place enviée comme prototype de l'assaut meurtrier dont l'héroïsme est proportionnel à l'inutilité : grandioses, l'un et l'autre. Sur les 1 200 mètres qui les séparent des canons russes, les cavaliers de Cardigan vont se faire hacher et pulvériser de trois côtés sans ralentir. Sept cents cavaliers galopent vers l'abattoir pour vider la querelle de deux de leurs chefs. Ce n'est plus qu'une troupe éparse qui atteindra les batteries, bien trop ténue pour faire autre chose que demi-tour. Il en reviendra quelques dizaines.

Les politiciens anglais finiront par prendre la mesure de cette bourde sanglante et demanderont des comptes à ses protagonistes. Mais le temps qui passe et les enjeux qui s'amenuisent relativisent la portée du gâchis. Et comme la bataille de Balaklava n'a ni vainqueur ni vaincu, aucun d'eux n'aura à essuyer la honte de l'échec. C'est la postérité que leur mémoire devra affronter : gravée dans les esprits par un célèbre poème de Tennyson, la bataille de Balaklava et sa charge feront l'objet de deux films, l'un hollywoodien en 1936, l'autre britannique en 1968. Le premier, de Michael Curtiz, avec Errol Flynn et David Niven, célèbre l'héroïsme de la charge. Le second, de Tony Richardson, en souligne plutôt la stupidité.

Victor Prévost
(1836-1880)

Dépèce-toi !

Bruno Fuligni

Les Cent-Gardes, de 1854 à 1870, constituaient l'escadron de cavalerie affecté à la sécurité de l'Empereur : paradant en grand uniforme aux côtés de Napoléon III, cette unité d'élite ne recrutait que des géants. Parmi eux, Victor Prévost, né le 11 décembre 1836 à Mormand (Seine-et-Marne). Fils d'un postillon, il a appris quant à lui le métier de boucher, avant de s'engager.

Après la défaite de Sedan et la chute du Second Empire, l'escadron des Cent-Gardes est dissous, mais un costaud comme Victor Prévost, avec ses excellents états de service, n'a pas eu de peine à trouver une situation dans la police : le voici gardien de la paix à Paris, dans le quartier de La Chapelle, où les rondes de ce colosse en tenue bleue rassurent la population. « Prévost était considéré par ses camarades comme un garçon de caractère doux. On s'étonnait seulement de la légèreté avec laquelle il traitait les criminels. Un témoin citait de lui ce propos : "Couper la cabèche à un homme, qu'est-ce que cela ? C'est du chocolat, c'est du velours !" » notera son confesseur, l'abbé Crozes, dans ses *Souvenirs de la Petite et de la Grande Roquette*.

Le 11 septembre 1879, dans une bouche d'égout affreusement obstruée, on retrouve plusieurs paquets contenant les restes dépecés d'un homme ! Les riverains s'attroupent devant l'abominable découverte et une habitante du quartier se souvient avoir vu, la veille, un homme fourrer là d'étranges déchets : un homme dont elle ignore le nom, mais qu'elle a déjà remarqué, en admirant sa forte carrure, lorsqu'il faisait sa tournée en uniforme de gardien de la paix…

Le commissaire Lefébure ne met guère de temps à identifier l'assassin et dépeceur, qui avoue : à l'aide d'une boucle de tender, ustensile ferroviaire formant une véritable masse d'arme, il a massacré le courtier en bijouterie Lenoble, pour le

dépouiller de sa marchandise. Après avoir attiré chez lui sa victime, l'ancien boucher l'a découpée au couteau. Une technique qu'il confesse bientôt avoir déjà utilisée trois ans plus tôt, le 27 février 1876, à l'encontre de sa petite amie Adèle Blondin, elle aussi démembrée comme une volaille et partie dans l'égout par petits morceaux ! Seule la tête a été inhumée : la police la retrouve, enfouie sous un talus des « fortifs »…

D'un parfait cynisme, Victor Prévost ne manifeste aucun remords d'avoir tué et dépecé sa maîtresse : « Que veux-tu ? c'était un crampon, et je ne savais comment m'en débarrasser ! » explique-t-il à l'un de ses gardiens… Le motif crapuleux, toutefois, ne fait aucun doute : la jeune domestique venait de toucher un héritage et s'apprêtait à investir dans un petit commerce ce capital qu'elle détenait chez elle en espèces… C'est après avoir tout dépensé que Victor Prévost s'est attaqué au bijoutier.



Victor Prévost, le boucher de La Chapelle.

Surtout, ce double dépeçage laisse supposer que l’assassin a pu commettre antérieurement d’autres crimes similaires, en particulier dans sa jeunesse, quand il servait dans les Cent-Gardes. Question vite éludée par une instruction rapide et un procès de pure forme. Victor Prévost, exécuté le 19 janvier 1880 à Paris, marche sans faiblir vers la guillotine. Selon l’usage, l’abbé Crozes est là pour l’assister et l’exhorter au courage, mais c’est le condamné qui lance à l’aumônier un vigoureux : « N’ayez pas peur ! »

Le général Custer
(1839-1876)

« C'est un beau jour pour mourir ! »

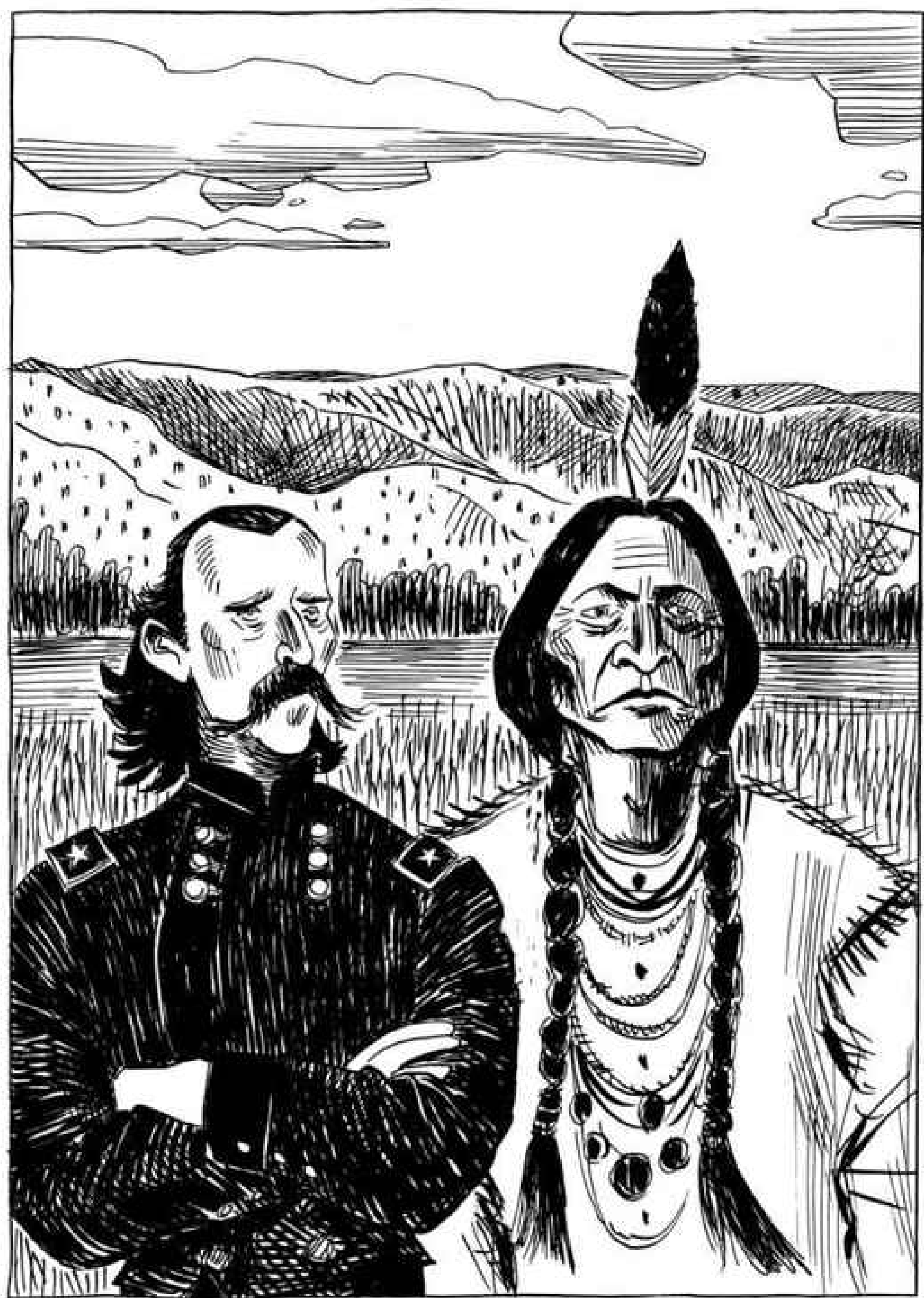
Frédéric Chef

Les Indiens des plaines, qui bordent la rivière Yellowstone, l'appellent « Fils de l'étoile du matin » ou encore « Longue Chevelure ». Il en impose avec ses boucles blondes, le brave général Custer, à la tête du 7e régiment de cavalerie. Héros de la guerre de Sécession, onze chevaux tués sous lui, George Armstrong Custer symbolise l'Amérique conquérante et sûre d'elle-même. Figure mythique, *« the Boy General »* impose une discipline de fer à ses troupes. À douze ans, il tuait son premier grizzly. À dix-sept ans, il s'enrôlait. Fougueux, chevaleresque, vaniteux, il ne recule devant rien pour se couvrir de gloire et faire parler de lui. Sa division de cavalerie joue un rôle primordial en Virginie du Nord, encerclant les rangs sudistes. Il reçoit en avril 1865 le drapeau de la reddition et se drape dans ses plis étoilés.

Promu général à l'âge de vingt-cinq ans, Custer est envoyé au Texas en août 1865 pour sécuriser la frontière du Río Grande et réduire à néant les poches de résistance. Les troupes qu'il commande font le coup de feu dans un désordre sans nom, commettant des exactions sur les populations civiles. Le général Sheridan, pour qui « le seul bon Indien est un Indien mort », lui accorde toute sa confiance, mais l'incite tout de même à la prudence face aux « diables rouges ». L'impétuosité naturelle de Custer, liée à son indéfectible ambition, lui vaudront parfois de commettre des erreurs de jugement.

La guerre terminée, l'ennui guette cet officier à qui on confie la surveillance des plaines du Kansas depuis Fort Riley. Jusqu'au printemps 1867, Custer épuise ses hommes en vaines cavalcades contre les Sioux, les Cheyennes et autres Comanches. Des escarmouches émaillent ces opérations. Custer abandonne une partie de ses troupes pour retrouver sa femme. Faute militaire. La cour martiale suspend le héros pour un an.

Les temps changent. Depuis quelques années, le bruit court qu'un nouvel Eldorado est à portée de main. Les Black Hills, montagnes au sud-ouest du Dakota et au nord du Wyoming, regorgeraient de métal doré. Cet espace naturel fort giboyeux, traversé de rivières, encore mal connu et peu cartographié, est la terre sacrée des Sioux, les Paha Sapa, où reposent les âmes des ancêtres. Les Blancs lorgnent sur cette demeure des dieux, réservoir de déprédations, terre promise à l'agriculture et à l'élevage. Depuis 1865, l'État américain, soucieux d'expansion, a construit trois forts le long d'une nouvelle piste aboutissant à Fort Laramie, dans le Wyoming. La piste Bozeman suscite l'indignation des Sioux : elle traverse leurs terrains de chasse et constitue une violation des accords passés avec leurs colons. Peaux-Rouges et Tuniques bleues s'affrontent en batailles rangées. Le gouvernement négocie un compromis : le traité de Laramie, signé en 1868. La piste est fermée, les forts démantelés. Une immense réserve indienne est créée dans l'est du Dakota : *The Great Sioux Reservation*. Le gouvernement américain reconnaît solennellement aux Indiens la propriété éternelle des Black Hills et renonce à tout projet d'exploitation. Les Indiens, pour la première fois, ont gagné la partie contre les États-Unis. La hache de guerre est enterrée. Peu profondément.



Custer et Sitting Bull.

Pour les Blancs, les Indiens font obstacle au progrès de la civilisation. Le « cheval de fer » de la Northern Pacific galope à travers ce paradis neuf où bûcherons, prospecteurs, mineurs et fermiers se partagent d'inépuisables ressources. Le président Grant ravale ses scrupules. Washington veut acheter le territoire indien ou acquérir les droits de son exploitation. Pour tâter le terrain, le général Custer est

expédié dans les Black Hills en juillet 1874. Jamais l'homme blanc n'avait foulé les Paha Sapa. Mille deux cents colons profanent cette terre sacrée, piétinent les traités de paix en ouvrant cette « piste des voleurs ». Très jaloux de sa notoriété, Custer embarque dans sa course effrénée une dizaine de journalistes, rédige lui-même des articles sur la conquête de l'Ouest, critiquant la politique officielle des États-Unis dans les réserves indiennes. Il manque d'être radié de l'armée, une fois de plus.

La nouvelle mission de Custer : mater les Indiens du Montana rassemblés à l'appel du chef sioux Sitting Bull. Une belle occasion de se refaire. La bataille de Little Big Horn – une rivière du Montana – s'engage ce 25 juin 1876. « Surtout n'ayez pas les dents trop longues ! Laissez-nous quelques Indiens ! », lance-t-on au général matamore prêt à massacrer les Peaux-Rouges comme on tire le bison. Bientôt, 647 cavaliers déterminés chargent 4 000 guerriers farouches au fond d'une cuvette. Les Indiens, ivres de fureur, se jettent dans la mêlée, repoussant les trois compagnies du major Reno. Les cinq compagnies de Custer font parler la poudre. Les Tuniques bleues sont encerclées. Les Indiens décochent leurs flèches. La rivière charrie du sang. Il est temps de regagner les hauteurs pour échapper à la mort. Custer attend des renforts qui ne viendront pas. Il prend une balle dans le cou. « Un beau jour pour mourir », disait Sitting Bull qui lui survivra.

« Custer m'écœure complètement. C'est l'exemple le plus accompli de petit tyran que j'aie jamais vu », témoignera son ancien subordonné, le capitaine Barnitz. Sitting Bull, pas rancunier, dira quant à lui : « Custer était un chef brave. Les Indiens l'ont respecté et ne l'ont pas scalpé. » Il est vrai que le général avait coupé ses boucles blondes avant la bataille.

Le général de Pellieux
(1842-1900)

La bourde qui a sauvé Dreyfus

Bruno Léandri

Nous sommes en février 1898 : la France entière, et bien au-delà, ses colonies, l'Europe, le monde, vibrent au rythme de l'affaire Dreyfus. Sous les boiseries de la cour d'assises de Paris, les chefs militaires accusent à leur tour Émile Zola de les avoir accusés à tort et à la première personne à la une d'un quotidien. L'écrivain risque la prison. Pour le quintet de choc d'officiers supérieurs qui, depuis quatre ans, redoublent d'efforts et de manœuvres pour maintenir Dreyfus au bagne, l'alerte a été chaude. Les preuves qui accablent l'officier juif sont si faibles ! La principale d'entre elles, le bordereau manuscrit subtilisé à l'ambassade d'Allemagne, n'est pas signée et les graphologues doutent. La régularité du procès est remise en cause par les amis, avocats et parents du condamné, de plus en plus bruyants, de plus en plus convaincants : on a senti passer le vent de la défaite. Mais depuis un an, le général Mercier, ministre de la Guerre à l'époque de la condamnation, le général de Boisdeffre, chef d'état-major, le général Gonse, sous-chef d'état-major, le commandant du Paty de Clam et le colonel Henry, chef des services secrets, peuvent dormir tranquilles. Ils détiennent une preuve en béton, *la* preuve. C'est une pièce tombée du ciel dans les bureaux des services secrets, qui démontre de manière irréfutable la culpabilité du traître, son nom écrit en toutes lettres dans une missive échangée entre les deux militaires étrangers qui bénéficiaient de ses divulgations.

Une véritable bénédiction, cette lettre, au point qu'on se demande si le colonel Henry, à force de la chercher, ne l'aurait pas un petit peu fabriquée, mais au ministère et à l'état-major, même si on n'est pas dupe, elle est trop utile pour qu'on fasse la fine bouche. D'un accord tacite, on la considèrera comme un secret diplomatiquement brûlant, aussi délicat à exhiber qu'à mentionner, et tout aussi tacitement, on conviendra de ne s'en servir qu'avec parcimonie. D'ailleurs, nul

besoin de la brandir en public, sa véritable efficacité s'exerce dans l'ombre, il suffit qu'elle reste dans une armoire pour jouer son rôle : asseoir la certitude de tous les militaires et hauts fonctionnaires concernés. Si d'aventure le doute venait à effleurer l'un d'eux, il suffit d'ouvrir ladite armoire, de montrer la pièce : c'est ainsi qu'on fabrique les convictions les plus sincères, donc les plus fortes, c'est ainsi qu'elle a servi pendant seize mois.

On a procédé de la sorte avec le général de Pellieux, enquêteur officiel nommé par l'état-major : certes, la culpabilité du traître ne faisait pour lui aucun doute, mais pour prévenir toute défaillance, on lui a fait lire la lettre fatale. Aussi, quand il s'est agi de river leur clou aux Zola et autres contempteurs des valeurs éternelles de la Nation, le général a-t-il pu montrer la hauteur de sa certitude devant les jurés. Mais ces avocats retors sont si pervers que ça n'a pas suffi. Ils ont osé mettre sa parole en doute ; pire, le général de Pellieux sent que le procès tourne au désavantage des militaires. Comment ses frères d'armes peuvent-ils se laisser traîner dans la boue alors qu'ils disposent d'une preuve éclatante et définitive ? Bouillant d'indignation et de virile vindicte, il demande à revenir à la barre, et le 17 février 1898, sous le regard incrédule de ses chefs, il affirme qu'il existe une preuve formelle de la trahison de l'officier félon, qu'il l'a vue de ses yeux. Sous serment, il en décrit le contenu.

C'est immédiatement le tollé chez les défenseurs de Dreyfus. Il existe une pièce de cette importance et personne ne la connaît ? Personne ne l'a vue ? Les avocats de Zola exigent du tribunal qu'il ordonne aux militaires de la produire. Le président refusera, Zola sera condamné, mais l'existence de cette pièce est désormais acquise, tôt ou tard l'état-major devra la montrer.

Le 7 juillet, le nouveau ministre de la Guerre, Cavaignac, donne lecture de la pièce secrète à la tribune de la Chambre, mais il suffira à un nouvel enquêteur de placer le document devant une lampe pour s'apercevoir qu'il est composé de morceaux de papiers différents. C'est une forgerie, le « faux Henry », dont l'auteur est bientôt retrouvé suicidé dans la cellule où on l'avait mis au frais, un beau rasoir à portée de la carotide. La pièce accusatrice réduite à néant, c'est le début de la fin pour les conjurés accusateurs. À partir de la gaffe du général, la vérité ne marchera plus, elle courra.

Le sergent Casanova
(xixe-xxe siècles)

L'enfer de la justice militaire

Franck Sénateur

Les bagnes coloniaux apparaissent comme l'une des pages les plus noires de notre histoire pénale. Il y a pourtant eu pire : les bagnes militaires…

Regroupés sous l'appellation générique de « Biribi », ils étaient situés dans les endroits les plus reculés des possessions nord-africaines, du Maroc à la Tunisie, et jamais aucune commission d'enquête ne s'est inquiétée de ce qui s'y passait.

On y trouvait deux types distincts de prisonniers : les militaires condamnés en cours de service, sortis tout droit des tribunaux militaires, et les « joyeux », d'anciens condamnés de droit commun qui n'effectuaient pas leur service militaire avec les autres conscrits, mais étaient regroupés dans des compagnies de discipline : les bataillons d'Afrique. Une double peine en quelque sorte, pour des broutilles parfois…

Aernoult et Rousset font partie de cette deuxième catégorie. Ils ont pourtant des parcours différents : si Rousset a connu la prison pour divers vols, Aernoult, lui, n'a été condamné que pour des faits de syndicalisme, lors de la grève des terrassiers du métro en 1905. Qu'importe, pour la bonne société, ces deux dangereux déviants sont bons pour « les Bat' d'Af' ».

Les deux hommes se retrouvent au tréfonds du Sahara algérien, à Djenan-Ed-Dar, en 1909. Le pénitencier ressemble à tous les autres : des baraquements bas en briques et boue séchée, une cour d'honneur délimitée par des tas de pierres, de vagues palissades et un désert de caillasse à perte de vue.

Le malheureux Aernoult arrive le jeudi 1er juillet à la « discipline ». Il est immédiatement conduit en cellule. Le lendemain, après l'habillement, il prend part aux corvées, toutes plus stupides les unes que les autres, destinées à fatiguer et humilier les hommes plutôt qu'à les employer utilement.

Équipé d'une brouette, il déplace du sable. Au bout de plusieurs heures, sous un soleil de plus en plus féroce, il donne des signes inquiétants de fatigue. Les autres disciplinaires se rendent vite compte de son état de faiblesse, pas ses gardiens. Lorsqu'il s'écroule sous la charge, le sergent Casanova intervient. Un pur sadique, ce sous-off, qui se met à hurler : « Chiqué. Tireur au cul ! » Un officier paraît, guère plus humain : « Faites-le marcher, s'il ne veut pas, la trique ! »

Aernoult, incapable d'obéir, est considéré comme en état de refus d'obéissance, ce qui appelle une sanction : « Qu'on l'attache à la crapaudine, ça lui apprendra à vivre… »

La « crapaudine », c'est un supplice inventé par quelque sous-officier créatif : on allonge le disciplinaire à terre et on l'attache avec un lien qui va des pieds ramenés en arrière à son cou, causant un étranglement permanent. À l'aide d'un bâton introduit entre les liens, on donne des tours pour tendre encore l'ensemble.

Tordu dans l'effort pour ne pas s'étrangler, les membres bleuis par ses liens, Aernoult va rester ainsi plus de six heures. Comble du sadisme : lorsque dans un souffle, il ose réclamer à boire, le sergent Casanova lui enfourne une poignée de sable chaud dans la bouche.

Après plusieurs heures de ce traitement, il est enfin détaché, mais rejoint le peloton pour la corvée. Épuisé, sans avoir rien bu ni mangé depuis son arrivée au camp, il s'écroule à nouveau, provoquant encore la colère de ses bourreaux. Volée de nerfs de bœuf et de gourdins par les gardes sénégalais, puis retour à la crapaudine en cellule. « N'oubliez pas de serrer la ceinture un peu plus fort que ce matin ! » ordonne le lieutenant présent. Ce sera fait. Tellement bien, que vers 18 h, ses voisins de cellule entendent Aernoult appeler sa mère. Un long râle et puis, plus rien : trois jours auront suffi aux chaouchs pour faire mourir un gamin d'à peine vingt ans.

Rousset, au mépris des menaces, réussit à envoyer une lettre au journal *Le Matin*, dans laquelle il raconte le calvaire d'Aernoult, ainsi que les diverses atrocités qui se commettent dans le camp. Aussitôt est constitué un comité de soutien, avec l'appui du syndicat des terrassiers de la Seine, des anarchistes et les socialistes de *L'Humanité*. Une campagne de presse s'engage, pour réclamer la vérité sur la mort du jeune homme. Grâce à une souscription, le corps du malheureux est rapatrié et inhumé au Père-Lachaise en 1912, devant une foule de plus de 150 000 personnes.

Pas de *happy end* à Biribi, pourtant : Rousset passe en conseil de guerre le 19 janvier 1910 à Oran. Après un simulacre de justice, il écope de cinq années

supplémentaires… Dans un coin de la salle, Casanova et ses chefs se congratulent. Ils continueront leur carrière sans être inquiétés.

Le gendarme Lamarre
(Né en 1956)

Lamarre de sang

Matthieu Frachon

Le retour de la revanche du tueur de l'Oise ! En 1978, un mystérieux assassin sévit dans le département. Encore ! Entre 1969 et 1976, Marcel Barbeault avait abattu six femmes avant d'être arrêté. Et voilà que cela recommence.

Une jeune femme a d'abord été prise pour cible, mais elle n'a été que blessée. Lorsque les gendarmes découvrent la voiture volée à partir de laquelle l'homme a tiré, elle explose, tuant un gendarme. Elle avait été piégée. L'affaire est grave, la gendarmerie est sur les dents, la région est passée au peigne fin.

Des lettres de menaces arrivent au commissariat de Creil : « Je suis un tueur, prenez garde. » L'anonymographe annonce qu'il va passer à l'acte et abattre une jeune femme « d'une balle en plein cœur ». Alors que ses collègues ricanent et croient au délire d'un fou, l'inspecteur Daniel Neveu est inquiet. Celui que les autres flics surnomment ironiquement « Maigret » relève des tournures typiques dans ce courrier, un style « maison », comme le mot « véhicule » pour désigner une voiture. « C'est un flic qui a écrit ça », dit-il au magistrat instructeur. Lequel sourit et le renvoie à ses études criminelles.

Le 1er novembre 1978, une voiture volée renverse une jeune fille. Grièvement blessée, elle s'en tire. La voiture est retrouvée, elle explose, blessant un gendarme. Le tueur a trouvé son genre, sa patte macabre. En décembre, une autre voiture s'immobilise à la hauteur de Yolande Raszencki, une auto-stoppeuse de dix-neuf ans. Quatre coups de feu mettent fin à sa courte vie. Le 29 décembre, une autre auto-stoppeuse est attaquée, mais elle survit. Elle restera paralysée, elle avait vingt et un ans.

Neveu assiste impuissant à la guerre que se livrent police et gendarmerie dans cette affaire. On ne l'écoute pas, on lui interdit même de parler au magistrat

instructeur. Mais le zèle d'un jeune gendarme attire l'attention. Il se nomme Alain Lamarre et ressemble beaucoup au portrait-robot du tueur. Il en fait trop, finit par être soupçonné par un de ses anciens chefs. On l'arrête, il avoue ! Il dit même avoir braqué une poste. La gendarmerie cherche à se couvrir, le rapport de l'inspecteur Neveu est écarté du dossier.

On ne soulignera jamais assez le danger de l'exaltation et des lectures policières chez les jeunes. Lamarre a rejoint la gendarmerie en rêvant des exploits des super-gendarmes du GIGN. Il a été déçu, affecté dans un PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) : il pensait traquer le voyou, se voyait en première page des journaux, s'imaginait posant avec l'ennemi public n° 1 qu'il venait de confondre. Au lieu de ça, il patrouille avec de paisibles pandores plus portés sur l'apéro que sur l'opérationnel. L'un d'entre eux lui lance, en s'endormant sur le siège passager : « La nuit est faite pour dormir. »

Alain Lamarre décide de passer à l'action, de créer un tueur insaisissable, un fantôme qui pimentera sa vie terne. Il commence en volant une voiture et en l'abandonnant criblée de balles avec des traces de sang et le plan d'une poste. Mais rien ne bouge, tout le monde se moque de son mystère. Il passe à la vitesse supérieure et devient un tueur.

La gendarmerie respirera lorsque les experts déclareront le gendarme Lamarre pénalement irresponsable. Puisqu'il est fou, pas de procès gênant, pas de révélations désagréables. Comme le fait que le Beretta 9 mm qui a servi à abattre la jeune auto-stoppeuse a été fourni illégalement au gendarme fou par un collègue.

Alain Lamarre est toujours dans son asile. Le film *La prochaine fois, je viserai le cœur*, sorti en 2014, est inspiré de son histoire.

L’adjudant-chef Chanal
(1946-2003)

LE MOINE-SOLDAT DES STEPPES DE CHAMPAGNE

Olivier Chaumelle

En ce début des années 1980, une sourde angoisse taraude les auto-stoppeurs qui traversent la Champagne pouilleuse. De jeunes hommes y disparaissent parfois. Tous faisaient du stop la dernière fois qu’on les a vus. La plupart étaient sous les drapeaux.

La vaste plaine champenoise, en effet, est constellée de cimetières et de camps militaires laissés là par l’Histoire. Des générations de bidasses se sont exercées à la guerre factice dans ces grands espaces désolés : Mourmelon, Suippes, Mailly-le-Camp.

Des disparitions dans le secteur ? L’armée les tient toutes, officiellement, pour des désertions. Elle engage même des procédures qui aboutissent à la condamnation d’appelés que personne n’a revus depuis. Le ministre de la Défense, André Giraud, montre un bel esprit de corps en déclarant, en octobre 1987 : « Les disparus de Mourmelon, c’est une blague ridicule ! » À tout hasard, l’autorité militaire met néanmoins en garde ses appelés contre les dangers éventuels de l’auto-stop. L’adjudant-chef Chanal, en bon soldat obéissant, relaie scrupuleusement l’avertissement auprès des troufions que lui confie la Nation.



L’adjudant-chef Chanal, un instructeur d’élite apprécié de sa hiérarchie.

Les Chanal, paysans dans le département de la Loire, ont eu seize enfants. Huit filles et huit garçons. Le père est alcoolique et les querelles conjugales, bruyantes, quotidiennes. Pierre, cinquième de cette longue fratrie, obtient le certificat d’études à treize ans et conservera une orthographe impeccable. Il s’occupe sans renâcler de ses jeunes frères et sœurs, et passe le peu qui lui reste de loisir à rêver aux abords de

l'aéroclub voisin de la ferme. Quoique sans moyens, il s'initie au planeur et au parachutisme. Dès qu'il le peut, il s'engage dans l'armée. La rigueur militaire lui convient à merveille et lui offre une famille toute neuve. Son plus cher désir aurait été de servir dans l'armée de l'air ou les parachutistes, mais un léger souci de santé l'en empêche. Qu'à cela ne tienne, Pierre Chanal fera un fantassin parfait. Ses supérieurs du 4e régiment de dragons, à Mourmelon, sont très satisfaits de lui. Il n'est pas un adjudant-chef bedonnant au nez rouge, mais un sportif, sobre, musclé, longiligne voire anguleux, à l'hygiène de vie très stricte. Chaque matin à l'aube, il court quinze kilomètres, avant de prendre son service. C'est une bête de guerre, capable de neutraliser n'importe qui avec un bout de ficelle, voire à mains nues, et de ne jamais céder lors d'un interrogatoire, aussi serré soit-il. Il n'hésite pas à assurer lui-même, méticuleusement, les corvées de chiottes, car l'esprit de sacrifice et la propreté comptent parmi ses nombreuses obsessions.

De l'avis de tous ceux qui ont servi sous ses ordres, Chanal est un instructeur d'exception, intransigeant avec ses hommes comme il l'est avec lui-même. Il s'agit pour les appelés d'être au maximum de leurs performances physiques. L'adjudant-chef est prompt à traiter de « pédés rouges » ceux qui accusent un retard d'une seconde dans le démontage-remontage du fusil d'assaut, ou qui se montrent un peu essoufflés après cinquante pompes.

Sur huit disparitions de jeunes hommes en Champagne, dont six appelés, seuls deux corps ont été retrouvés : celui d'Olivier Donner, incorporé au 4e régiment de dragons, à l'automne 1982, et celui de Trevor O'Keefe, auto-stoppeur irlandais, cinq jours après qu'on a perdu sa trace dans le Jura, en août 1987. Dans son cas, l'autopsie déterminera qu'il a été étranglé selon une technique de combattant professionnel.

Le 9 août 1988, les gendarmes de Mâcon repèrent une fourgonnette verte stationnée au bout d'un chemin. À l'arrière, se trouve un jeune auto-stoppeur hongrois, ligoté et terrorisé. L'adjudant-chef Pierre Chanal, propriétaire du véhicule, prétend que son passager et lui sont en train de se livrer à d'innocents jeux homosexuels, mais l'un des pandores, découvrant dans les papiers militaires de Chanal qu'il était au 4e régiment de dragons de Mourmelon entre 1977 et 1986, fait le lien avec les disparitions non élucidées. Chanal, arrêté, se montrera un prévenu très coriace chaque fois qu'on l'interrogera. La cour d'assises de la Saône-et-Loire le condamnera en 1990 à dix ans de prison pour viols, attentats à la pudeur et

séquestration sur la personne de Palazs Falvay, le Hongrois rescapé. Il est libéré en 1995, ayant eu une conduite exemplaire en détention. Là aussi, le règlement, c'est le règlement.

Pierre Chanal, assez versé dans l'ascétisme, ne possède pas grand-chose, mais la courte liste de ses biens nous révèle ses marottes : quelques livres sur différents faits de guerre ou sur les nazis, des articles de sex-shop, une collection d'une cinquantaine de slips masculins de toutes tailles, un camescope… Sur un enregistrement sonore saisi dans son fameux Combi Volkswagen, on l'entend en train de regarder la vidéo d'un défilé militaire : ce faisant, il braille des ordres à la troupe et distribue des punitions. Sur d'autres cassettes, il parle à son prisonnier, réel ou imaginaire.

Renvoyé en 2002 devant les assises de la Marne pour les séquestrations et assassinats de trois des disparus, il entame une grève de la faim à l'approche de son procès, puis tente de se suicider. Le matin du 15 octobre 2003, deuxième jour du procès, Pierre Chanal est à l'hôpital de Reims, surveillé de près. Le bougre a réussi à introduire dans sa chambre une lame de rasoir. Il entaille profondément la chair de sa cuisse gauche, pour sectionner l'artère fémorale, comme il l'avait appris en stage commando. La mort survient très vite. Une recrue d'exception, Chanal, que la justice n'est pas parvenue à soumettre. On s'apercevra à l'autopsie qu'atteint d'un cancer en phase terminale, il n'avait plus que quelques semaines à vivre.

L'action publique à son encontre s'étant éteinte à sa mort, Pierre Chanal reste présumé innocent.

Timothy McVeigh
(1968-2001)

L'ennemi intérieur

Matthieu Frachon

Avec sa coiffure courte et son allure d'adulte post-acnéique, Timothy McVeigh pourrait tourner dans un film du genre *American Pie 12* : il a l'air stupide à souhait, sûr d'être dans le camp du bien, un vrai *redneck*.

Le 19 avril 1995, au matin, il gare une grosse camionnette jaune, portant l'enseigne du loueur Ryder Truck, le long du bâtiment fédéral Alfred P. Murrah d'Oklahoma City. Ce dernier abrite notamment les bureaux du FBI. À 9 h 2, une explosion abat la façade de l'immeuble comme un château de cartes. Le pire attentat sur le sol américain vient de se produire, l'explosion s'est entendue à 50 kilomètres à la ronde : 168 morts dont 19 enfants, plus de 500 blessés, les États-Unis sont sous le choc.

Pour tout le pays, c'est un coup venu d'ailleurs, des terroristes du Moyen-Orient, des Iraniens, des Irakiens. Deux ans auparavant, le 28 février 1993, un véhicule piégé a explosé dans le parking de la tour n° 1 du World Trade Center à New York. Les terroristes étaient Koweïtiens, Jordaniens, Saoudiens, Irakiens et affirmaient agir contre le soutien américain à Israël.

Mais l'analyse des caméras de surveillance ne laisse aucun doute aux enquêteurs : deux hommes sortent de la camionnette avant l'explosion, deux Blancs ordinaires, vite baptisés John Doe 1 et 2 (Monsieur Tout-le-monde en version américaine). Un journaliste de CBS résume le sentiment général quand l'Amérique découvre le visage de celui qui a causé la mort de 168 personnes lors d'un attentat contre l'immeuble fédéral : *« It's one of us ! »* (« C'est l'un des nôtres ! »)

Les policiers remontent la piste du camion loué à l'agence Ryder Truck, font un portrait-robot des deux suspects et obtiennent un nom dans l'hôtel où a séjourné l'un d'entre eux : Timothy McVeigh.

C’est en prison que celui-ci sera interpellé, puis accusé de l’attentat à la bombe : quatre-vingt-dix minutes après l’attentat, il a été contrôlé par l’*Oklahoma State trooper* Charles J. Hanger, pour une plaque d’immatriculation manquante à sa Mercury jaune de 1977. Les policiers tiquent sur son tee-shirt, un portrait d’Abraham Lincoln avec l’inscription « *Tyrannis sic semper* » (« Ainsi périssent les tyrans »), les mots hurlés par l’assassin du président, John Wilkes Booth. Au dos, une citation de Jefferson : « L’arbre de la liberté doit être régénéré de temps en temps avec le sang des patriotes et celui des tyrans. » Le FBI sait ce genre de vêtement typique de l’extrême droite américaine.

Timothy McVeigh est un héros, un pur, un vrai, un décoré : à vingt ans, ce lecteur passionné de *Soldiers of Fortune*, le magazine américain des fans d’armes et des faits militaires, s’engage dans l’infanterie. C’est un soldat sans histoires, qui devient sergent. Trois ans après son incorporation, en 1991, éclate la première guerre du Golfe. « Pour mon premier jour, j’ai décapité un Irakien avec mon canon de combat. Ça ne m’a rien fait de spécial », explique-t-il. Son dossier est flatteur, tout juste ses supérieurs le trouvent-ils un peu exalté : il reçoit un blâme pour un tee-shirt « *White Power* ».

À son retour du Koweït, il est sélectionné pour entrer dans les forces spéciales, mais il abandonne ; du moins, c’est sa version. Car son dossier révèle que les psychologues ont décelé chez lui un délire de la persécution, des troubles, il semble choqué d’avoir vu des scènes de carnage sur la route de Koweït City. Il ne sera jamais Béret vert et quitte l’armée le 31 décembre 1991.

À Waco, Texas, du 28 février au 19 avril 1993, le FBI assiège la secte des Davidiens, avant de donner l’assaut : 82 morts dont 21 enfants. C’est l’action la plus meurtrière du gouvernement américain contre ses propres concitoyens depuis la guerre de Sécession. McVeigh va sur place durant le siège, distribue des autocollants de soutien, accuse l’État de tous les maux. Cet État qui a osé lui réclamer 1 068 $ de trop-perçu de solde militaire, cet État qui, en 1994, ose voter une loi pour limiter la circulation des armes…

Adepte des théories du complot, l’ancien soldat est décidé à frapper cet État assassin. Il passe à l’action le 19 avril 1995, jour anniversaire de l’assaut à Waco.

Durant son procès, ses avocats tentent d’incriminer l’armée, d’expliquer son geste par sa période au Koweït. Le juge refuse de faire citer les supérieurs de McVeigh : on ne touche pas à l’US Army.

Condamné à mort, McVeigh est exécuté par injection létale le 11 juin 2001. Trois mois plus tard, le 11 septembre, son triste record de l'attentat le plus meurtrier sur le sol des États-Unis allait être effacé par deux avions.

Le colonel Williams
(Né en 1963)

Les ailes du vice

Matthieu Frachon

Une belle tête de soldat, l’air martial, la mâchoire carrée, le cheveu ras, l’œil bleu, tel est le portrait du colonel Russel Williams, quarante-six ans, qui en juillet 2009 vient d’être nommé patron de la base aérienne de Trenton (Canada).

Ancien pilote, c’est un officier exemplaire, aimé de ses hommes, décoré de la médaille de service en Asie du Sud-Ouest pour son action en Afghanistan. Diplômé d’économie, marié, digne d’une affiche de recrutement pour l’armée de l’air, il a piloté pour des VIP : la reine d’Angleterre et son époux, ainsi que le Premier ministre canadien. Ce poste à Trenton, la base la plus importante du Canada, vient couronner sa carrière.

Le 25 novembre 2009, la caporale Marie-France Corneau est retrouvée morte chez elle. C’est une agression sexuelle, un meurtre sadique : le tueur a joué un long moment avec sa victime. La police mène une enquête difficile, le violeur a emporté les draps afin de ne laisser aucune trace ADN. Elle relie l’affaire à deux autres agressions, non meurtrières, perpétrées en septembre. Les deux jeunes femmes ont été, comme Marie-France, attachées, la tête recouverte d’une taie d’oreiller, puis violées sur des draps posés par terre. Là aussi, le violeur a emporté les linges. Il a volé de la lingerie dans les trois cas.

« On a affaire à un prédateur et un fétichiste, un homme qui prépare soigneusement ses crimes », explique l’un des responsables policiers de l’Ontario.

Mais l’enquête piétine, le meurtrier semble n’avoir laissé aucune trace. Le 29 janvier 2010, Jessica Lloyd disparaît. Ce n’est pas une fuite, c’est un enlèvement et le coupable a fait une erreur : il a laissé dans la neige les traces de sa voiture, un gros 4x4. Les policiers cherchent le modèle, interrogent toutes les personnes aux

alentours et remontent jusqu'à un modèle Nissan. Persuadés d'avoir affaire à un militaire, les enquêteurs fouillent du côté de la base.

Le colonel Williams possède une Nissan ; les policiers le trouvent fuyant, hésitant, suspect. Le juge accorde un mandat pour fouiller sa maison. Dans son ordinateur, la police découvre des photos du colonel en soutien-gorge, en nuisette de soie… Cachées dans la cave, cent quatre-vingt-six pièces de lingerie !

Le colonel craque et coopère, il mène les policiers jusqu'au lieu où il a enterré Jessica Lloyd, puis il passe aux aveux : « J'ai commis des crimes ignobles et j'ai trahi mes amis, ma famille… et les Forces canadiennes. Je passerai le reste de ma vie à regretter plus que tout d'avoir mis fin à la vie de deux personnes innocentes, pleines de vitalité et appréciées de tous. »

L'armée, sous le choc, réagit vigoureusement : le colonel est dégradé, chassé de l'armée, ses décorations lui sont retirées et son uniforme est brûlé.

Mises en cause pour n'avoir pas su détecter sa personnalité réelle, les autorités noient le poisson en parlant d'une enquête en cours et en qualifiant Williams « d'insoupçonnable ». Le juge Lee chargé de l'affaire est catégorique : « Russel Williams est l'un des meurtriers les plus méprisables de l'histoire canadienne. Il a brisé des vies. Le jour, il se comportait comme un leader de la communauté ; la nuit, comme un tueur en série. »

Condamné à perpétuité pour quatre-vingt-deux chefs d'accusation, l'ex-colonel est enfermé à l'isolement dans le pénitencier de Port Cartier.

Une cellule de 7 m² est désormais le seul univers du pilote déchu.

La caricature

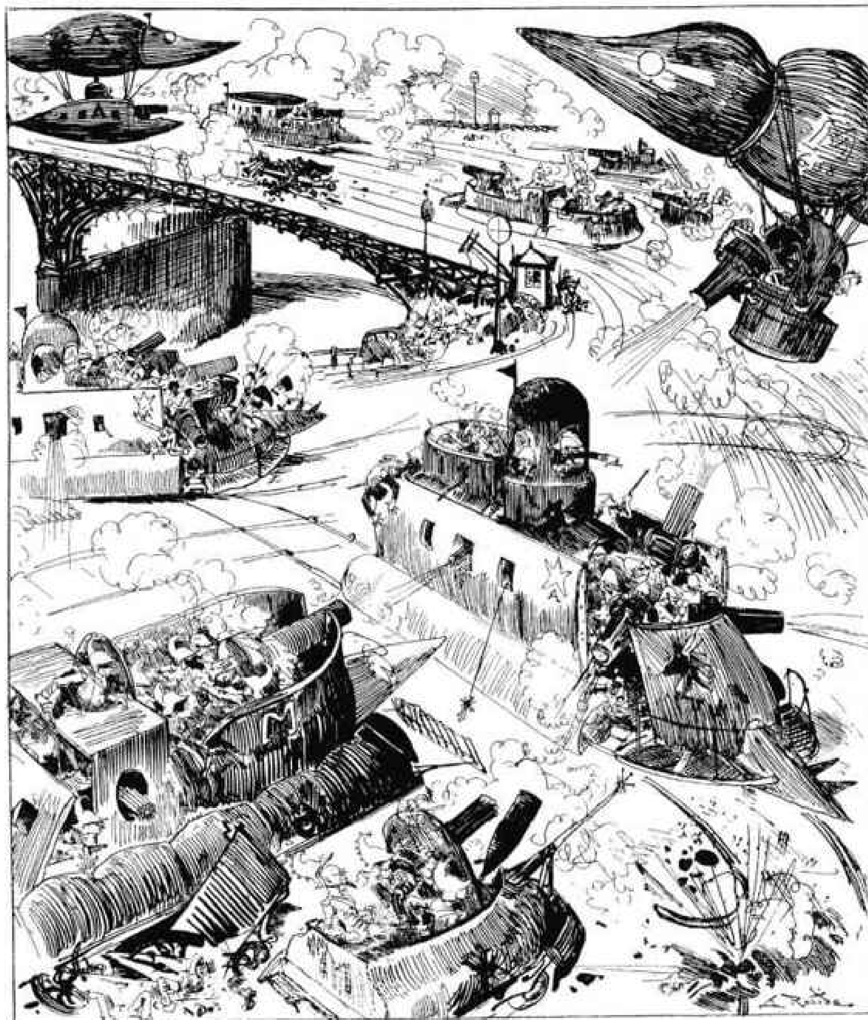
Par Bruno Fuligni



La guerre australo-mozambiquoise

Pour son nº 200, l'hebdomadaire *La Caricature* publie en une un dessin extraordinaire, signé de son rédacteur en chef, le caricaturiste Albert Robida. Engins blindés et blockhaus roulants s'affrontent durement, sous le feu nourri d'une division aérienne. Un long reportage illustré couvre « la guerre australo-mozambiquoise » de 1975, incroyablement futuriste en ce 27 octobre 1883.

À l'époque de Robida, le Mozambique n'est encore qu'une colonie portugaise, tandis que l'Australie demeure une possession britannique. L'idée que ces lointains territoires puissent un jour constituer des États souverains dotés d'une armée est déjà audacieuse, mais que dire du conflit qui les oppose ? Son déclenchement est purement commercial et financier, sans considération d'honneur national, à telle enseigne que les troupes australiennes prennent pied sur le continent africain en violant la neutralité d'un petit pays neutre. Quant aux opérations militaires, motorisées et mécanisées, elles annoncent si étonnamment la Première Guerre mondiale qu'en 1916, le bibliophile Béraldi réimprimera sur papier de luxe cette préfiguration géniale des grands conflits modernes : « Il y avait là, déjà, des sous-marins, des aéroplanes de tous systèmes, d'extraordinaires zeppelins, relève-t-il. Quel dommage que Robida n'ait pas été directeur de notre grand état-major ! »



Avec trente-trois ans d'avance, le dessinateur n'a pas seulement pressenti des évolutions technologiques : c'est l'idée même de Progrès avec un grand « P » qu'il a mise en déroute, en pleine apothéose de l'Europe coloniale.

« Les Européens de diverses tribus, pris de la maladie colonisatrice, se disputent l'honneur de faire goûter aux nations non cultivées les douceurs de notre culture. […] Les découvreurs de chaque nation sont en route et promènent à travers les océans les échantillons de l'industrie européenne les plus propres à séduire les bons sauvages. Par malheur la concurrence vient de passer et d'approvisionner les clients en canons, mitrailleuses et autres produits », réaffirmera-t-il dans un autre numéro de *La Caricature*, le 31 octobre 1885. En guise de « bienfaits de la Civilisation », voici l'Humanité dotée d'automobiles blindées, d'obus colossaux, de torpilles, de lance-flammes, sous les bombardements aériens et les nuées de gaz asphyxiants…

Dans *La Vie électrique*, en 1890, le caricaturiste prophétisera en outre la « guerre miasmatique », c'est-à-dire chimique et bactériologique. Cent trente ans après, Robida reste visionnaire.



CHAPITRE V

INVENTIONS RATÉES

Qu'il s'agisse de chirurgie militaire, d'architecture navale ou d'engins de destruction massive, une armée se doit de rester à la pointe de l'innovation pour ne pas être vaincue. Hélas, le goût de la modernité prend une saveur amère quand l'invention trop vite adoptée se retourne contre ses propres concepteurs.



L'opération de Guy XX
(1605)

Trous de balle

Philippe Di Folco

Les mauvaises langues disent que la chirurgie militaire est à la chirurgie civile ce que la musique militaire est à Mozart… C'est vraisemblablement exagéré. Néanmoins, cet adage pourrait s'appliquer avec justesse dans le cas du pauvre François de Coligny, autrement connu sous le nom dynastique de Guy XX, comte de Laval.

Proche d'Henri IV, le jeune homme de vingt ans, récemment converti au catholicisme, part de Paris le 29 août 1605 pour la Hongrie. Il souhaite rejoindre l'armée de l'empereur Rodolphe II de Habsbourg afin de combattre les Turcs du sultan Achmet, qui assiègent Strigonie. Dans son idéal, il s'agit d'une croisade moderne, au sens le plus noble et le plus religieux du terme. Ce sera plutôt un martyre pour lui…

Il fait d'abord étape à Nancy, chez le duc de Lorraine, puis à Vienne, chez l'archiduc Mathias, ne rejoignant que le 13 octobre l'armée impériale campée aux environs de Komárom (Komorn), une grosse bourgade située sur la rive gauche du Danube, en Basse-Hongrie. Très vite, le jeune homme se fait remarquer : dès son premier combat, le 25 novembre, Guy XX se montre particulièrement audacieux en protégeant la retraite de l'arrière-garde assaillie par près de 15 000 cavaliers ottomans. L'empereur Rodolphe, pour sa conduite héroïque, lui octroie le commandement d'une compagnie de 1 000 hommes à lever en France. Comme le dira Maucourt de Bourjolly : « Ce 25 novembre lui fit naître une favorable occasion, en laquelle il parut vrai fils d'un tel père, qui, par la grandeur de son courage, surpassait la petitesse de sa personne et petit-fils d'un grand-père qui, même aux premières fleurs de son printemps, emporta le titre de Chevalier sans peur. »

Le héros ne durera guère. Presque une semaine plus tard, le 3 décembre au matin, les Turcs chargent l'avant-garde. En quatrième vitesse, le comte s'arme, mais ne prend pas le temps de lier correctement les tassettes de son armure. Sautant en selle sans délai, il se dirige à bride abattue vers l'ennemi, mais c'est une grêle de flèches et de balles qui le reçoit avec force et vigueur. Ses tassettes flottantes ne servent strictement à rien et une balle finit par se faufiler, pénétrant dans le bas-ventre. Blessé, il poursuit son assaillant. Puis, quand vient le moment de retirer l'armure qui limitait plus ou moins l'hémorragie, le saignement devient cataclysmique, et la mort survient peu après.

Les funérailles célébrées à Vienne seront pompeuses. Les entrailles sont enterrées dans le chœur du couvent des Cordeliers ; le corps, embaumé, est rapatrié à Laval pour être déposé en l'église Saint-Dominique-des-Jacobins, tandis que le cœur est transporté dans la collégiale Saint-Tugal, nécropole dynastique de la maison de Laval.

L'histoire pourrait s'arrêter là, celle d'une mort héroïque au combat. Sauf que le récent examen du squelette, sous la direction de Rozenn Colleter de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), et auquel a participé l'auteur de ces lignes, a mis en évidence des circonstances de décès légèrement différentes.

L'ensemble des ossements présente d'abord une coloration verte liée à un transport du squelette, peut-être bouilli, dans un contenant de cuivre. Pour ce qui intéresse la cause de la mort, l'observation du bassin retrouve un éclatement osseux compatible avec une origine de projectile à balle d'arme à feu sur la face postérieure de l'os iliaque droit (os de la hanche). De forme globalement circulaire, cet éclatement est éversé vers le dehors, mesurant 2,3 cm de diamètre. À l'examen radiologique, aucun résidu de plomb n'est retrouvé dans l'épaisseur de l'os ni sur les berges de l'orifice.

Mais est-ce cette lésion qui a causé la mort du pauvre Guy XX ?

Ce n'est pas si sûr… Car les ossements du bassin présentent aussi d'autres lésions osseuses : en effet, l'os coxal droit se présente en trois fragments (celui du milieu est manquant) portant l'empreinte d'une section très nette par un instrument tranchant et sectionnant oblique en bas, en dedans et en arrière. La lame s'est enfoncée à mi-profondeur en oblique dans l'épaisseur de l'os (2,4 cm de section,

restant 2,4 cm d’os sectionné en profondeur, mais non arraché). Plusieurs traces de ripage sont visibles en périphérie…

De quoi s’agit-il ? Guy XX a-t-il pris un coup de sabre en plus des projectiles ? Un Turc lui a-t-il emporté la fesse ? Dans *L’Art de vérifier les dates* (1784), François Clément rapporte qu’il a couru à Paris sur sa mort, « un bruit fort désavantageux, qu’on se dispensera de répéter, parce qu’on ne voit pas sur quoi il est fondé ». Mystère…

Le bon sens y verrait peut-être une tentative inefficace de traitement chirurgical de son hémorragie. Un praticien militaire semble en effet ne pas y être allé de main morte : pour ligaturer, voire cautériser, le vaisseau sanguinolent, ou bien pour extirper un projectile enfoui dans les chairs et dans l’os, est-il allé jusqu’à ouvrir la fesse droite en deux parties ? Jusqu’à saigner à blanc le pauvre comte de Laval ? Une intervention dont le chirurgien ne s’est pas glorifié…

Le *Vasa*
(1628)

Le plus mauvais navire du monde

Stéphane Mahieu

Le dimanche 10 août 1628, la foule se presse sur les quais de Stockholm. Le fleuron de la flotte suédoise va entreprendre son voyage inaugural. Avec ses 69 mètres de long, son grand mât de 52 mètres de haut, son imposant château d'arrière et ses centaines de figurines sculptées et peintes, ce trois-mâts a fière allure. Armé de 64 canons répartis sur deux ponts, il doit réaffirmer la domination de la flotte suédoise sur la Baltique, menacée par la flotte polonaise. Depuis le début de l'été, le *Vasa* – nom de la dynastie régnante – est amarré au pied du palais royal pour embarquer le lest de fond de cale, les canons et les équipements.

La décision de le construire a été prise en 1625 par le roi Gustave II Adolphe. Le constructeur, Henrik Hybertsson, est expérimenté. Plus de mille chênes ont été nécessaires à la construction du navire, commencée au printemps 1626 à Stockholm. Le roi lui-même a approuvé les dimensions du navire et l'a visité en janvier 1628. Ce 10 août, il n'est pas à Stockholm : il guerroie au loin, comme il se doit.

Le temps est beau, la brise légère : conditions idéales pour une première navigation. À son bord se trouvent cent hommes d'équipage – mais le *Vasa* peut embarquer trois cents soldats en sus –, le capitaine Söfring Hansson, l'amiral Erik Jönsson et des invités de marque, y compris leur femme et leurs enfants. Le *Vasa* est remorqué, puis hisse les voiles et ses canons tirent une salve d'honneur. Très vite, il donne de la bande, mais se redresse. À l'approche de l'île de Beckholmen, sous un léger – oh ! très léger – coup de vent, il chavire ; l'eau entre par les sabords que l'équipage n'a pas eu le temps de fermer et le navire, toutes voiles dehors, sombre lentement devant la foule médusée : le fleuron de la flotte suédoise coule corps et biens quelques minutes après son lancement ! Le *Vasa* aura navigué, en tout et pour

tout, sur trois cents mètres… Il n’a même pas atteint la pleine mer. Une cinquantaine de personnes périssent dans le naufrage.

Informé, le roi exige qu’on recherche les coupables de ce fiasco. La catastrophe n’a pas seulement écorné son prestige, mais aussi les finances du pays.

Les marins sont interrogés. Le capitaine, arrêté à peine repêché, certifie que les canons étaient bien arrimés et le lest, embarqué. Quant à l’équipage, il n’était pas plus ivre que de coutume, un peu moins même, puisque c’était un dimanche dans la très puritaine Suède. Tous sont d’accord pour souligner l’instabilité du navire : « Avec ses mâts et ses canons, il était plus lourd du haut que du bas. »

Des essais de stabilité, en présence de l’amiral Klas Fleming, s’étaient révélés inquiétants ; en courant d’un bord à l’autre, les marins avaient failli faire chavirer le navire à quai. L’amiral n’avait pourtant pas voulu remettre à plus tard le lancement du *Vasa* : le roi tenait à une livraison rapide du navire…

Se retourner contre le constructeur est pour le moins problématique : Henrik Hybertsson s’est éteint l’année précédente. Pour ses successeurs, le navire a été construit selon les règles approuvées par le roi, avec le nombre excessif de canons voulu par ce dernier, même s’il a fallu pour cela placer des canons lourds sur le pont supérieur. Aller plus loin dans la recherche de responsabilités pourrait devenir gênant pour le monarque… Aucune condamnation ne sera donc prononcée.

Des tentatives de renflouement échouent, puis une cinquantaine de canons sont remontés. L’oubli et la vase recouvrent ensuite le *Vasa*.

En 1956, après avoir étudié les archives maritimes, l’ingénieur Anders Franzén localise l’épave. La décision de renflouer le bâtiment est prise. Le 24 avril 1961, le *Vasa* revoit la lumière du jour, après trois cent trente-trois ans d’immersion. Le navire amiral est dans un état de conservation remarquable. Le bois fait l’objet d’un traitement, puis un musée spécial est ouvert, près du lieu de construction. C’est le musée le plus visité de Suède.

Le plus mauvais navire du monde a réussi sa reconversion.

Le char de guerre
(1757)

ARRÊTE TON CHAR, VOLTAIRE !

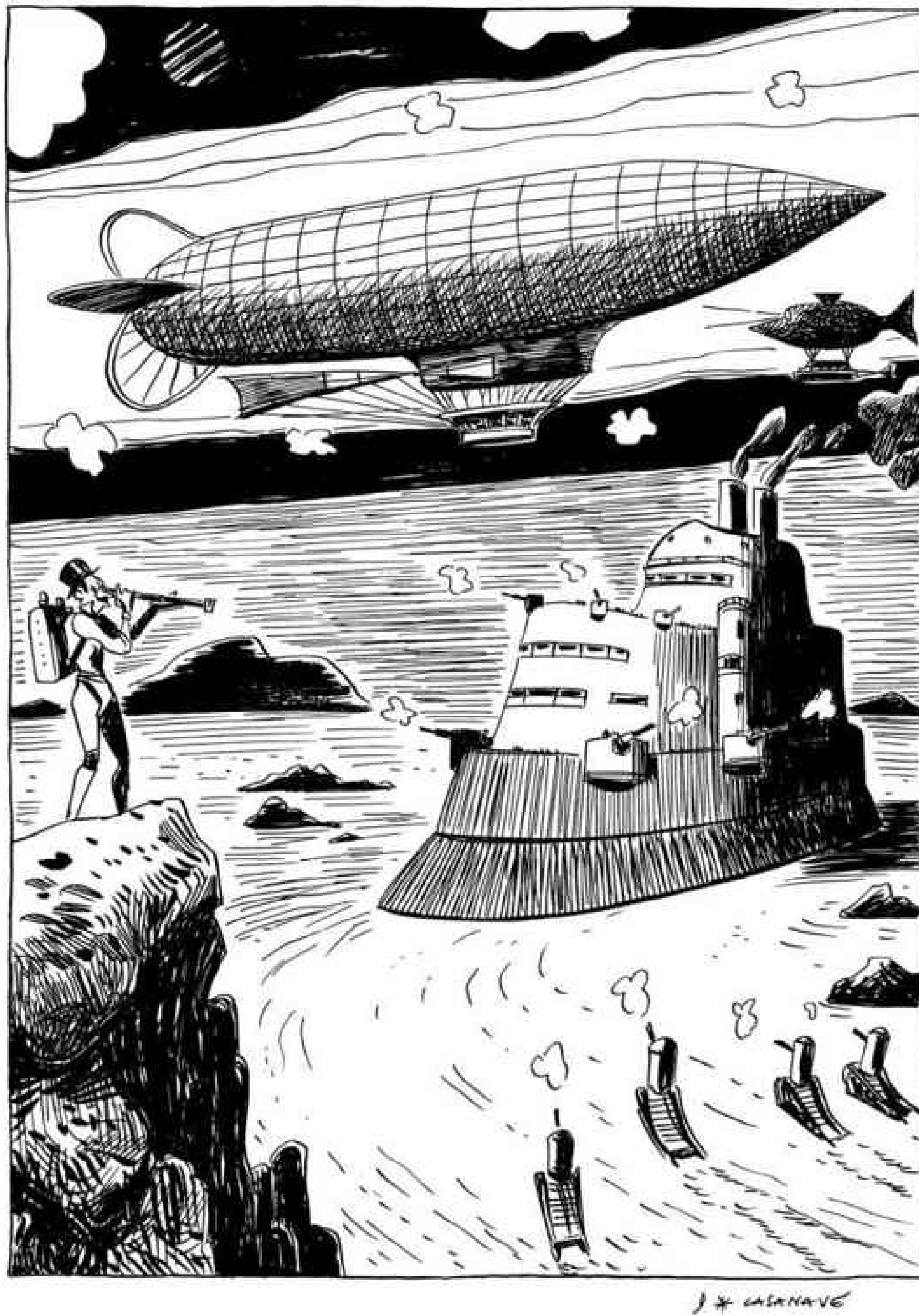
Bruno Fuligni

Le nom de Voltaire évoque l'esprit et la tolérance, l'humanisme et la liberté. Et pourtant, le philosophe des Lumières est peut-être l'inventeur du char d'assaut !

Lui l'appelle son « char de guerre » et se démène pour faire adopter « cette nouvelle cuisine » aux armées royales. « Donnez-vous le plaisir, je vous en prie, de vous faire rendre compte par Florian de la machine dont je lui ai confié le dessin », écrit-il au maréchal-duc de Richelieu le 18 juin 1757. « Il l'a exécutée ; il est convaincu qu'avec six cents hommes et six cents chevaux on détruirait une armée de dix mille hommes. »

Le dessin comme la maquette sont perdus, mais non la correspondance de l'écrivain qui permet de reconstituer le principe de l'engin : un chariot blindé, tiré par deux chevaux caparaçonnés de plaques de fer, et portant deux hommes puisant dans un coffre à grenades. Idéal pour l'attaque en plaine, ce char hippomobile se distinguerait par une puissance de feu exceptionnelle.

Seul semble convaincu le comte Claris de Florian, époux d'une nièce de Voltaire et que Voltaire appelle « le Capitaine des chars de guerre de Cyrus » dans cette lettre du 31 mai 1757 : « J'aurais souhaité, pour vous et pour la France, que mon petit char eût été employé : cela ne coûte presque point de frais ; il faut peu d'hommes, peu de chevaux ; le mauvais succès ne peut mettre le désordre dans une ligne ; quand le canon ennemi fracasserait tous vos charriots, ce qui est bien difficile, qu'arriverait-il ? Ils vous serviraient de rempart, ils embarrasseraient la marche de l'ennemi qui viendrait à vous. En un mot, cette machine peut faire beaucoup de bien et ne peut faire aucun mal : je la regarde, après l'invention de la poudre, comme l'instrument le plus sûr de la victoire. »



La guerre mécanisée, encore une vue de l'esprit au temps de Jules Verne et de Robida.

Le blitzkrieg avant l'heure, en somme ; et puisque la tradition populaire attribue l'invention de la poudre noire au moine Berthold Schwartz, l'anticléricalisme de Voltaire est à l'œuvre dans l'ambition de le surclasser : « Je sais très bien que ce n'est pas à moi de me mêler de la manière la plus commode de tuer les hommes. Je

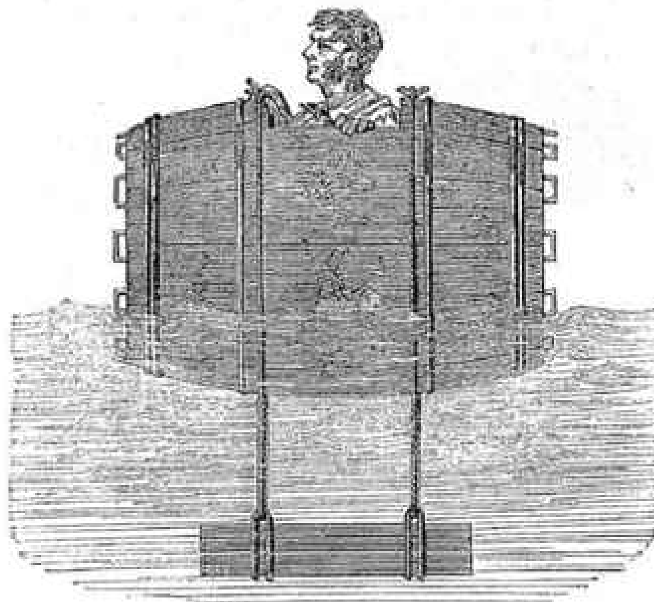
me confesse ridicule ; mais enfin si un moine, avec du charbon, du soufre et du salpêtre, a changé l'art de la guerre dans tout ce vilain globe, pourquoi un barbouilleur de papier comme moi ne pourrait-il pas rendre quelque petit service *incognito ?* »

Lubie d'un moment ? Pas du tout ; douze ans après le refus poli de la France, Voltaire proposera encore son char à Catherine II de Russie, en guerre contre les Ottomans : « Je voudrais avoir du moins contribué à vous tuer quelques Turcs. On dit que, pour un chrétien, c'est une œuvre fort agréable à Dieu. Cela ne va pas avec mes maximes de tolérance, mais les hommes sont pétris de contradictions. » Ses démarches resteront vaines.

« Le malheur, songe toutefois Voltaire, est que ma machine n'est bonne que pour une campagne, et que, le secret connu, devient inutile. » La capacité de seconde frappe et la course aux armements sont en germe dans cette fulguration d'un jour – même s'il faudra attendre Jules Verne et Robida pour concevoir des armements mécanisés, et l'année 1916 pour que des tanks fassent irruption sur un champ de bataille.

UN FLOTTEUR.

M. Pignon-Blanc, capitaine au long cours, du Havre, propose un procédé ingénieux pour envoyer à terre non-seulement une ligne (corde), mais un homme. Il se sert pour cela d'une barrique vide dont la bonde est agrandie. Une manche en toile, clouée autour de ce trou, se serre sous les bras de l'homme placé dans la barrique, afin d'empêcher l'eau d'y entrer lorsqu'elle traverse des brisants Pour donner de la stabilité à l'appareil, on le leste au moyen d'une gueuse ou d'un poids de fer quelconque suspendu au moyen de deux bouts de filin attachés par le milieu aux extrémités du poids et venant s'amarrer sur les barriques.



Tonneau-Flotteur du capitaine Pignon-Blanc.

M. Pignon-Blanc s'est placé dans une barrique disposée de cette manière à environ 200 mètres du rivage, sur lequel la mer brisait violemment. Le premier brisant a fait incliner légèrement le flotteur, qui s'est relevé aussitôt. Le deuxième et le troisième l'ont rapproché du rivage, et le quatrième l'a jeté à terre. Le morceau de fer a maintenu la barrique, et M. Pignon-Blanc est descendu à sec.

Le tonneau-flotteur du capitaine Pignon-Blanc. Idéale pour l'accostage individuel ou l'infiltration d'un agent, cette minibarge de débarquement n'est qu'une barrique lestée. Elle a été testée dans les années 1870.

La ligne Maginot
(1935-1940)

Derniers retranchements

Bruno Fuligni

S'il est un ratage monumental dans les équipements militaires, c'est la ligne Maginot. Son nom même est passé dans le langage courant, pour désigner une protection illusoire, une défense vouée à l'échec. Rêve de Poilus, utopie d'anciens combattants, cette ligne de forteresses qui devait rendre la France invulnérable a reçu tout le confort moderne : finies, les froides et boueuses tranchées de 1914, parcourues de rats, pourries de vermine. Les ouvrages en dur de la ligne Maginot, éclairés à l'électricité, chauffés, bourrés de ravitaillement et de munitions, attendent les Allemands de pied ferme. Le malheur, c'est que la Wehrmacht contournera la ligne en 1940, préférant traverser la Belgique, en violant, comme en 1914, sa neutralité. L'état-major, une fois de plus, n'a rien vu venir. Humiliation supplémentaire : dans les conditions imposées à la France vaincue, les soldats de la ligne Maginot seront faits « prisonniers d'honneur » : sans avoir essuyé le moindre feu, la plupart s'en vont aux stalags et oflags, au confort beaucoup plus rudimentaire.

Un autre malchanceux, dans l'affaire, c'est André Maginot. Député de la Meuse de 1910 à 1932, il compte parmi ces parlementaires qui ont combattu pendant la Grande Guerre. Mobilisé comme simple soldat, il gagne rapidement les galons de sergent, la médaille militaire puis la Légion d'honneur, mais, dès 1915, c'est un grand blessé qui siège au Parlement, témoignant des souffrances endurées au front. Porte-parole des anciens combattants, il sera ministre des Pensions en 1920, ministre de la Guerre en 1922 et en 1929, et c'est à lui qu'on doit l'installation de la flamme du Soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe. Mais la ligne « Maginot », ainsi baptisée pour honorer sa mémoire, qu'en est-il ?



La ligne Maginot, un réseau de forteresses censé rendre la France invulnérable.

André Maginot n’a fait qu’obtenir les premiers crédits de cette ligne de forteresses, en 1929. Mort de maladie le 6 janvier 1932, il n’a jamais vu la fin des travaux, n’est pour rien dans leur exécution et ne saura jamais la suite de l’histoire… Il est des honneurs qui ruinent une réputation. André Maginot symbolisait le patriotisme dans les années 1920, mais, pour la France entière, son nom est maintenant synonyme d’erreur stratégique et d’investissement inutile…

Le Goliath
(1939-1944)

Les premiers robots militaires

Philippe Di Folco

Le 18 juin 1940, alors que Paris est tombé et que résonne la voix du général de Gaulle dans les postes à galène, un détachement de la Wehrmacht arrive dans la ville de Croissy-sur-Seine, à l'ouest de la capitale. Direction le laboratoire du professeur Kegreisz.

Celui-ci est une véritable star de la mécanique automobile. En 1913, Adolphe Kegreisz concevait pour le tsar Nicolas II une voiture à chenilles capable de se déplacer par temps de neige ; durant les années 1920, il fait équipe avec l'ingénieur Jacques Hinstin pour Citroën et leur invention rend possible la traversée des sables sahariens, savamment mise en images au cinéma : la « Croisière jaune » propulse la marque aux chevrons à l'apogée de sa gloire.

Mais que viennent donc chercher dans le laboratoire d'Adolphe Kegreisz ces soldats qui fouillent méticuleusement chaque recoin, maintenant en joue le professeur, qui, effrayé, ne dit mot ? Au bout de quelques minutes, les militaires repartent avec un appareil pas plus grand qu'une valise. Il s'agit d'un minivéhicule expérimental, dont l'armée française n'a pas voulu. Kegreisz les regarde s'éloigner. Il mourra deux ans plus tard.

Quelques semaines après, à Brême, au nord de l'Allemagne, dans les laboratoires de la firme automobile Borgward : des ingénieurs écoutent respectueusement les ordres de mission assenés par un envoyé de la Wehrmacht. Il s'agit de transformer cette invention française en un engin de guerre implacable, l'un des fleurons de l'arsenal secret du Führer. En quelques mois, Borgward met en chantier ce qui constitue le premier modèle réduit de char : gros comme un landau, équipé d'un moteur électrique relié *via* deux câbles à une commande multidirectionnelle, l'engin peut être chargé de plusieurs dizaines de kilos

d'explosifs. Baptisé Sd. Kfz. 302 (pour *Sonderkraftfahrzeug* ou « véhicule spécial » 302), il fait ses débuts au cours d'une opération de déminage lors de la bataille de Koursk, sur le front russe, durant l'été 1943. Mais les premiers ennuis commencent : les tirs de mortiers soviétiques sectionnent trop souvent les câbles, coupant les signaux et réduisant à l'immobilité Sd. Kfz. 302. Par ailleurs, on s'aperçoit que la batterie électrique embarquée n'a pas une autonomie suffisante, que l'engin reste deux fois plus lent qu'une bicyclette et que le froid intense de la taïga perturbe les connexions. L'ingénierie et les chaînes de montage de Borgward se remettent au travail : cette fois, le moteur est à essence, la charge explosive passe à 500 kilogrammes et les câbles sont doublés d'une gaine protectrice. Le nouveau modèle, Sd. Kfz. 303, est surnommé « Goliath ». Il va très logiquement affronter David, en l'occurrence l'insurrection du ghetto de Varsovie.

Les Goliath sont réquisitionnés par les SS qui semblent s'amuser comme des fous, filoguidant leurs joujoux par les rues de la capitale polonaise, agitant leurs manches à balai et appuyant sur la mise à feu ; pour un peu, ils applaudiraient. Seulement, les insurgés ne tardent pas à comprendre qu'en coupant les fils, on met tout simplement à plat ces braves petites bêtes, décidément très lentes. Nouvel échec.

La troisième vague de Goliath, la dernière, prend place sur les plages de Normandie. Il y aurait eu près de sept mille cinq cents minichars explosifs rangés le long des côtes, attendant bien sagement le Débarquement. Mais là encore, du constat même des généraux alliés, les Goliath se montreront particulièrement inoffensifs. Cause de l'échec, cette fois ? La corrosion ! Laissés à l'air libre le long des superstructures en béton, ils subissent la salinité ambiante et une pluviosité particulièrement intensive qui auront raison de la plupart des moteurs et connecteurs.

Qu'est donc devenu le Goliath après la guerre ? Entre-temps, la radiocommande a fait son chemin, des drones commencent à voler et quelques fabricants de jouets recyclent le concept, à la fin des années 1950, sous la forme d'automobiles électriques à commande filaire, pour les enfants du baby-boom ! À quelque chose malheur est bon.

La bombe à neutrons
(1958-1993)

Un coup d'épée dans l'eau

Philippe Di Folco

Après la bombe A, composée d'un échantillon d'atomes de plutonium suffisamment excités pour déclencher une réaction en chaîne, est venue la bombe H, cent à mille fois plus puissante, puisque le plutonium y est remplacé par un composé radioactif hautement instable dérivé de l'hydrogène. Mais cet engin de mort est à son tour détrôné par la bombe N, qui reste à ce jour peu ou prou mystérieuse. Du moins sur le plan pratique.

D'un point de vue théorique, lorsqu'une bombe à neutrons explose, sa portée est à la fois très réduite géographiquement et radicalement mortifère sur le plan humain. En gros, aucun survivant. Mais il y a tout de même un avantage : le matériel reste en partie préservé.

Effrayé par cette arme, le président Kennedy en interdit la fabrication en 1961 : avec la bombe N, une guerre nucléaire devient hautement plus envisageable, tandis que dans l'hypothèse de la bombe H, c'était la destruction mutuelle assurée. Son concepteur n'est autre que le physicien nucléaire Samuel Cohen, qui a fait ses premières dents à Los Alamos, en 1944, sur le projet *Trinity* : la première bombe A.

Également appelée « bombe à rayonnement renforcé », la bombe N naît en 1958 et doit, en explosant, émettre d'importants flux de neutrons qui, fusionnés, ne pensent qu'à s'échapper pour être absorbés dans les corps composés d'eau. Le neutron est une particule qui a la propriété de déstabiliser les molécules d'eau, mais de traverser sans encombre tout corps inerte : béton, métaux, etc. Impossible d'y échapper, sauf à s'entourer d'un champ de rayons X ! De petite taille et de faible portée, c'est la bombe tactique idéale et, dans les années 1970, on repense à cette bombinette « Zéro survivant ».

Sa construction est baptisée « projet *Hadès* » par le ministère français de la Défense. Tout un programme : Hadès est le roi des morts dans la mythologie grecque. Avec la bénédiction du président Giscard d'Estaing, voilà que la France se met à plancher sur la production d'un arsenal neutronique. Nous sommes en 1979. La Guerre froide perdure. Ronald Reagan, à peine élu, va autoriser à son tour la production de bombes N, qui pourraient servir sur le terrain, par exemple pour contrer les opérations de guérillas…

Le 22 juin 1980, aurait explosé, sous l'atoll de Mururoa, la première bombe N française. Le conditionnel est de rigueur : compte tenu de l'habituel mutisme de l'armée, la seule source relativement fiable reste les mémoires de Samuel Cohen, *The Truth About the Neutron Bomb : The Inventor of the Bomb Speaks Out*, livre publié par William Morrow & Co. en 1983. Le savant affirme que le plan de la bombe N a été remis en grand secret aux Français dans les années 1970, afin de seconder l'effort tactique américain qui consistait à déployer des missiles Jupiter sur le sol européen pour effrayer les Soviétiques. Le programme *Hadès* serait né ainsi. Un autre mythe en prend un coup : Cohen affirme que la bombe N n'est pas une « bombe propre », ce concept ayant été inventé au début des années 1980 pour faire passer la pilule auprès des antimilitaristes. Quand elle explose, il y a dégagement de chaleur et effet de souffle, donc retombées radioactives à long terme. Mais alors, à quoi ont-ils servi, ces milliards engloutis dans le projet *Hadès,* validé et implémenté sous François Mitterrand ? Il semblerait que la technologie française soit parvenue à mettre au point des minimissiles antimissiles à neutrons susceptibles de neutraliser les fusées nucléaires classiques lors d'un tir ennemi de longue portée ; par ailleurs, cette hypothèse paraît confirmée par le fait qu'après la chute du mur de Berlin en 1989, le programme *Hadès* aurait été annulé, et l'arsenal démantelé trois ans plus tard, Russes et Américains faisant de même.

Cette histoire d'escalade vers l'enfer programmé ne dit pas si l'armée soviétique a pu, oui ou non, développer entre temps sa propre bombe N. Enfin, des rumeurs persistantes veulent que des missiles de type N aient été utilisés lors de la première guerre d'Irak en 1990-1991, ce qui expliquerait le mystérieux syndrome dont souffrent nombre d'anciens combattants américains…



La filmographie

Par Guillemette Odicino



Forces de projection

Si le cinéma, cet insolent, aime les soldats, les hauts gradés, les petits combats et les grandes guerres, ce n'est pas toujours pour les célébrer. Aux films respectueux des hauts faits d'armes répondent autant de farces militaires et de condamnations sans appel de la violence et de la bêtise galonnée. En 1970, dans *Tora ! Tora ! Tora !* ils se mettent à trois, un Américain, Richard Fleischer, et deux Japonais, Toshio Masuda et Kinji Fukasaku, pour refaire la bataille de Pearl Harbor. Même le Pentagone et la marine participent pour veiller à l'exactitude de ce spectacle, qui rappelle à quel point l'état-major américain a sous-estimé le danger militaire japonais.

En 1956, Robert Aldrich, pas un tendre le gars, s'est attaqué, lui, à la bataille des Ardennes. Dans *Attaque !* un capitaine trouillard et incompétent provoque la mort de quatorze hommes de sa compagnie. Puni pour sa lourde bourde ? Pensez donc…

Dans *L'Honneur d'un capitaine* de Pierre Schoendoerffer, un simple malentendu, un ordre prononcé par le capitaine Caron et mal compris par ses subordonnés, provoque l'exécution d'un Algérien… Mais le plus grand détracteur et démonteur de la mécanique militaire reste Stanley Kubrick.

D'abord *Les Sentiers de la gloire* en 1957 : il y a toute l'ironie du monde dans ce titre. Le colonel français incarné par Kirk Douglas se démène en vain, en 1916, contre ses supérieurs pour sauver de l'exécution trois de ses hommes accusés de lâcheté. Et comme la salle du tribunal militaire ressemble à un échiquier, le message est clair : les soldats sont de simples pions.

Au rayon « bourdes », personne n'a fait plus atomique que son *Docteur Folamour* de 1964 : un général belliciste et totalement irresponsable lance une bombe nucléaire sur l'URSS. Comment le président des États-Unis va-t-il rattraper le coup ? Réalisée en pleine Guerre froide, cette farce macabre reste drôlement effrayante, surtout sa dernière image où ce dingue de Peter Sellers chevauche une ogive géante…

Dès son premier long métrage, *Fear and Desire*, un brûlot de soixante et une minutes réalisé en 1953, Kubrick balançait déjà quatre soldats, victimes d'un accident d'avion, derrière les lignes adverses, en pleine forêt. La guerre ? Inventée. Le pays ? Inconnu. Et Kubrick filmait déjà ses hommes en uniforme comme des pantins interchangeables, allant jusqu'à faire interpréter les chefs des deux camps ennemis par les mêmes comédiens. Dans ce film méconnu, renié par son auteur si perfectionniste, il y avait déjà toute la sauvage absurdité de la guerre.

Mais, tout de même, rions un peu. Avec la gorge serrée d'abord puisqu'il s'agit d'une comédie italienne : *La Grande Pagaille* de Luigi Comencini, en 1960, avec l'empereur romain des comédiens, Alberto Sordi. « Que faisait-on le 8 septembre 1943 ? » se sont demandé le réalisateur et ses scénaristes lors d'une conversation entre amis. À partir de cette question d'emploi du temps, le jour où Mussolini a été destitué et l'armistice signé avec les Alliés, ils ont bâti la plus caustique et émouvante des chroniques de la débâcle ordinaire, chez les troufions comme chez les gradés. En une journée, leurs anciens alliés, les Allemands, deviennent leurs ennemis, et ils n'ont plus qu'une idée en tête, pas si bête : rentrer chez eux. *Tutti a casa*, comme le dit le titre original.

De guerre lasse : ainsi pourrait-on sous-titrer la comédie de Blake Edwards *Qu'as-tu fait à la guerre, papa ?* qui, en 1966, semble annoncer l'ultra-satirique *M*A*S*H* réalisé quatre ans plus tard par Robert Altman. Pour ce farceur de Blake Edwards, la guerre est une gaffe géante, alors quitte à envahir un petit village sicilien en 1943, ses soldats américains fatigués vont le faire en se travestissant et en se prenant les pieds dans les tapis allemands. Plus tard, dans *Opération Jupons*, il ne lésine pas sur les bévues : un sous-marin américain endommagé est repeint en rose par Tony Curtis, et Cary Grant a bien du mal à tenir son équipage quand il recueille à bord une troupe de soldats féminins ! Le film se déroule pendant la guerre du Pacifique, dont on sait combien elle a été meurtrière. Mais, avec un tel talent comique, c'est fou comme la pire invention de l'homme paraît loin…

À la soupe !

S*'il y a un point sur lequel les armées ont fait l'unanimité, c'est la mauvaise qualité de l'ordinaire : la soupe, le rata, le biscuit de guerre et le vin chaud du soldat ne conviennent qu'aux estomacs spartiates des durs de dur et des tatoués…*

Au mess des officiers, pourtant, une nourriture plus raffinée vient reconstituer la vigueur des gradés. Certaines recettes, même, portent le nom de chefs militaires ou politiques… Vous les trouverez dans le prochain numéro de Folle Histoire, *consacré aux gourmands, goinfres et autres gastronomes : rendez-vous dans trois mois !*



La troupe

Folle Histoire paraît tous les trois mois sous le commandement de **Bruno Fuligni** : haut fonctionnaire et maître de conférences à Sciences Po dans le civil, il a courageusement écrit vingt livres sur l'histoire politique et policière française, dont *Les Frasques de la Belle Époque* (Albin Michel) et *Secrets d'État : les dossiers confidentiels du ministère de l'Intérieur* (L'Iconoclaste). Il vient de publier *Raccourcis. Dernières Paroles stupéfiantes et véridiques devant la guillotine* aux Éditions Prisma. Ses compagnons d'armes font l'objet de multiples citations :

David Alliot, né en 1973, travaille dans l'édition. Il est l'un des meilleurs spécialistes de l'écrivain Louis-Ferdinand Céline et du poète martiniquais Aimé Césaire. Fin connaisseur des activités interlopes sous l'Occupation, il est l'auteur du livre *Le Festin des loups. Collabos, profiteurs et opportunistes sous l'Occupation* (Vuibert).

Philippe Charlier est médecin légiste et anthropologue. Né en 1977, ce maître de conférences des universités et praticien hospitalier (UVSQ/AP-HP) s'intéresse aux représentations du corps humain et à l'évolution des pratiques autopsiques et médicolégales. Il vient de publier *Seine de crimes* (Éditions du Rocher).

Frédéric Chef est né à Langres en 1967. Professeur de lettres, il est notamment le scénariste de la bande dessinée *Villain, l'homme qui tua*

Jaurès (Altercomics). Il a participé à l'ouvrage collectif *La Tortue d'Eschyle et autres morts stupides de l'Histoire* (Les Arènes). Il est l'auteur des *Ardennes en zigzags* (Le Pythagore).

Philippe Di Folco, écrivain et scénariste, est l'auteur de la première biographie du financier cryptarque Jacques Lebaudy : *L'Empereur du Sahara* (Galaade). Avec Yves Stavridès, il vient de publier *Criminels* (Sonatine).

Éric Dumont est haut fonctionnaire. Passionné d'histoire militaire, notamment du renseignement, il a été officier au Commandement des opérations spéciales (COS), coordonnateur de la cellule de lutte contre le bioterrorisme et conseiller en charge des affaires de sécurité et de défense auprès du président de l'Assemblée nationale. Il est ancien auditeur de l'IHEDN, 63e session.

Matthieu Frachon, né en 1967, ex-grand reporter, est professeur à l'École supérieure de journalisme de Paris. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la police, il vient de publier *La Grande Histoire de l'antigang : 50 ans de lutte contre le crime* (Pygmalion).

Bruno Léandri, né en 1951 à Courbevoie, écrivain, chroniqueur et scénariste, longtemps collaborateur du mensuel *Fluide glacial*, est l'auteur entre autres de *La Grande Encyclopédie du dérisoire* (cinq tomes parus). Il vient de publier *Nous nous sommes tant marrés* (Fluide glacial).

Nicolas Mietton, collaborateur de la revue *ENA hors les murs*, a présenté et annoté plusieurs Mémoires historiques : *Souvenirs* du comte de Saint-Priest et *Journal* de Maurice Paléologue (Mercure de France), ainsi que *Souvenirs* du comte Apponyi (Tallandier). Il a publié *Destins de diamants* (Pygmalion).

Guillemette Odicino, journaliste et critique de cinéma à *Télérama* depuis bientôt quinze ans, a aussi été, entre autres, chroniqueuse radio sur Europe 1 et France Inter, ainsi que sur Canal Plus dans *Le Crash Test* ou

sur France 2 dans l'émission *Seriez-vous un bon expert ?* Elle continue d'aller où sa passion du cinéma et sa gourmandise générale la portent.

Clémentine Portier-Kaltenbach, journaliste et historienne, est l'auteur d'*Histoires d'os et autres illustres abattis* (Lattès), des *Grands Z'héros de l'Histoire de France* (Lattès), Prix du Guesclin du livre d'histoire, et des *Embrouilles familiales de l'Histoire de France* (JC Lattès).

Claude Quétel, historien, directeur de recherche honoraire au CNRS, est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels, en 2011, *Le Canapé de Beria. Mémoires d'un chasseur d'objets* (Lattès). Il vient de publier *L'Effrayant Docteur Petiot. Fou ou coupable ?* (Perrin).

Mohamed Sadoun, enseignant dans le Var pendant une décennie, est actuellement haut fonctionnaire et maître de conférences en culture générale. Il est l'auteur de la biographie de Paul Magnaud : *Paul Magnaud* « *le Bon Juge* » (Riveneuve).

Franck Sénateur, né en 1960, enseignant, est passionné d'histoire sociale et a créé en 1999 Fatalitas, l'Association pour l'histoire et l'étude des établissements pénitentiaires de métropole et d'Outre-mer, dont il est actuellement le président. Membre du comité scientifique du musée de Saint-Laurent-du-Maroni, il a pris part à de nombreuses expositions, conférences et publications, comme *Incroyables Évasions* (La Manufactures de Livres).

Marieke Stein, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'université de Lorraine, docteur ès lettres, spécialiste de l'œuvre politique de Victor Hugo, est passionnée par l'histoire du XIXe siècle. Elle a publié *Victor Hugo, l'universel* (La Documentation française) et *Hugo journaliste* (Garnier-Flammarion).



Une idée, une proposition, une remarque ?
Vous pouvez nous écrire :
follehistoire1@gmail.com

Responsable éditoriale : Ambre Rouvière
Éditeur : Nicolas Rabeau
Correction : Nord compo Multimédia
Mise en page et couverture : Nord Compo Multimédia

Illustration de couverture : © Supplément illustré du *Petit Journal* / © Bruno Fuligni
Documents reproduits : collection particulière, à l'exception de la photographie page 109 © Paris-Musée de l'Armée, Dist. RMN-Grand Palais / Pascal Segrette

EAN : 978-2-8104-1468-0